DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE Nº 14040 – 6 F

DIMANCHE 18 - LUNDI 19 MARS 1990

– FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Nouveau choc pour le Brésil

LE plan de *« reconstruction nationale »* présenté le vendredi 16 mars par le nouveau président, M. Fernando Collor, a pris de court tous ceux qui, la veille encore, applaudissaient son entrée en fonctions. Ce programme draconien prévoit un contrôle des prix dont les Brésiliens n'ont que trop vérifié l'inanité dans le passé, à l'occasion de trois blogages successifs. Il opère surtout une confiscation massive de l'épargne à laquelle peu de gens s'attendaient, à commencer par les électeurs de M. Collor : les menaces sur l'épargne n'étaient censées venir que du candidat de gauche, Lula.

On ne peut reprocher à M. Collor de mener une nouvelle opération chirurgicale sur l'économie brésilienne. Dans un pays confronté à un taux d'inflation à quatre chiffres, où la spéculation est généralisée, du particulier à la multinationale, les mesures duelles ne sont plus de mise. On comprend ainsi que le président ait voulu, pour marquer l'événement, doter le pays d'une « nouvelle » monnaie, le cruzeiro, du nom de celle utilisée jusqu'en 1986.

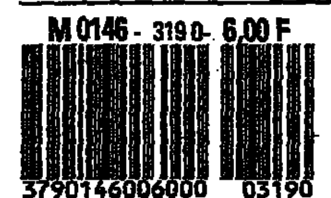
POUR la première fois, en outre, le gouvernement s'attaque de front au problème de la dette interne, en pratiquant un gel de l'épargne. Plus diffus et moins souvent évoqué que l'endettement vis-à-vis de l'extérieur, celui de l'Etat auprès des résidents est, au Brésil comme dans la plupart des autres Etats d'Amérique latine, la cause majeure du dérèglement de l'économie.

Il n'empêche, le « plan Collor » a du mal à convaincre une population habituée aux échecs des remèdes de cheval, depuis le lancement du plan cruzado, il y a quatre ans. En 1986, les habitants étaient appelés à dénoncer les hausses abusives de prix. Cette année, le programme entend que les « abus économiques » soient passibles d'emprisonnement.

Même chez les partisans du nouveau président, on dit que les mesures financières vont « traumatiser le marché » et ruiner la confiance dans l'épargne brésilienne. Elles lèsent en premier lieu les classes moyennes, qui se voient dépossédées de leurs économies pour une période d'un an et demi. Les privilégiés ont pris l'habitude depuis longtemps de conserver leurs avoirs en or ou en dollars ou de garder des comptes en dehors du pays.

L'étranger, le plan de M. Collor n'y fait pas allusion. Il sera probablement question de dette lors du prochain discours de politique économique du président ; à 115 milliards de dollars, l'endettement extérieur brésilien est le plus élevé des pays en développement, et les remboursements ont pratiquement cessé depuis l'été 1989. Conséquence de cette situation, les investissements étrangers arrivent au compte-gouttes, alors que les fuites de capitaux s'accélèrent. Pour un pays qui doit remettre à jour son appareil industriel s'il veut continuer à dégager de gros excédents à l'exportation, c'est un problème prioritaire.

M 0146 - 319 0 - 6,00 F



Un entretien avec M. Vaclav Havel

« La société tchécoslovaque est dans une sorte d'état post-pénitentiaire »

Le président de la Tchécoslovaquie, M. Vaclav Havel, effectue à partir du lundi 19 mars une visite d'Etat en France au cours de laquelle l'ancien dissident aura de nombreux entretiens officiels. Il rencontrera également à cette occasion d'anciens opposants réfugiés en France et des acteurs qui ont joué ses pièces alors qu'il était en prison. Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », avant de quitter Prague, M. Havel explique que la société tchécoslovaque se trouve toujours dans un état « post-pénitentiaire ».

« Des élections législatives libres auront lieu le 8 juin dans votre pays ; comment se présentent-elles ? Comment voyez-vous la mise en place des différentes forces politiques tchécoslovaques ?

– Ce pays n'a pas connu d'élections libres, ni de vie politique depuis quarante ans ; si des personnalités politiques existaient, elles n'avaient pas la possibilité de se montrer et le public ne les connaissait pas. Plusieurs générations de Tchécoslovaques n'ont jamais vu la démocratie : ou ne l'ont connue que vingt ans, entre les deux guerres... C'est vrai, une conscience démocratique, qui fait l'admiration de beaucoup d'étrangers, s'était forgée au cours des siècles, mais cette conscience ne sait pas très bien comment se traduire concrètement en une vie démocratique fonctionnant normalement.

» Je vois donc ces élections plutôt comme une sorte de préparation aux vraies élections libres : les vraies premières élections libres auront lieu dans deux ans. Nous aurons alors une nouvelle Constitution, un Etat redéfini, des corps représentatifs, quelque six cents lois auront été modifiées, la vie politique se sera cristallisée, de nouvelles personnalités politiques auront émergé, de grands partis politiques se seront formés ; nous aurons enfin franchi l'étape la plus dure de la réforme économique.

» Ces élections-ci seront bien sûr relativement libres, mais elles ont pour toile de fond l'ancienne Constitution, partiellement modifiée seulement ; je les vois plutôt comme une répétition.

– Allez-vous vous y impliquer personnellement ?

– Je ne participerai pas directement aux élections du 8 juin : je ne serai candidat d'aucun parti à aucun mandat de député et me contenterai très probablement d'accomplir mon devoir de citoyen en allant mettre un bulletin dans l'urne. Mais je souhaiterais participer aux élections de façon indirecte ; je considère que j'en ai le droit, quand je vois des affiches proclamant « Havel, garant des élections libres » ; j'ai le sentiment que les gens m'ont confié la responsabilité de veiller à ce que les élections soient libres.

Propos recueillis par JACQUES ALMARIC et SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 3

Le congrès du PS à Rennes

En dépit de leurs rivalités, les dirigeants socialistes ont tenté d'aboutir à une synthèse

Le congrès du Parti socialiste, réuni à Rennes, devait achever ses travaux dimanche 18 mars. Samedi matin, les dirigeants du PS s'efforçaient d'avancer sur la voie de la synthèse générale recherchée par le premier secrétaire, M. Pierre Mauroy. M. Michel Rocard a assuré aux militants que les socialistes gagneraient les élections législatives de 1993.



Lire pages 7 et 8 les articles de nos envoyés spéciaux à Rennes
PATRICK JARREAU, ALAIN ROLLAT et PASCALE ROBERT-DIARD

Elections : après la RDA... la RFA

L'issue du scrutin en Allemagne de l'Est aura une influence décisive sur le duel Kohl-Lafontaine

BONN

de notre correspondant

En élisant librement, dimanche 18 mars, leurs représentants, les habitants de RDA vont décider également de l'avenir immédiat des hommes politiques de la *République fédérale.*

Un net succès du SPD ou de son adversaire, l'Alliance pour l'Allemagne, patronnée par la CDU du chancelier Kohl, donnerait un avantage incontestable au vainqueur pour les élections au *Bundestag du 2 décembre 1990.* Un match nul, concrétisé par l'existence en RDA de deux forces politiques majeures d'importance comparable, laisserait ouverte cette lutte qui va bientôt s'engager entre M. Kohl et son challenger social-démocrate M. Lafontaine. C'est ce qui explique l'engagement total de la CDU et du SPD occidentaux dans la campagne électorale en RDA : la route du pouvoir à Bonn passe par le palais de la République à Berlin-Est. Chacun des deux grands partis espère voir son poulain, M. Böhme pour le SPD, ou M. de Maizière pour la CDU, s'asseoir dans le fauteuil laissé vacant par le premier ministre actuel, M. Modrow.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 4

Lire également

Le sommaire complet se trouve page 18

Le rayonnement de Sénèque

Un spectacle parfait : le « Phèdre » du tragique latin monté par Daisy Anias au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis

« Le plus grand auteur tragique de l'Histoire », ainsi Antonin Artaud désigne-t-il Sénèque, le 16 décembre 1932, dans une lettre à Jean Paulhan. Aussi bien Artaud traduira-t-il l'une des tragédies de Sénèque, *Thyeste*, mais le manuscrit n'en a pas été retrouvé encore. Dans la lettre à Paulhan, Artaud dit encore : *« Dans Sénèque, les forces primordiales font entendre leur écho dans la vibration spasmodique des mots. »*

Artaud n'exagère pas. Allez écouter la tragédie de Sénèque, *Phèdre*, et vous allez être carrément cloués par le rayonnement des paroles.

Lorsqu'un tel phénomène d'incandescence est là, ce n'est pas seulement que l'auteur est maître de la magie des sons. C'est aussi que la voix émet des vues cruciales. Comme l'écrit le professeur Pierre Grimal : *« Sénèque a dit lui-même que ce qui lui importait ce n'était pas les mots, mais les réalités dont ils étaient le signe, et c'est pour saisir ces réalités qu'il recourt à toutes les puissances du langage. »*

Sénèque a peut-être écrit sa *Phèdre* en Corse, où l'empereur Claude l'avait exilé, avant qu'il devienne quelque chose comme un ministre de Néron. Mais nous entendons, à Saint-Denis, une composante qui n'est plus le fait de Sénèque : la beauté et la vérité de la traduction française. Cela est rare, nos traductions du latin sont souvent des textes infirmes. Or, cette fois, les paroles que lancent Phèdre, Œnone, Thésée, Hippolyte, le chœur, sont un enchantement.

Le traducteur est une femme. Depuis son enfance, elle a eu la chance d'aller et venir *« du côté de chez Sénèque »*, car son père n'est autre que ce Pierre Grimal, auteur d'un grand livre, *Sénèque ou la conscience de l'Empire*, et de bien d'autres pages sur le même philosophe-dramaturge. Florence Grimal signe « Florence Dupont » ses magnifiques traductions des tragédies de Sénèque, qui vont être bientôt publiées par l'Imprimerie nationale. Le responsable de la mise en scène, Daisy Amias, a fait appel, pour dire ce si beau texte, à deux des grandes voix tragiques de notre théâtre : Jany Gastaldi (Phèdre) et Evelyne Istria (Œnone).

Si approfondie et en même temps si stellaire que soit son intelligence du texte, Jony Gastaldi garde toujours une adolescence, une fraîcheur immatérielle, une dimension spirituelle, qui donnent à son jeu l'« eau » d'une *partita* de Bach. Mais la cruauté, chez elle, affleure aussi, s'il faut.

MICHEL COURNOT

Lire la suite page 11

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pas. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 14 cs. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

Le Monde

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
Mme Geneviève Beuve-Méry,
M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Ancien directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Administrateur général :
Bernard Wouts
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

DATES

Il y a cent ans

La démission de Bismarck

A l'heure où devait commencer dimanche 18 mars en RDA le dépouillement du scrutin dont va sortir le premier et sans doute aussi le dernier *Parlement librement* élu de cet Etat, il y a cent ans, vers 8 heures du soir, le prince de Bismarck faisait porter au cabinet civil de Sa Majesté Guillaume II, roi de Prusse et empereur allemand, sa lettre de démission. Le souverain attendait impatiemment ce document, qu'il avait fait réclamer à plusieurs reprises à l'homme d'Etat le plus célèbre en Europe. C'est au mois d'octobre 1862, vingt-huit ans plus tôt, qu'Otto von Bismarck, représentant de la Prusse à Paris, avait été nommé ministre-président de Prusse par le roi Guillaume Ier, le grand-père du monarque régnant. De la Prusse, qui n'était alors que la plus petite des cinq grandes puissances européennes, M. von Bismarck avait fait, au moyen de trois guerres *extérieures* et *de profondes* réformes intérieures, le premier Etat du continent, et la première puissance militaire du monde. A sa fonction de ministre-président de Prusse, il avait ajouté en 1867 celle de chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et en 1871 celle, plus prestigieuse encore, de chancelier de l'Empire *allemand*.

Guillaume Ier n'avait fait appel à Bismarck, en 1862, qu'après de longues hésitations. Certes, il s'agissait d'un diplomate chevronné qui avait servi avec distinction et succès comme représentant de la Prusse à Francfort, près du Conseil fédéral de la Confédération germanique, à Saint-Petersbourg *et dernièrement* en France, mais ce géant à la voix curieusement aiguë, ce hobereau poméranien grand mangeur et grand buveur, bon administrateur de ses domaines, protestant pieux et écrivant une langue claire et élégante, passait aussi pour un conservateur extrémiste et pour un « hasardeur » sans scrupules. Le roi se trouvait en conflit avec la majorité libérale de sa Diète, qui entendait lui disputer l'autorité absolue qu'il exerçait sur ses armées. Guillaume, arrivé au trône à près de soixante-cinq ans, était un homme modeste et prudent, quoique imbu de ses droits. Ses ministres lui conseillaient de céder devant la volonté du Parlement, qui refusait de voter le budget. Bismarck seul lui promettait de tenir ferme. Cet homme dur et habile était ainsi la dernière carte du roi.

La nécessité d'un équilibre européen

Le nouveau ministre-président gouverna sans budget voté, et fit taire les protestations en engageant la Prusse dans deux guerres victorieuses contre le Danemark et contre l'Autriche. L'enjeu de ces conflits était l'unité allemande, que la Révolution de 1848-1849 n'avait pas réussi à rétablir. Après la victoire sur l'Autriche, les électeurs donnèrent à Bismarck une majorité parlementaire docile. De son côté, quand il s'agit d'organiser le nouvel état des choses en Allemagne, il concéda à l'esprit du temps une représentation populaire élue au suffrage universel. Il pensait que la monarchie devait être à présent constitutionnelle, mais point parlementaire. Après avoir vaincu la France, qui s'était, sous un empereur faible et malade, mise en travers du mouvement conduisant à l'unité allemande, et repris l'Alsace-Lorraine que le traité de Vienne avait laissée à la France en 1815 malgré l'indignation des « patriotes » allemands, Bismarck, chancelier inamovible, était devenu une sorte de héros national.

Grâce à lui, l'Allemagne, divisée depuis des siècles entre un grand nombre de royaumes et de principautés, est maintenant un Etat comme les autres grands pays d'Europe, comme l'Angleterre et la France ou la Russie. Certes, l'unification n'est pas complète. Bismarck a laissé en dehors du nouvel Empire les Allemands qui habitent dans les possessions de l'empereur d'Autriche, près d'un quart de la nation, mais, artisan expérimenté, *il a voulu que sa construction fût* solide et point trop exposée aux craintes, jalousies et hostilités des autres puissances. Son Allemagne rassemblée autour de la Prusse doit se faire respecter, mais elle ne doit pas rassembler par une volonté hégémonique trop affichée ceux qui risquent alors de voir en elle une menace pour leur propre existence.

Bismarck le *« réactionnaire »*, qui a fait l'unité de l'Allemagne *« par le fer et par le sang »*, reconnaît ainsi la nécessité d'un équilibre européen. Puissance centrale, puissance nouvelle, puissance tentée par le triomphalisme, la nouvelle Allemagne craint *à son tour l'encerclement : il ne faut pas que* ses voisins, à force de la redouter, s'unissent pour l'abattre. Bismarck, homme d'Etat à la fois rude et subtil, vit dans la hantise d'une « guerre sur deux fronts », à laquelle son œuvre ne survivrait pas. C'est pourquoi il s'efforce de tisser à travers l'Europe un réseau complexe d'alliances directes et indirectes, tout en isolant la France, qui ne s'est pas résignée à la perte de ses provinces de l'Est, mais en essayant aussi de lui faciliter des prises d'intérêt en Afrique et en Asie, où elle se heurterait à des intérêts rivaux.



« Le pilote abandonne le navire »
(Punch, 29 mars 1890)

Comme une puissante araignée, Bismarck maintient à partir de Berlin, en train de devenir une des plus grandes capitales du monde, un édifice si complexe et si fragile que des mains moins sûres ne sauraient sans doute pas le conserver. Cet homme si vigoureux (mais qui a en même temps des nerfs très fragiles) n'a pas vraiment confiance dans la pérennité de son œuvre, et c'est là une des raisons qui font qu'il ne peut même *pas envisager de quitter le pouvoir – mais* en même temps, bien sûr, il ne peut imaginer de n'être plus au centre de la nation, de l'Empire, voire du monde. Même s'il vit des mois entiers dans ses propriétés de campagne, laissant les affaires venir à maturité pour foncer soudain sur ses ennemis tel un rapace, la puissance est une drogue dont il *ne peut plus se passer*. Il est de plus en plus convaincu que lui seul peut maintenir l'édifice si complexe qu'il a édifié, celui d'une Allemagne enfin unifiée et qui ne fait pas trop peur aux autres. Après tout, à cent ans de distance, et malgré les variations territoriales, les données du problème n'ont pas tellement changé...

L'Etat de Bismarck est un Etat de droit, mais ce n'est certes pas une démocratie. Hobereau – mais de mère bourgeoise, – Bismarck, conservateur intelligent, veut maintenir ce qu'on pourrait appeler un ordre patriarcal-patrimonial, celui des grands domaines où le maître est à la fois le seigneur, le maire, le *patron de la paroisse et l'officier qui commandera* ses paysans en temps de guerre. Le roi de Prusse, dans ce système, est une sorte de super-hobereau. Mais Bismarck a trop l'expérience du monde pour ne pas voir que tout change : à côté des grands domaines ruraux s'élèvent maintenant dans la société allemande les grandes usines et les grandes banques. L'industrie et la finance constituent une deuxième noblesse, avec laquelle la première doit désormais partager le pouvoir social.

Nouvelle alliance

Bismarck l'ultra-conservateur devient l'homme de cette nouvelle alliance. C'est là en politique intérieure la majorité dont il rêve. Il la façonne surtout quand il peut l'unir contre d'autres forces qui menacent les intérêts et les idéologies des deux aristocraties : la subversion internationaliste du catholicisme et la subversion sociale, elle aussi transnationale, du mouvement ouvrier marxiste. Quand ces deux menaces n'y suffisent pas, il crée de toutes pièces la hantise d'une guerre d'agression : à plusieurs reprises il gagne des élections en faisant croire à des préparatifs de guerre français. Puissant, cynique et subtil, il se convainc et convainc les autres que son règne n'aura pas de fin.

Le « Vieux Seigneur », le roi-empereur Guillaume Ier, finit, lui, par mourir à quatre-vingt-onze ans, en 1888. Ce monarque d'autrefois né à la fin du dix-huitième siècle disait quelquefois en soupirant que c'était bien difficile d'être empereur sous un pareil chancelier. Bismarck déteste le successeur, Frédéric III, qui est l'espoir des vrais libéraux, parce qu'il pense avec sa femme anglaise, fille de la reine Victoria, qu'il faut sortir l'Allemagne des ornières de l'esprit autoritaire et de l'habitude de la soumission. Mais le nouvel empereur est moribond. Le cancer de la gorge le tuera au bout de quatre-vingt-dix-neuf jours. Le troisième empereur de l'année, Guillaume II, est un garçon de vingt-neuf ans, immature, instable, mal élevé et déformé par la compagnie trop exclusive des officiers de la Garde, nobles mais incultes. Né avec un bras atrophié, il a besoin de compenser un malheur immérité dont il rend sa mère responsable. Maigre consolation pour Bismarck, ce n'est certes pas un libéral.

Avec ce nouveau maître, les relations ne pouvaient pas ne pas se gâter. Guillaume II supportait de plus en plus mal l'autoritarisme et la hautaine arrogance du « Grand Homme ». Il ne sera pas vraiment empereur tant que Bismarck détiendra la réalité du pouvoir. De plus, le « Vieux » commençait à montrer des signes de fatigue. Vers la fin de l'année 1889, *il y* eut plusieurs graves alertes : le Reichstag, pourtant composé en majorité de « bismarckiens » conservateurs ou « nationaux-libéraux », se rebiffa quand le chancelier voulut faire voter une prolongation des lois antisocialistes en aggravant certaines mesures de répression, dont la possibilité pour la police d'expulser des « agitateurs » *du territoire allemand malgré* leur nationalité allemande. C'en était trop, même pour des libéraux de droite. En même temps, sous l'influence d'éléments protestants ultra-conservateurs mais « sociaux », c'est-à-dire anticapitaliste (et aussi antisémites), l'empereur se mit en tête de faire voter des mesures de « protection ouvrière », telles que l'*interdiction du travail du dimanche* et la limitation du travail des femmes et des enfants. Pour Bismarck, c'étaient là des violations absurdes du droit au travail. L'empereur accorda pendant un moment sa faveur à des mineurs en grève. Pour Bismarck, tout cela relevait d'une démagogie à courte vue. Finalement, l'empereur l'emporta, mais Bismarck *fit tout ensuite pour faire capoter ses projets.*

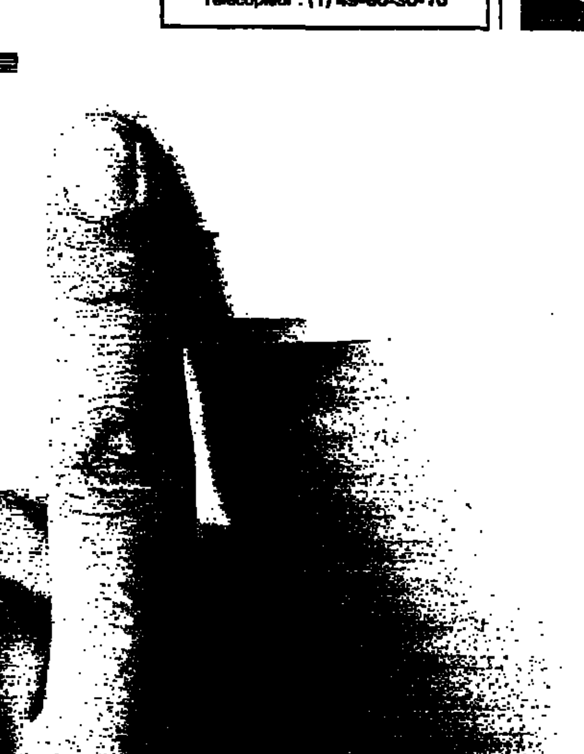
Le héros des pangermanistes

Les partis qui appuyaient le chancelier essuyèrent une grave défaite aux élections de janvier 1890 pour le renouvellement du Reichstag. Bismarck, de plus en plus obnubilé par le danger de la subversion sociale et convaincu que la social-démocratie projetait la révolution, imagina que les princes allemands qui avaient, par un accord conclu entre eux, fondé le nouveau Reich en 1871 pourraient à présent le dissoudre et en constituer un autre, en supprimant le suffrage *universel. L'empereur, bien sûr, n'en* voulut rien savoir, trop heureux de sa jeune popularité. Comme l'empereur-roi de plus en plus souvent convoquait « ses ministres » en dehors de la présence de Bismarck, celui-ci lui rappela un « ordre de cabinet » d'un de ses prédécesseurs royaux qui interdisait cette pratique. Guillaume exigea la révocation de ce *règlement et Bismarck s'y refusa.*

A la fin, l'empereur tomba sur un rapport rédigé par le consul allemand à Kiev au sujet de manœuvres de l'armée russe que ce diplomate de rang modeste avait jugées redoutables. L'empereur accusa Bismarck de le tenir mal informé de développements capitaux. Et ce fut la rupture. L'empereur exigea la lettre de démission, qui fut un chef-d'œuvre d'infamie intelligente, mais Guillaume en interdit la publication. Un fidèle de Bismarck la donnera à la presse le lendemain de sa mort, en 1898. L'empereur y apparaît comme un brouillon infantile, et Bismarck comme le protecteur de la nation.

Alors qu'il avait perdu les élections et que beaucoup de gens sérieux supportaient de plus en plus mal l'autoritarisme tous azimuts d'un vieillard obstiné, la disgrâce en fit soudain à nouveau le bouclier de l'Allemagne. Lui qui détestait le nationalisme populiste et vulgaire devint le héros des impérialistes, des pangermanistes et autres antisémites. L'homme qui avait voulu créer en Europe un nouvel équilibre durable devint la figure symbolique de toutes ces forces qui allaient détruire son œuvre. La fin de sa vie fut ainsi empreinte d'un tragique qu'il ne comprit plus. Ses successeurs, l'empereur, ses ministres et les agitateurs de l'*« Allemagne par-dessus tout »* ne mirent pas trente ans à ruiner cette œuvre bâtie sur des sables trop fluctuants. *Cette vieillesse-là aussi fut un naufrage.*

JOSEPH ROVAN



URSS : après s'être dit prêt au « dialogue »

M. Gorbatchev adresse un ultimatum de trois jours aux nationalistes lituaniens

De façon quelque peu déconcertante après les propos conciliateurs qu'il avait tenus la veille aux sujet des nationalistes lituaniens, M. Gorbatchev a adressé vendredi 16 mars au président du parlement de Lituanie - qui avait proclamé dimanche dernier l'indépendance de cette République balte - un ultimatum de trois jours pour se conformer à résolution adoptée la veille à Moscou par le Congrès des députés et qui affirmait que la souveraineté de l'URSS continuait à s'appliquer en Lituanie.

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a lancé *vendredi 16 mars un ultimatum de* trois jours au président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, pour qu'il mette en oeuvre la résolution adoptée jeudi soir par le Congrès des députés du peuple, a annoncé l'agence TASS.

Cette résolution avait fait l'objet de longues discussions mais le texte finalement adopté apparaissait comme relativement mesuré. Le Congrès des députés déclare que les décisions du parlement lituanien sur l'indépendance de la République (prises le 11 mars à Vilnius) *« n'ont pas force de loi ». « La constitution soviétique et la souveraineté de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques,* ajoute-t-il, *continue à s'appliquer sur le territoire lituanien en tant que République socialiste de l'Union ».* Enfin, le Congrès a *« chargé le Président d'étudier et de prendre les mesures nécessaires pour protéger tous les intérêts de l'Union Soviétique sur le territoire de Lituanie ».*

L'ultimatum adressé à M. Landsbergis apparaît dans le texte d'un *télégramme* laconique de M. Gorbatchev à M. Landsbergis ainsi rédigé : *« Voici le texte de la résolution adoptée par le Congrès des députés. Communiquez-moi dans un délai de trois jours les mesures* (prises) *pour la réalisation de cette résolution ».* M. Gorbatchev ne dit pas ce qu'il envisage de faire si la *réponse du dirigeant* lituanien ne le satisfait pas.

M. Landsbergis, qui a été élu dimanche *président* du parlement lituanien, avait répondu dès jeudi soir *au Congrès des députés* soviétiques dans une interview à la télévision de Vilnius, estimant qu'il s'agissait d'une décision prise par un *« pays étranger qui n'a pas d'effet en Lituanie ».* L'agence TASS n'a rendu compte que vendredi soir de cette interview. *« Ce n'est pas un problème qu'ils ne nous reconnaissent pas, le temps viendra où ils nous reconnaîtront »,* avait ajouté M. Landsbergis. M. Algirdas Brazauskas, le Premier Secrétaire du Parti communiste lituanien *indépendant, est également apparu* à la télévision lituanienne à côté de M. Landsbergis, pour souligner qu'il ne fallait pas remettre en cause le vote du parlement.

Vendredi le présidium du parlement lituanien a adopté plusieurs mesures pour concrétiser la proclamation del'indépendance. Il a notamment été décidé de créer 37 postes frontières pour limiter *« les exportations incontrôlées de biens ».* Le principal journal local, *Sovetskaya Litva,* a d'autre part été rebaptisé et s'appelera désormais *Ekho Litvy* (Echo de Lituanie). Seul signe que les ponts ne sont pas totalement rompus entre Moscou *et Vilnius,* la télévision lituanienne a annoncé que le parlement de la République devait voter samedi sur la composition d'une délégation chargée des discussions avec l'URSS. M. Gorbatchev avait *déclaré jeudi soir* lors d'une conférence de presse qu'il était disposé à avoir un *« dialogue »* avec les *Lituaniens* mais pas à mener des pourparlers *(le Monde* du 17 mars).



Vendredi également, le *Comité* central du Parti communiste soviétique, réuni en plénum, a approuvé plusieurs décisions devant assurer *« le développement de la démocratisation au sein du PCUS »* avant son 28-ème Congrès qui doit débuter le 2 juillet, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, M. Vadim Medvedev, membre du *Bureau Politique,* chargé de l'idéologie.

Au cours des débats qui ont été *« très critiques »,* M. Viktor Michine, membre de la direction de l'*Union* des syndicats soviétiques, a demandé la démission de M. Egor Ligatchev, membre du bureau politique, considéré comme le chef de file des conservateurs, a d'autre part révélé M. Medvedev. *« Mais il s'agissait du point de vue personnel de M. Michine, et aucune décision ne doit en découler »,* a précisé l'idéologue du Kremlin, ajoutant que d'autres membres du bureau politique avaient été critiqués, notamment lui-même. *« Moi aussi j'ai été critiqué »,* a renchéri M. Gueorgui Razoumovski, membre suppléant du Bureau Politique chargé de la politique des cadres au Comité Central, qui participait à cette conférence de presse.

Le Comité Central a décidé de laisser aux organisations du parti *le choix du mode d'élection de* leurs délégués au 28-ème Congrès. Celui-ci devrait se composer de quelques 4 700 délégués, un délégué représentant 4 000 communistes. Le parti comprenait le 1er janvier 18,8 millions d'adhérents.

Trois variantes étaient proposées aux membres du Comité central : l'élection individuelle au vote secret sur la base de candidatures *alternatives, l'élection* au vote secret par liste avec plus de candidats que de mandats, et enfin la nomination de candidats par les organisations locales dans les régions. *« C'est la première version qui est préférable »,* a déclaré M. Razoumovski, *soulignant que « la majorité des organisations du Parti s'est montrée favorable à cette variante qui tient compte des voeux exprimés par la base ».*

Le plenum a également approuvé les projets de statuts qui devraient permettre de démocratiser le Parti. *« Le volume et la quantité de chapitres réglementant les relations au sein du parti ont été considérablement réduits afin de laisser un champ plus large aux initiatives »,* a ajouté M. Medvedev. Les partis des républiques devraient bénéficier de plus d'autonomie, notam*ment pour nommer leurs dirigeants* et en matière financière, puisqu'ils pourraient gérer librement 50 % de leurs ressources, a ajouté M. Medvedev. De plus, la composition du *Bureau Politique* devrait être élargie à des représentants de toutes les républiques et des représentants du *Comité central.* Il serait ainsi *« plus représentatif »* et se pencherait sur la ges*tion quotidienne* de la politique du Parti.

Le principe du centralisme démocratique, selon lequel la minorité doit se soumettre à la décision de la majorité et les ins*tances inférieures obéissent « aux décisions adoptées par les instances supérieures »,* ne figurait pas dans le projet de statuts proposé. Mais il a été réclamé par le Comité central, a affirmé M. Medvedev, ajoutant que les nouveaux statuts envisageaient la possibilité pour la minorité d'exprimer ses opinions. *« Mais les décisions adoptées s'appliquent à tous »,* a-t-il ajouté.

Enfin, le Comité central a proposé que les communistes de Russie organisent une conférence de leur organisation *« avant le 28-ème Congrès »* du PC d'URSS, afin de constituer un Parti communiste de Russie. – *(AFP.)*

Un entretien avec M. Vaclav Havel

Suite de la première page

« J'interviendrai avant les élections du 8 juin en essayant de détourner l'attention des intérêts purement partisans, individuels, régionaux ou de groupes – je dirais *des intérêts séculaires* – vers l'intérêt général, l'intérêt de la société. C'est d'ailleurs le sens de ma démarche actuelle, notamment de mes déplacements à l'étranger, de *la visite du pape ou du dalaï lama* à Prague... et d'un petit million d'autres choses que je fais.

« J'ai peu de chances de retourner en prison »

– Les derniers sondages dénotent une baisse du Forum civique dans les intentions de vote et, parallèlement, une remontée du Parti communiste. Qu'en pensez-vous ?

– Je n'en pense rien. Tous, en ce moment, nous apprenons tout, et les instituts de sondage, eux aussi, commencent seulement à apprendre à travailler. Vous savez bien que deux sondages peuvent *donner des résultats* parfaitement contradictoires, et dans une situation politique aussi mouvante, un sondage réalisé hier n'est plus valable aujourd'hui. Ce que *je sais, c'est que si les communistes* triomphent aux élections, je redeviendrai dissident – et je crois que j'ai peu de chances d'être emprisonné, ou exécuté...

– Lorsque vous dites que, dans deux ans, de nouvelles personnalités politiques auront émergé, cela signifie-t-il que d'ici là, vous resterez président ?

– Si je ne m'abuse, personne n'a encore proposé ma candidature au poste de président pour la période à venir. Ce n'est qu'après que quelqu'un l'aura proposée que je pourrai évaluer les milliers d'aspects de cette proposition et décider de l'accepter ou non.

« On vacille dans un monde inconnu »

– Lorsque vous êtes devenu président, le 29 décembre, vous vous attendiez sans doute à une certaine résistance, voire à des sabotages de la part de l'appareil. Comment évaluez-vous aujourd'hui la réalité de ces obstacles ?

– Il y en a eu moins que je ne le pensais. Je suis même surpris par la lenteur et la maladresse de cette résistance.

– Depuis votre arrivée ici, au château, vous vous comportez à la fois en pédagogue et en moraliste. Comment, à votre avis, la population perçoit-elle cela ? N'aimerait-elle pas parfois un peu plus d'action et un peu moins de philosophie ?

– Quel que soit le problème que j'aborde, politique ou autre, je finis *toujours par me retrouver devant* celui de la moralité humaine. En fait cette société, une fois la liberté recouvrée, a perdu le sens de la vie, ou du moins se trouve très ébranlée. *Elle est dans une sorte d'état* postpénitentiaire, que je connais bien pour avoir été emprisonné à quatre reprises. En prison, vous évoluez dans un espace aux parois étroites, avec des limites bien définies : c'est *à l'intérieur de cet espace que vous* pouvez vous mouvoir librement ; cette vie-là a un sens : ce sens, c'est qu'au bout du chemin il y a une petite lueur, la lueur de la liberté que l'on pense retrouver. Mais soudain, on franchit la porte de la prison et on se retrouve dans un espace apparemment *sans* limites ; tout d'un coup, on est pris d'indécision, on manque d'assurance, de but, on vacille dans un monde inconnu, non délimité et, tout au fond de soi, on *aimerait bien retourner là où il y* avait des murs et des limites.

» C'est d'ailleurs l'argument majeur des communistes, qui disent : « De notre temps, tout le monde s'y retrouvait, alors qu'aujourd'hui on ne peut plus s'orienter »... Moi, *même si j'étais* machiavélique à outrance, je ne pourrais aller que dans le sens de la vie, car *c'est* ça l'essentiel. Je ne crois pas que cela relève de mes tendances *moralistes ou philosophiques,* cela découle *tout* simplement d'une nécessité politique.

– C'est difficile, de passer de la prison au pouvoir sans nourrir d'amertume ou d'esprit de revanche ?

– Je ne nourris aucune amertume personnelle et je n'en veux à *personne.* Ceux *qui* m'ont *mis en* prison m'inspirent plutôt de la compassion. J'ajouterai que la prison constitue une excellente préparation au pouvoir ; on y apprend par *exemple à n'être jamais surpris...* Je ne suis même pas surpris d'être président ! Je ne serais pas surpris non plus si quelqu'un ouvrait la porte maintenant et criait : « Havel, rentre dans ta cellule ! » Chaque fois que j'aborde d'importants entre*tiens politiques, avant d'entrer dans* le vif du sujet, je conseille à mes collaborateurs et à mes interlocuteurs : « Ne soyez pas si sérieux, ne paniquez pas ! » L'expérience de la dis*sidence est très utile, car on s'habi*tue à voir toutes sortes d'âneries écrites sur soi...

– Quelle est votre conception de la Fédération tchécoslovaque ? Doit-elle être repensée pour accroître les pouvoirs de chacune des deux Républiques ? Etes-vous inquiet de la résurgence du nationalisme slovaque ?

– La *coexistence de nos* deux nations est l'affaire de ces deux nations, pas seulement la mienne. Personnellement, je souhaite que nous restions une fédération : dans *de multiples domaines, nos deux* républiques me paraissent inséparables, toutes deux s'en porteraient beaucoup plus mal si elles essayaient chacune de suivre sa propre voie. *Tout en respectant le droit* à l'autodétermination, nous sommes tout à fait conscients, nous autres Tchèques et Slovaques, de cette réalité. Nous resterons donc une *fédération, mais une vraie fédéra*tion pas un système totalitaire fédéralisé.

» Il faut prendre le temps de repenser ces questions, ne pas agir trop vite sous la pression. Je crois qu'une période transitoire d'environ deux ans s'impose, au cours de laquelle une nouvelle constitution va être élaborée. Certaines mesures *peuvent être prises très vite,* mais en réalité il faudra utiliser cette période transitoire pour véritablement élaborer de nouveaux rapports, un nouveau système institutionneldans les relations tchécoslovaques. Si j'insiste sur cette nécessaire réflexion, c'est parce que souvent, ce sont les mêmes qui, au cours de ces dernières années, ont *été* les fidèle serviteurs du centralisme pragois normalisé et qui aujourd'hui réclament une action d'urgence dans l'affaire slovaque.

– A l'occasion de la visite du président ouest-allemand von Weizsaecker à Prague, jeudi 15 mars, vous êtes revenu sur la question de l'expulsion des populations allemandes des Sudètes, après la Seconde guerre mondiale, en la condamnant comme un acte de vengeance et de totalitarisme. Pensez-vous que de tels propos soient bien perçus par les Tchécoslovaques ?

– A ma connaissance, mon discours n'a pas provoqué d'insurrection...

« L'Allemagne ne doit pas être un arbitre de tennis »

– Etes-vous favorable à une Allemagne neutre ou membre de l'OTAN ?

– Je pense qu'il ne faut pas limiter la question à cette alternative. Cela équivaudrait à exclure une *troisième possibilité, qui* me paraît la plus souhaitable, en ce sens que l'unification de l'Allemagne sera un élément de la réunification de l'Europe ; l'insertion de l'Allemagne *dans un système de sécurité* dépendra de l'architecture européenne future. La transformation doit être simultanée. C'est ce que j'ai dit à MM. Bush, Gorbatchev, von Weizsaecker et Genscher. »

» Le président von Weizsaecker a dit ici qu'un pays neutre, c'est un *pays qui sépare deux camps* ennemis ; or l'Allemagne ne veut être ni un cordon sanitaire entre deux blocs adverses ni un arbitre de tennis. Le futur système européen *devra être fondé sur le principe* de multipolarité, avec de petits pays qui n'auront plus à craindre les grands, et des grands qui ne se trouveront pas non plus en situation de *conflit ou de rivalité. Un système* dans lequel les Lettons et les Irlandais, aussi bien que les Allemands et les Français, se sentiront tous autant en sécurité.

– Le président Mitterrand parle d'une confédération européenne qui engloberait, à des degrés divers, les pays d'Europe centrale. Vous, vous avez préconisé un rapprochement entre la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne. Ces démarches vous paraissent-elles contradictoires ou complémentaires ? Comment imaginez-vous le nouvel ordre européen ? Avec ou sans l'URSS ?

– Ces propositions non seulement se complètent, mais vont dans le même sens. Au bout du chemin, nous voyons la *nouvelle* Europe, telle que l'imagine le président Mitterrand. *Il* faut cependant *envisager* des étapes intermédiaires qui nous permettront d'atteindre cet idéal. D'abord, les Etats qui reviennent en Europe doivent coordonner leur *retour* ; parallèlement, *il serait* souhaitable que les institutions qui se disent européennes, mais qui jusqu'ici n'étaient qu'ouest-européennes s'ouvrent à ceux qui réintègrent l'Europe. Il serait bon que ces étapes se succèdent assez rapidement ; d'autres pas seront nécessaires et seulement ensuite pourrons-nous atteindre cet objectif d'*une confédération européenne,* ou des Etats-Unis d'Europe, ou d'un autre nom que l'on voudra donner à ce nouvel ensemble.

» Quant à l'Union soviétique, elle est en mouvement, un mouvement qui se fait simultanément à la transformation de l'architecture euro*péenne. L'Union soviétique* s'oriente vers la démocratie et donc vers la démocratisation de chacune de ses composantes ; cela peut aboutir à une nouvelle confédération *soviétique, une sorte de* Commonwealth. Rien ne s'oppose à ce que les parties européennes de ce Commonwealth soviétique, tout en conservant des relations privilégiées avec *Moscou, puissent établir des* liens avec l'Europe, ce qui n'empêchera pas les parties asiatiques d'établir de nouveaux rapports en Asie. Ce sont là des réflexions personnelles, *il se peut que* les faits ne me donnent pas raison... Cela ne dépend pas de moi ! Mais je souhaite que cela se déroule pacifiquement.

– Seriez-vous prêt à reconnaître des Etats baltes indépendants ?

– Toute nation a droit à l'indépendance. C'est inscrit dans les chartes internationales et même *dans* la Constitution *soviétique.* Maintenant, il faut voir par quelle formule juridique, constitutionnelle, ces nations accèdent à l'indépendance ; la question de la recon*naissance* des Etats et de l'établissement de relations diplomatiques dépend de cet ordonnancement constitutionnel.



Propos recueillis par
JACQUES AMALRIC
et SYLVIE KAUFFMANN

Le réveil du château

S'il dort toujours dans son appartement du quai Engels (!), au bord de la Vlatava, Vaclav (dites Vatslav) Havel passe ses journées et *travaille au château* Hradcany, l'immense bâtisse qui domine la ville et sans *laquelle Prague ne serait pas* Prague. C'est au lendemain de son élection, à la fin décembre, qu'il a pris possession des lieux. N'est-ce pas, après tout, le siège de la présidence, même *si* son prédécesseur, Gustav Husak, qui avait, il est vrai bien *plus le sens du parti que de* l'Etat, n'y venait guère, exception faite des réceptions officielles.

En quelques jours, le château du socialisme endormi s'est *réveillé* : les interminables couloirs sont parcourus par des *meutes de jeunes collaborateurs,* qui n'ont pas toujours fini de se former sur le tas à leurs *nouvelles fonctions, les meu*bles solennels d'antan ont été envoyés au grenier pour faire place à un mobilier sobre et moderne, les murs servent de *cimaises aux œuvres des pein*tres tchécoslovaques contemporains, les fleurs sont partout, le service de sécurité très discret. Bref, il règne ici une *ambiance bon enfant* et enthousiaste ponctuée cependant par des crises d'angoisse *lorsque* la machine *se* dérègle et qu'on n'arrive plus à suivre un programme trop chargé...

C'est vendredi 16 mars, à 10 heures, que Vaclav Havel nous reçoit dans son bureau ; la pièce est à taille humaine, meublée comme les autres. Le président, lui, est en jean et pullover, sans cravate, *bière* à la main. Déjà bousculé par la journée qui l'attend, il reste chaleu*reux, volubile ; l'œil pétille sous* la tignasse blonde... jusqu'à ce que son entourage vienne lui *rappeler qu'il est temps d'enfi*ler un costume pour accrocher quelques décorations. Il faudra *attendre l'après-midi* pour reprendre l'entretien. L'interruption ne gêne en rien le dramaturge et ancien dissident devenu président, qui reprend la conversation comme *si* de rien n'était.

Sans jamais se prendre au sérieux ni pontifier, *il* est clair que cet homme se veut et se sait tuteur moral de son peuple. *Pour lui, les deux années à venir* seront essentielles non seulement pour reprendre en main l'économie (mais le sujet ne le passionne pas), mais pour poser de nouvelles règles du jeu, fournir de nouveaux repaires civiques et historiques *à une population qui écarquille* les yeux tant est forte la lumière de la liberté. De fait, dehors, le *soleil brille,* et les badauds l'attendent à la porte du château, encadrée par des gardes qui ont été priés de troquer les tristes uniformes vert-olive du socialisme *pour des tenues d'un bleu* rutilant chamarré d'or.

J. A. et S. K.

EUROPE

Les élections du 18 mars en Allemagne de l'Est

Plus de 12 millions d'électeurs 24 partis et 400 sièges à pourvoir

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

La première Chambre du peuple librement élue de RDA, pour une période de quatre ans en principe, sera à n'en pas douter bigarrée. 12,5 millions d'électeurs sont inscrits . Leurs quatre cents députés doivent être élus à la proportionnelle à un tour et aucun seuil n'est prévu pour limiter les plus petites formations : il faut environ 0,25 % des voix pour obtenir un siège.

Le nombre des députés pour chaque parti est calculé à partir d'un décompte des voix au niveau national. Un second calcul, qui fait intervenir les listes des partis dans chacune des quinze circonscriptions du pays, doit permettre ensuite pour chaque formation de répartir ses élus en fonction de ses résultats par circonscription.

Ving-quatre listes ont été retenues par la commission électorale. Deux partis s'affrontent pour le premier rôle : le Parti social-démocrate, recréé dans la clandestinité au début des événements de l'automne dernier – dont le chef de file est M. Ibrahim Böhme, quarante-cinq ans – et le Parti démocrate-chrétien (CDU), qui faisait partie ces quarante dernières années du Bloc national servant d'alibi démocratique aux communistes. Malgré les réticences manifestées au départ à son égard par la CDU de l'Ouest, la CDU de RDA, présidée par l'avocat Lothar de Maizière, paraît la mieux placée pour réunir les suffrages de la droite. Elle est flanquée de deux alliés, auxquels elle s'est associée pour la campagne dans une Alliance pour l'Allemagne, mais qui se présentent quand même séparément : le Renouveau démocratique, l'une des formations apparues à l'automne dans les milieux de l'ancienne opposition au régime communiste ; l'Union sociale allemande, créée en janvier avec le parrainage des chrétiens-sociaux de Bavière.

Des municipales le 6 mai

Parmi les principaux outsiders des élections figurent l'ancien Parti socialiste unifié (SED - communiste) rénové, qui se présente sous l'étiquette du Parti du socialisme démocratique (PDS). Il a été crédité d'une forte remontée en fin de campagne sous la direction de l'avocat Gregor Gysi et du premier ministre du gouvernement sortant de responsabilité nationale, M. Hans Modrow.

Dans les rangs des formations issues de la dissidence, et à ce titre représentées à la « table ronde », les mieux placées pour capter l'héritage sont celles de l'alliance électorale Bundnis-90, associant Nouveau forum, Démocratie maintenant et Initiative pour la paix et les droits de l'homme. Nouveau forum, le symbole de la révolution d'octobre en RDA, n'a jamais paru pouvoir devenir la force politique qu'elle aurait pu être. Parmi ces mouvements, se présentent également les Verts et l'Union des femmes indépendantes, associés dans une liste « vert-lilas » et, à l'extrême gauche, la Gauche unifiée, en association avec le groupe des Oeillets rouges.

Membres de l'ancien Bloc national, se présentent également le Parti libéral démocrate, qui s'est allié à deux petites formations nouvelles au sein d'une Union libérale soutenue par les amis de M. Hans-Dietrich Genscher en RFA ; le Parti paysan allemand (DBD), qui espère le soutien de l'électorat des coopératives de production agricole, et le Parti national démocrate, qui semble destiné à disparaître.

Ce scrutin, qui doit être suivi, le 6 mai, d'élections municipales, se déroule sous la surveillance d'une délégation du Conseil de l'Europe.

Les résultats officieux sont attendus dans la nuit de dimanche à lundi. Deux instituts spécialisés de RFA ont cependant mis en place un dispositif de mille intervieweurs pour déjà donner des « fourchettes » à la fermeture des bureaux de vote. Les chaînes de télévision sont installées pour l'occasion dans le Palais de la République, transformé en un gigantesque plateau où sont invités plusieurs centaines de journalistes venus du monde entier et des personnalités du monde politique des deux Etats allemands et d'ailleurs.

H. de B.

Les secrets de l'ancienne Stasi en vente en librairie

Des milliers d'Allemands de l'Est se sont précipités, vendredi 16 mars, dans les librairies pour acheter un petit livre dévoilant les activités de l'ancienne police secrète du régime communiste, la Stasi, aujourd'hui démantelée.

« Consignes et rapports du ministère de la Sécurité d'Etat » – tel est le titre de ce livre qui semble voué à devenir un best-seller – est un ouvrage au premier abord rébarbatif. Il reproduit cinquante-six documents officiels portant tous la mention *« top secret »*, dans leur jargon bureaucratique. Mais le principal « secret » qu'ils révèlent est la paranoïa de l'ancien régime, terrifié par le moindre changement.

Chaque dissident quelque peu actif à l'époque retrouvera son nom dans ce livre. Les journalistes étrangers ont également droit à une mention.

Deux cents premiers exemplaires du recueil ont été vendus dans la rue, devant la *Maison de la démocratie* qui abrite les sièges de la plupart des mouvements politiques en RDA. – *(AFP, Reuter.)*

Six mois de bouleversements

1989

– **10 septembre** : Budapest laisse les Allemands de l'Est se trouvant en Hongrie gagner *« le pays de leur choix »*. Plus de dix mille Allemands de l'Est passent en Autriche.

– **25 septembre** : des milliers de personnes manifestent à Leipzig pour exiger des réformes politiques.

– **6 octobre** : En visite à Berlin-Est à l'occasion du quarantième anniversaire de la RDA, M. Mikhaïl Gorbatchev réaffirme son attachement au *statu quo* en Europe et exhorte la jeunesse allemande à la patience.

– **18 octobre** : M. Egon Krenz remplace M. Erich Honecker à la tête du parti et de l'Etat est-allemand.

– **9 novembre** : les autorités de RDA décident l'ouverture des frontières. Nuit d'allégresse à Berlin : des milliers de Berlinois de l'Est franchissent le mur.

– **10 novembre** : le Parti communiste est-allemand (SED) annonce des élections *« libres et secrètes »*.

– **13 novembre** : le Parlement est-allemand élit M. Hans Modrow chef du gouvernement.

– **28 novembre** : le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl présente au Bundestag un plan de réunification.

– **3 décembre** : la direction du Parti communiste est-allemand se saborde.

– *6 décembre* : M. Egon Krenz démissionne de sa fonction de chef de l'État. L'intérim est assuré par M. Manfred Gerlach.

– **7 décembre** : M. Egon Krenz annonce que les élections auront lieu le 26 mai 1990.

– **9 décembre** : M. Gregor Gysi devient chef du SED.

1990

– **28 janvier** : le gouvernement de M. Modrow décide d'avancer de deux mois les élections législatives.

– **13 février** : M. Kohl annonce la mise en place d'une commission chargée d'élaborer un projet d'union monétaire entre les deux Allemagnes.

– **20 février** : M. Kohl tient son premier meeting électoral en RDA à Erfurt.

– **14 mars** : les quatre puissances alliées de la seconde guerre mondiale et les deux Etats allemands entament des pourparlers sur les questions de sécurité concernant l'unification allemande.

Après la RDA ... la RFA

Suite de la première page

L'importance de l'enjeu rend nerveux les états-majors politiques de Bonn. Les sociaux-démocrates ont perdu l'assurance que leur avait donnée, il y a deux mois, l'impression que leur parti disposait d'une confortable avance sur un courant conservateur qui avait du mal à trouver ses marques. La naissance difficile fin janvier de l'Alliance pour l'Allemagne a été plus largement compensée par la force d'attraction exercée sur les foules est-allemandes par le chancelier Kohl. Si cette Alliance devient la première force politique en RDA, le mérite en reviendra principalement à un chancelier qui a porté seul ou presque le poids d'une campagne où il a pris d'énormes risques, intérieurs et extérieurs.

Pour réaliser cet objectif, Helmut Kohl a su canaliser à son profit la montée de la revendication unitaire dans une population de plus en plus pressée de rejoindre le giron de la société de consommation. Son intransigeance à l'égard du gouvernement Modrow, à qui il a refusé toute aide matérielle réelle, même lorsque son gouvernement a été élargi aux représentants de l'opposition, a eu pour conséquence l'émergence en RDA d'une idée simple : sans une unification rapide, nous n'avons aucune chance d'instaurer l'économie de marché, et par conséquent d'accéder à un bien-être similitaire à celui existant en République fédérale. M. Kohl, en appuyant sur l'accélérateur de l'Histoire, a fermé la porte à toutes les autres solutions possibles, même à celle qu'il avait lui-même fin novembre évoquée dans son plan en dix points : un rapprochement graduel des deux Etats allemands dans un processus bien ordonné et concerté à chacune de ces étapes avec les voisins et alliés.

Le chemin de l'unité

Dans la dernière phase de la campagne, le chancelier a cependant mis un bémol à cet air de la réunification menée au pas de charge. Il insiste à nouveau sur la complexité du processus à mettre en œuvre. Mais le message est passé. Voter pour Kohl, c'est, semble croire une bonne partie de la population est-allemande, voter pour le chemin le plus rapide vers l'unité et l'économie de marché. Il sera toujours temps plus tard d'expliquer que les choses ne sont pas si simples.

Que cette ligne ait provoqué des inquiétudes dans une notable partie de la population est-allemande chez ceux qui ne se sentent pas suffisamment armés pour tirer leur épingle du jeu capitaliste n'est pas pour déplaire dans l'immédiat au chancelier : les gens que l'unité, modèle Kohl, effraient ont tendance à se réfugier dans le giron du PDS, le parti héritier des communistes chassés du pouvoir, qui a su très habilement se présenter comme le futur avocat des faibles et des démunis. Ce vote communiste, fondé sur la peur du lendemain, se fera pour l'essentiel au détriment d'un SPD est-allemand qui doit tout à la fois donner l'image d'un futur parti de gouvernement et briguer les suffrages d'une clientèle populaire soucieuse de préserver certains acquis sociaux de l'ancien régime.

Un bon score des communistes en RDA ne sera pas sans conséquences sur l'évolution de la scène politique ouest-allemande. Un PDS qui obtiendrait un score situé entre 15 % et 20 % des voix en RDA aurait toutes chances aux futures élections dans une Allemagne unifiée de dépasser la barre des 5 % nécessaires pour entrer au Parlement. Le PDS vient d'ailleurs de fonder une section en République fédérale. L'émergence d'un parti d'extrême gauche parlementaire pourrait alors poser à la social-démocratie en RFA les mêmes problèmes que la montée de l'extrême droite pose à la droite ouest-allemande modérée.

En mobilisant à son profit le courant nationaliste qui s'est révélé au cours de cette période de bouleversements, le chancelier a effectué dans le champ politique allemand intérieur un très net déplacement vers la droite. Cela a pour conséquence que la menace constituée par les républicains est aussi préoccupante qu'au début de cette année, les amis de M. Schönhuber ayant été exclus de la campagne électorale en RDA, et donc des feux de l'actualité.

L'avenir dira si le chancelier est capable de faire rentrer dans leur boîte les démons qu'il a libérés pour les mobiliser à son profit : le nationalisme exacerbé d'une partie de l'opinion, le ressentiment anti-polonais de ceux qui veulent effacer les conséquences de la seconde guerre mondiale, etc. Il sera toujours temps, estime M. Kohl, de revenir progressivement à un discours plus modéré une fois sa réélection assurée.

Crise morale à gauche

Il y a bien quelques voix dans le camp conservateur qui s'inquiètent pour l'avenir de l'Allemagne de cette chevauchée solitaire et estiment dangereux ce jeu avec les passions germaniques. C'est – notamment mais pas seulement – le cas du président fédéral, M. Richard von Weizsäcker, qui s'attache, dans les étroites limites de sa fonction, à lancer des appels sans équivoque à la raison et à l'action réfléchie. Mais ces personnalités, en dépit du crédit moral dont elles bénéficient dans l'opinion, restent isolées, sans influence réelle sur un Parti chrétien-démocrate dont M. Kohl a fait une machine à son service exclusif depuis l'éviction du secrétaire général, M. Heiner Geissler

Face à un chancelier sans état d'âme, la gauche ouest-allemande traverse une crise politique et morale profonde. Deux cultures s'opposent au sein du SPD, qui sont incarnées d'un côté par M. Willy Brandt, de l'autre par M. Oskar Lafontaine. Le premier a exprimé, fort de son passé de résistant au nazisme, cette vision de gauche d'un nationalisme allemand qui est l'héritage d'une social-démocratie qui fut au lendemain de la guerre beaucoup plus unitaire que la CDU de Konrad Adenauer ; le second, qui appartient à cette génération née après la guerre, exprime cette indifférence à l'égard de la question allemande, qui domine dans les jeunes générations, mais qui est actuellement sans voix, et comme paralysée devant l'accélération des événements à l'Est. M. Lafontaine se heurte au sein de son parti à ce complexe ancien de la gauche allemande, qui craint toujours d'être accusée de trahison si elle ne fait pas résonner à sa façon les trompettes nationales.

L'heure est, semble-t-il, favorable à ceux qui apportent des réponses simples à un problème compliqué. C'est ce qui fait la force d'un chancelier Kohl qui a trouvé dans les foules enthousiastes qu'il a rencontrées en RDA le bain de confiance et peut-être d'invincibilité du légendaire Siegfried.

LUC ROSENZWEIG

Le pacte de Varsovie se penche sur les conséquences de l'unification

PRAGUE

Correspondance)

A la veille des élections législatives en Allemagne de l'Est, les ministres des affaires étrangères des sept pays du pacte de Varsovie devaient se réunir samedi 17 mars à Prague pour discuter de l'unification allemande. Il devait être question par conséquent de l'avenir du pacte lui-même et d'un éventuel scénario pour une nouvelle structure de sécurité pour l'Europe.

Cette réunion sera la première du pacte depuis qu'a débuté le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est à la demande de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie.

D'après des sources diplomatiques à Prague, il semble peu probable que la réunion aboutisse à des décisions concrètes, et il devrait plutôt s'agir de poser des questions. Selon une source occidentale, la Tchécoslovaquie pourrait toutefois avancer ses propres propositions pour une nouvelle structure de sécurité européenne.

PETER GREEN

ROUMANIE

Tension en Transylvanie

Une quinzaine de personnes ont été blessées lors de heurts, vendredi 16 mars, entre manifestants roumains et Hongrois de souche en Transylvanie où vit la plus grande partie de la minorité hongroise en Roumanie, après plusieurs jours de tension nationaliste, ont rapporté des témoins cités par l'agence *Reuter*.

Les incidents se sont déroulés à Tirgu Mures, où des banderoles réclamaient *« justice pour les minorités »* et *« l'école en hongrois »*. Plusieurs milliers de Hongrois avaient traversé jeudi la frontière hongro-roumaine pour célébrer en Transylvanie la fête nationale hongroise, pour la plus grande colère de la population roumaine.

Le même jour, le numéro un roumain, M. Ion Iliescu, s'était déclaré décidé *« à éliminer tout élément de méfiance »* dans les relations roumano-hongroises, soulignant qu'il s'agissait d'une question de « *« lucidité politique tenant aux intérêts nationaux et valable aussi pour la Hongrie »*.

Le président du Conseil provisoire d'union nationale, qui tenait sa première conférence de presse ouverte aux étrangers, a par ailleurs pris la défense des communistes roumains en affirmant que c'est une *« aberration de les identifier avec l'ancien régime »*. *« Avec leurs familles, ils représentent plus de la moitié de la population »* et le renouvellement de la société doit se faire avec eux, a-t-il dit. Dans la soirée, il précisait à la télévision que le pays avait besoin de leur *« compétence »* et qu'il ne *« fallait pas les écarter de leurs postes »*. M. Iliescu répondait ainsi à l'opposition, qui reproche aux communistes d'avoir *« confisqué la révolution »*, et aux manifestants, qui réclament quotidiennement l'éviction de dirigeants communistes compromis.

Le numéro un roumain s'était enfin distancié de l'économie de marché, soulignant qu'elle *« doit être prise en considération »*, mais qu'elle *« tend à polariser richesse et pauvreté »* et qu'il convient *« d'intervenir pour atténuer ces effets »*. – *(Reuter, AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

CORÉE DU SUD

Profond remaniement du gouvernement

Le président sud-coréen Roh Tae-woo a procédé, samedi 17 mars, à un profond remaniement de son gouvernement, nommant une équipe économique entièrement nouvelle, a annoncé le porte-parole présidentiel à la télévision. Le premier ministre Kang Young-hoon et ses vingt-six ministres avaient remis vendredi leur démission au président Roh.

M. Kang Young-hoon restera premier ministre, a précisé le porte-parole, indiquant que 15 des 26 portefeuilles changeront de titulaire. Les anciens ministres de la justice et de l'intérieur ne feront notamment plus partie de la nouvelle équipe gouvernementale. La nomination d'une équipe entièrement nouvelle en charge des questions économiques répond au mécontentement public face au ralentissement de la croissance. – *(AFP.)*

INDE

Démission du vice-premier ministre

Le vice-premier ministre indien, M. Devi Lal, a démissionné vendredi 16 mars de ses fonctions au sein du gouvernement de M. V. P. Singh . Aucune explication n'a été fournie sur les raisons de cette démission qui serait intervenue, selon certaines informations, à la suite du soutien manifesté par M. Lal à son fils, M. Om Prakash Chauthala, chef du gouvernement de l'Etat de Haryana (nord de l'Inde), accusé d'avoir truqué des élections législatives locales.

La commission électorale avait annulé les résultats du scrutin qui s'était déroulé le 27 février dans la circonscription de Meham, pour désigner un député au Parlement du Haryana, en raison de la violence électorale dont s'étaient rendus coupables les partisans de M. Chauthala. Cette affaire avait suscité de graves divisions au sein du parti Janata Dal, auquel appartiennent le premier ministre, M. Lal et son fils.

Selon la presse, une section du parti a exigé le limogeage de M. Chauthala, mais son père se serait vigoureusement opposé à une telle mesure. Des députés du parti Congrès-I de l'ancien premier ministre, Rajiv Gandhi, ont exigé vendredi au Parlement une déclaration publique du gouvernement sur la démission de M. Lal. – *(AFP.)*

SOUDAN

Washington déplore la reprise des combats dans le Sud

Le gouvernement américain a exprimé, jeudi 15 mars, l'espoir que l'aide alimentaire pourra prochainement reprendre au Soudan mais a critiqué les autorités de ce pays et celles des rebelles pour leur responsabilité dans l'actuel danger de famine. *« La situation sur le plan des secours s'est détériorée »*, a déclaré le secrétaire d'Etat adjoint pour l'Afrique, M. Herman Cohen, devant une sous-commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants et un groupe d'études sur la faim dans le monde.

M. Cohen, qui a effectué une visite au Soudan la semaine dernière, a ajouté que la guerre qui fait rage dans le sud du pays entre les rebelles sudistes du colonel John Garang et le gouvernement de Khartoum a bloqué l'acheminement de l'aide internationale. *« Les deux camps affirment qu'ils veulent la paix mais continuent à se battre »*, a-t-il déploré.

Les Etats-Unis se sont joints l'an dernier à un effort international d'aide alimentaire, l'opération Lifeline Sudan, Washington contribuant à hauteur de 72 millions de dollars, soit 60 % du total.

Le projet qui avait d'abord eu de bons résultats grâce à un cessez-le-feu entre les deux parties a été gelé à la suite de la reprise des combats en octobre dernier. *« Un certain nombre d'actes du gouvernement ont sévèrement entravé la* reprise de l'aide, a affirmé M. Cohen, mais les rebelles du Sud ont aussi leur part de responsabilité. » – (AFP.)

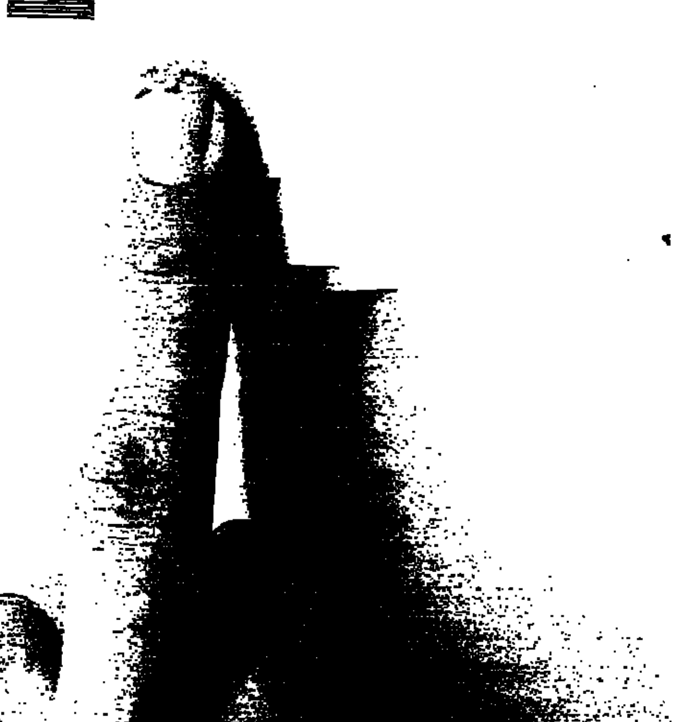
TURQUIE

Plusieurs dizaines d'étudiants appréhendés

Des dizaines d'étudiants ont été placés en garde à vue, vendredi 16 mars, pour avoir participé à des manifestations de protestation contre le régime de Bagdad dans plusieurs universités turques, a rapporté l'agence *Anatolie*.

Selon cette agence semi-officielle, onze étudiants de l'université d'Adana et plusieurs autres des universités d'Ankara et d'Izmir *ont été appréhendés par la police*. Les manifestants accusaient l'Irak d'avoir fait périr cinq mille Kurdes dans des bombardements à l'arme chimique à Halaptcha (Irak) les 17 et 18 mars 1988.

Par ailleurs, un couvre-feu a été instauré jeudi matin dans la ville de Nusaybin, à proximité de la frontière syrienne, à la suite d'une *« émeute »* qui aurait fait de nombreuses victimes lors des obsèques de séparatistes kurdes, selon des témoignages non confirmés. Mais la police locale a affirmé qu'il n'y avait pas eu de morts. – *(AFP.)*



AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : les otages américains au Liban

Cinquième anniversaire de l'enlèvement de Terry Anderson

Le cinquième anniversaire de l'enlèvement du journaliste Terry Anderson, le « doyen » des huit otages américains au Liban, a été marqué par un grand nombre de *manifestations de solidarité* à travers le pays.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Américains n'ont pas oublié leurs compatriotes détenus en otage au Liban. Les grands *networks, d'ordinaire* peu versés sur les « anniversaires », ont ouvert, vendredi 16 mars, leur principal journal télévisé par l'évocation du sort de Terry Anderson, l'ancien chef de poste d'Associated Press à Beyrouth. Des images d'un visage qui s'émacie, d'un regard qui se *creuse à mesure que* les années passent, une séquence où l'on voit sa petite fille, âgée maintenant de quatre ans et demi et qui n'a jamais vu son père, esquisser quelques pas de danse puis enregistrer un message : *« Papa, rentre à la maison ! »*

Et puis, omniprésente comme *elle n'a cessé de l'être depuis cinq* ans, la sœur du captif, Peggy Say, qui s'est démenée sans compter pour attirer l'attention du monde sur le sort des otages, et qui ce vendredi a été reçue pendant une demi-heure par le président Bush et sa femme Barbara.

« Je ferai tout mon possible pour obtenir la libération des otages », devait déclarer un peu plus tard M. Bush. *« Nous continuerons à essayer, parfois discrètement, parfois publiquement »*, a ajouté le président. Mais il a refusé de donner une quelconque appréciation sur la réalité des espoirs qui se sont *manifestés ces dernières* semaines quant à une prochaine libération.

M. Bush est visiblement partagé *entre le souci de montrer* que son administration ne se désintéresse pas du sort des otages et celui de maintenir une ferme position de principe : l'administration est disposée à parler avec qui que ce soit, en particulier les responsables iraniens – quitte à répondre à l'appel téléphonique d'un « faux » *président* Rafsandjani, comme M. Bush en a fait en février la désagréable expérience –, mais il n'est pas question de négocier.

Si le principe est simple en apparence, son application l'est beaucoup moins. M. Bush lui-même a *indiqué vendredi, dans une interview* radiophonique, qu'il ne voulait surtout pas envoyer *« un signal erroné »* aux ravisseurs, c'est-à-dire les inciter à croire que si les Etats-Unis se préoccupent si fort de leurs otages, il y aurait peut-être quelque intérêt à les garder.

A la base des récentes spéculations sur une prochaine libération des otages, il y a en effet un raisonnement simple : *dans la situation* actuelle, les otages ne sont plus d'aucune utilité à ceux qui les détiennent. Il convient donc, comme M. Bush assure le faire, d'*« y penser chaque jour »*, mais de ne pas trop en parler, sauf en des circonstances comme ce triste anniversaire, qu'il était évidemment impossible de ne pas marquer.

JAN KRAUZE

L'ONU pourrait être chargée du démantèlement de la Contra

Le secrétaire général des Nations unies a proposé, vendredi 16 mars, que les « casques bleus » de l'ONUCA soient chargés du démantèlement de la Contra nicaraguayenne.

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Selon la proposition de M. Perez de Cuellar, dont le principe a été accepté mais qui doit être formalisé par l'adoption d'une résolution la semaine prochaine, un bataillon de huit cents hommes devrait s'ajouter aux deux cent soixante membres du groupe d'observateurs *militaires de l'ONU déjà présents* en Amérique centrale.

Cette force serait chargée de rassembler *dans des camps, à l'intérieur* du Nicaragua ou au Costa Rica et au Honduras, les quelque treize mille hommes de la Contra et leur armement. L'ONUCA devra assurer leur protection avant de procéder à leur réinstallation ou à *leur* rapatriement.

Il reste à financer le coût d'une telle opération. Initialement, *l'ONUCA, crée le 7 novembre* 1989, dispose d'un budget de 40,4 millions de dollars dont 18 millions de frais d'installation. Seuls 5,4 millions de dollars ont jusqu'à présent été versés par les états membres de l'ONU. Le projet de M. Perez de Cuellar entrainera une dépense supplémentaire de l'ordre de 7 à 9 millions de dollars.

L'ONUCA est actuellement composé de contingents de RFA, du Canada, de Colombie, d'Espagne et du Venezuela. *Ce dernier* pays s'est déjà déclaré prêt à renforcer sa participation en dépêchant dans la région un bataillon d'infanterie.

AFSANE BASSIR POUR

EN BREF

□ **ETATS-UNIS : Mme Imelda *Marcos comparait devant la justice.*** – Inculpée du détournement de 103 millions de dollars de fonds publics de son pays, les Philippines, Mme Imelda Marcos a comparu, vendredi 16 mars, devant un tribunal fédéral de New-York. *Le* procès de l'épouse de l'ancien président Ferdinand Marcos, décédé le 28 septembre dernier, s'ouvrira mardi prochain. Le financier saoudien Adnan Khashoggi, inculpé de complicité, a également comparu devant le tribunal. – *(AFP.)*

□ **LA GRENADE : *M. Brathwaite* nommé premier ministre.** – Trois jours après les élections législatives, M. Nicholas Brathwaite, soixante-quatre ans, a été nommé, *vendredi 16 mars, premier ministre* de La Grenade par le gouverneur général Sir Paul Scoon. *Le* parti de M. Brathwaite, le Congrès national démocratique, avait obtenu sept des *quinze* sièges au Parlement lors des élections de *mardi dernier* et *il aurait l'accord* du Parti national de l'ancien premier ministre Ben Jones – qui a obtenu deux sièges – pour former un gouvernement de coalition. *Le nouveau premier ministre avait* déjà été chef du gouvernement après l'invasion américaine de 1983. – *(AFP.)*

□ ***HAITI : investiture du Conseil* d'Etat.** – La présidente provisoire d'Haïti, Mme Ertha Pascal Trouillot, a investi dans leurs fonctions, vendredi 16 mars, onze des dix-neuf membres du Conseil d'Etat, l'organisme chargé de l'assister dans ses fonctions, notamment pour la formation du cabinet. *Les* huit membres des départements de province n'étaient pas présents à la *cérémonie. Sont représentés au* Conseil d'Etat les organismes de défense des droits de l'homme, les syndicats et divers secteurs socio-professionnels : paysans, enseignants, *journalistes, avocats, ainsi* que les les églises réformées et les femmes. L'armée et l'Eglise catholique ont préféré ne pas participer, contrairement à ce qu'avaient *prévu les douze principaux partis* du pays, regroupés au sein de l'Assemblée de concertation. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

IRAK

Ruiné par la guerre avec l'Iran Bagdad accumule une dette de 70 milliards de dollars

Jadis enfant chéri des grands exportateurs civils et militaires *français, Bagdad est devenu* depuis quelques années la bête noire du ministère des finances. *En dépit d'un potentiel énorme à* moyen et long terme, le pays, ruiné par la guerre, a accumulé *une dette totale de près de* 70 milliards de dollars (1), soit près de 420 milliards de francs, *qu'il se révèle incapable d'honorer*, accumulant retards, sinistres et impayés à l'égard de tous ses *fournisseurs.*

Envers la France, la dette accumulée depuis quinze ans s'élève au moins à 4 milliards de dollars, soit près de 24 milliards de francs, pour ne prendre que la partie garantie par la COFACE (la société d'assurance-crédit publique), c'est-à-dire, *in fine*, par l'Etat, le reste étant fort mal connu. Cette dette « officielle » n'est remboursée qu'au compte-goutte, Bagdad refusant *grosso modo* de régler le principal et *n'acquittant qu'une partie* des intérêts.

Résultat : l'Irak est devenu *depuis l'an dernier la troisième* cause d'indemnisation de la COFACE, derrière l'Egypte et la Pologne et au coude à coude avec le Nigéria, le coût pour le budget *s'élevant en 1989 à 2 milliards de* francs, soit un sixième du total des sommes prises définitivement en charge par l'Etat !

Tirant – un peu tard – les leçons de l'expérience, les autorités françaises ont donc depuis plus d'un an fermé la vanne des nouveaux crédits. *Les seules exportations qui se* maintiennent entre les deux pays sont désormais, du côté français, des fournitures militaires, d'ailleurs le plus souvent payées comptant, et du côté irakien, des ventes de pétrole, en net recul depuis la fin de l'an dernier.

Les ventes françaises, qui avaient dépassé 10 milliards de francs au début des années 80, n'ont représenté qu'environ 3 milliards l'an dernier (soit moins *de* 4 % des importations totales de *l'Irak). En sens inverse, Bagdad* reste le quatrième fournisseur de pétrole brut de la France derrière l'Arabie saoudite, l'Iran et la Norvège, mais sa part des approvisionnements (8,1 % l'an dernier) ne cesse de décroître.

La France n'est pas un cas isolé. Tous les grands fournisseurs de Bagdad montrent des signes de lassitude face à la mauvaise volonté des autorités irakiennes pour honorer *leurs engagements. Contrairement* à la plupart des pays lourdement endettés, l'Irak refuse en effet de normaliser le traitement de sa dette en négociant avec l'ensemble de ses créanciers publics un rééchelonnement en bonne et due forme *des échéances.*

Le chantage aux nouveaux contrats

Arguant de motifs politiques (le passage devant le Club de Paris est considéré comme un déshonneur) *et stratégiques (le gouvernement* refuse de communiquer à l'étranger, *a fortiori* au FMI, toute donnée budgétaire, économique ou financière), Bagdad tente de faire accepter à chaque pays, pris séparément, des accords bilatéraux *d'étalement en utilisant tous les* moyens, y compris le chantage aux nouveaux contrats auprès des industriels fournisseurs, la remise en cause de contrats signés et le non-paiement pur et simple des échéances dues.

Ainsi l'Irak *n'a-t-il finalement* accepté de régler à la France l'an dernier qu'à peine un cinquième (1,5 milliard de francs sur 8,5 au total) des échéances normalement *dues de la mi-1988 à la fin 1989.* Le reste, soit 7 milliards, a dû être *étalé sur six ans, aux termes d'un* accord signé en septembre 1989, après plus d'un an de tractations houleuses, qui ne concernaient que les échéances déjà tombées. Pour 1990, Bagdad a déjà accumulé, à la mi-mars, quelque 750 millions de *francs d'impayés* !

L'Irak procédant de même avec la quasi-totalité de ses créanciers, tous, depuis un an, ont peu à peu serré la vis à leurs exportateurs. *Les Italiens, échaudés par le scandale* de la Banca Nazionale del Lavoro (2), incitent leurs industriels à la prudence. Même les Britanniques, après avoir ouvert une ligne de crédit pour les grands projets, ont fait machine arrière et *bloqué le processus.*

Leurs réticences sont d'autant plus vives qu'en dépit de ses difficultés *financières le régime irakien* continue de vivre largement au-dessus de ses moyens. Malgré l'arrêt des combats avec l'Iran en 1988, le régime n'a pas réduit ses dépenses militaires (5 milliards de dollars au moins) et ambitionne même de *devenir le premier* producteur d'armements de la région. De plus, les besoins d'un ambitieux programme de reconstruction, estimé à 60 milliards de dollars, *gonflent les importations* civiles estimées à 11 milliards de francs.

Les recettes pétrolières, bien qu'en nette hausse depuis un an *(15 milliards de dollars en 1989)*, suffisent juste à équilibrer la *balance commerciale, laissant* entier le problème du remboursement de la dette.

Avec des échéances théoriques de plus de 5 milliards de dollars *sur le principal et une charge* d'intérêts d'au moins 3 milliards de dollars l'an, l'Irak n'est pas près de sortir du *« cercle infernal de la dette »*.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) L'endettement réel vis-à-vis de l'Occident, de l'URSS et du tiers-monde est estimé à 40 milliards de dollars environ, auxquels il faut ajouter une trentaine de milliards dus aux pays alliés du Golfe, dont le remboursement paraît pour le moins aléatoire.

(2) *Accusée d'avoir versé des crédits* non autorisés à l'Irak pour plus de 1 milliard de *dollars.*

□ **Attaques anti-britanniques dans la presse irakienne.** – Pourtant mesurée, la réaction de Londres à l'exécution, jeudi à Bagdad, du journaliste Farzad Bazoft a déclenché une vague de furieuses attaques anti-britanniques dans la presse gouvernementale irakienne, *qui a annoncé l'organisation de* manifestations dans le pays le samedi 17 mars. A Moscou, les *Izvestia* ont qualifié l'exécution de Farzad Bazoft de « mesure absolu*ment inadmissible dans le monde* civilisé ». En revanche, le roi Hussein de Jordanie a volé au secours de son allié irakien, en estimant que les critiques dont Bagdad a fait l'*objet étaient injustifiées.*

LIBYE

Bonn nie toute responsabilité dans l'incendie de Rabta

Soupçonnée par les Libyens d'avoir saboté l'usine de Rabta, qui sert, selon les Occidentaux, à la fabrication d'armes chimiques et à la construction de laquelle des sociétés ouest-allemandes ont apporté leur contribution, la RFA s'est défendue, vendredi 16 mars, d'être impliquée dans l'incendie qui a *ravagé* l'usine mercredi.

Bonn, dont l'ambassade à Tripoli *a été assiégée jeudi par* quelque deux mille manifestants, a mis en garde les autorités libyennes contre toute tentation de s'en prendre *à des ressortissants* allemands.

Dans le même temps, Bonn a menacé de recourir à *« toute mesure politique entrant dans le cadre du droit international »* pour empêcher la Libye de produire des armes chimiques.

A Washington, c'est par l'ironie que les autorités ont commenté vendredi l'incendie de Rabta. *« C'est vraiment dommage, ce qui s'est passé cette semaine à Rabta »*, a ainsi déclaré, avec un grand sourire, le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. *« Je suis tenté de l'attribuer davantage à l'incompétence des Libyens qu'à tout autre chose ».* – *(AP, Reuter.)*

LIBAN : entre le général Aoun et la milice chrétienne

La trêve incertaine

BEYROUTH

de notre correspondant

La *reprise* de la « guerre des chrétiens » est-elle inéluctable au terme de deux semaines d'une trêve, commencée vendredi 2 mars, qui est de plus en plus vacillante ? L'un des deux belligérants qui se disputent le réduit chrétien, le général Michel Aoun, menace d'agir *« à sa façon »*, le comité de médiation n'étant pas *parvenu*, selon lui, à *dépasser* le premier des six points de son programme.

M. Michel Aoun aurait même fixé un délai, expirant samedi 17 mars, pour constituer *« la haute autorité politique »* au sein du camp chrétien. Or jusqu'à présent, la « manière » du général a toujours consisté à *passer* à l'attaque – pas toujours avec succès. Son ennemi, M. *Samir Geagea*, l'attend de pied ferme, sûr de lui depuis que sa milice – les Forces libanaises – a brisé la précédente offensive de l'imprévisible général, à *Sinn-el-Fil*, dans la banlieue de Beyrouth-Est. Actuellement, la trêve coûte de un à deux morts et de trois à quatre blessés par jour parmi les combattants, et surtout parmi les milliers de personnes qui empruntent les cinq points de passage ouverts entre les deux camps.

Nombreux sont ceux qui pensent que la trêve ne survivra pas au week-end. Une chose est sûre : tout le monde tente de fuir, non seulement le réduit chrétien mais également le *Liban.*

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

MAROC

Expulsion de deux représentants d'Amnesty International

Le gouvernement marocain a ordonné vendredi 16 mars à deux représentants, britanniques, d'Amnesty International de quitter immédiatement le pays. Cette mesure semble devoir mettre un terme aux espoirs nés il y a quelques jours avec l'arrivée d'une nouvelle *délégation de l'organisation* humanitaire à Rabat, après une polémique qui s'était notam*ment traduite par la publication* de placards publicitaires marocains dans plusieurs journaux européens (*le Monde* du 3 mars).

Le 13 février, le roi Hassan II, *entouré* de son ministre de l'intérieur, M. Basri, et d'un de ses conseillers, M. Guédira, avait reçu pendant près de deux heures une délégation d'Amnesty International forte de deux Britanniques et d'un Français.

Il avait été question des pratiques policières en général et de plusieurs cas particuliers (notamment de quinze militaires condamnés après la tentative de régicide de 1971 ; de M. Abraham Serfaty, militant de gauche condamné à la réclusion à perpétuité ; de la famille Oufkir, privée de liberté depuis la *mort violente* du général conspirateur, en 1972).

Le roi Hassan II avait dit au terme de cette rencontre : *« Je veux que tous les dossiers soient ouverts et que le compte soit soldé ».* Mais, s'agissant de M. Serfaty, auquel s'intéressent plusieurs personnalités françaises, et des Oufkir, il n'avait guère laissé d'illusions à ses hôtes, déclarant : *« Chaque chef d'Etat a son jardin secret, ça arrive deux ou trois fois dans la vie »*, une façon d'évoquer le « domaine réservé » concernant quelques affaires où *ce qu'il considère* comme « l'intérêt supérieur » du pays est en jeu.

Les abus de la garde à vue

Au lendemain de *cette rencontre*, la mission d'Amnesty International avait eu une longue réunion de travail avec les ministres de l'intérieur et de la justice ainsi qu'avec de hauts fonctionnaires au sujet des procédures d'arrestation, de détention et d'interrogatoire.

Les explications verbales et les réponses écrites données par les Marocains ne furent pas jugées satisfaisantes puisque, au retour de sa mission, Amnesty International publia un rapport déjà rédigé avant cette rencontre au sujet de la torture et des abus de la garde à vue, sans en changer une ligne.

Rabat réagit très vivement, s'étonnant que l'organisation n'ait pas fait état, dans ce rapport, des commentaires et des promesses du roi et de ses ministres. Tout de même sensibles à l'opinion internationale, les Marocains prenaient des dispositions pour regrouper dans des conditions *plus confortables* certains détenus auxquels ils niaient la qualité de prisonnier politique.

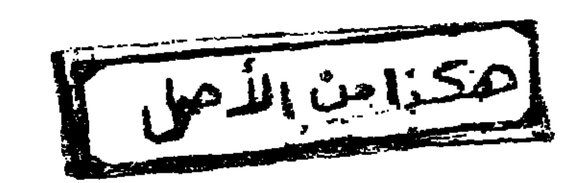
Du coup, trois grévistes de la faim, alimentés de force dans un hôpital de *Rabat*, et dont un camarade était mort après deux mois de jeune volontaire, ont fait savoir jeudi qu'ils cessaient leur mouvement.

Au nombre de trois – une indépendante des partis, une autre résolument à gauche et une troisième proche de l'Istiqlal, – les organisations marocaines de défense des droits de l'homme se sont abstenues, jusqu'à présent, de commenter publiquement la querelle entre le pouvoir et Amnesty International. Mais, *conjointement avec deux associa*tions de juristes et d'avocats, elles viennent d'établir un projet de *« charte nationale des droits de l'homme »* qui a été publié par la presse marocaine et qui vise notamment à en finir avec les nombreux abus de la garde à vue

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE

□ **AFRIQUE DU SUD : *rencontre* entre M. De Klerk et M. Mandela en avril.** – Un communiqué officiel, publié le vendredi 16 mars, annonce que le président De Klerk, assisté de plusieurs ministres, rencontrera une délégation du Congrès national africain, conduite par M. Mandela, le 11 avril, au Cap. Dans l'immédiat, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, *quitte dimanche* Washington pour une tournée en Namibie et en Afrique du Sud. *(AFP)*

صكذا من الاصل



POLITIQUE

Le dixième congrès du Parti socialiste à Rennes

Après l'échec, dans la nuit du vendredi 16 mars au samedi 17, d'une première recherche d'un accord entre les différentes tendances du PS, M. Laurent Fabius s'est lancé, samedi matin, dans une bataille de procédure. Il a réclamé l'annonce officielle du résultat des votes dans les fédérations. Il en fait un préalable à une nouvelle tentative de synthèse générale. Le contentieux porte sur les résultats dans une vingtaine de fédérations.

M. Michel Rocard s'est efforcé, vendredi, d'éviter que M. Fabius ne puisse se poser en victime d'un front organisé contre lui.

La délicate stratégie de M. Michel Rocard entre les deux camps rivaux

RENNES

de notre envoyé spécial

Le congrès de Rennes est entré, samedi 17 mars, dans une phase ésotérique, où chacun des deux principaux protagonistes tente de pousser l'autre à la faute. Pour M. Laurent Fabius et ses amis, il s'agit de montrer que l' « axe » Mauroy-Jospin-Rocard, visant à les exclure de la direction du PS, est en place. MM. Mauroy et Jospin tentent, au contraire, de faire apparaître que le président de l'Assemblée nationale se met de lui-même en dehors d'une synthèse au sein du PS. Ou bien la crainte de paraître exclure M. Fabius – et de s'opposer, ainsi, au président de la République – est la plus forte, et, dans ce cas, l'ancien premier ministre peut obtenir, à la direction du parti, une place qui couronne ses efforts dans la préparation du congrès. Ou bien les fabiusiens reculent devant le risque de se marginaliser, et la logique institutionnelle impose la cohésion du parti autour du gouvernement.

M. Fabius avait commencé, vendredi, à faire jouer la dynamique de la salle contre celle des accords passés en coulisse. Seul orateur écouté avec attention par l'ensemble des délégués, vigoureusement applaudi par les siens et par une bonne partie des militants assis sur les tribunes des invités, le président de l'Assemblée nationale est apparu comme la vedette du congrès. Ses amis, toutefois, en ont peut-être un peu trop fait lorsqu'une partie d'entre eux ont sifflé le premier ministre, M. Michel Rocard. Celui-ci a laissé paraître sa mauvaise humeur devant le comportement de M. Fabius, qui accaparait l'attention des caméras de télévision au moment où le premier ministre était à la tribune.

Pour les jospinistes, il était clair que s'opposaient, d'une part, la réalité politique, qui est celle d'un gouvernement nommé par le chef de l'Etat, rassemblant tous les courants du parti et auquel les socialistes sont identifiés par l'opinion ; d'autre part, la tentative fabiusienne de faire oublier cette réalité et d'inscrire le parti dans un « ailleurs » indéfinissable ou dans une opposition inavouée, désastreuse pour tous. Aussi s'étonnaient-ils de voir M. Jean Poperen, qui doit sa présence au gouvernement au nouvel équilibre qui s'était instauré après la réélection de M. François Mitterrand il y a deux ans, accompagner la démarche de M. Fabius.

La « base » contre l'appareil

Le souci de M. Rocard de ne pas heurter le président de la République s'est traduit par le refus des amis du premier ministre d'accepter d'emblée la méthode suivie par MM. Mauroy et Jospin. La première réunion de la commission des résolutions, dans la nuit de vendredi à samedi, a abouti à un vote montrant que MM. Mauroy, Jospin et Chevènement ne parvenaient pas à étendre la « présynthèse » qu'ils avaient mise au point entre eux. Leur texte commun n'a recueilli que vingt-cinq voix (les leurs) contre quarante. Les rocardiens ne les ont pas appuyés. Pour MM. Fabius et Poperen, la manœuvre de l'autre camp était déjouée. « *L'hypothèque est levée* », affirmait le ministre des relations avec le Parlement.

Le président de l'Assemblée nationale n'avait aucune raison de ne pas continuer dans la même voie, en donnant de nouveau l'occasion à ses partisans de se manifester dans la salle, à l'occasion de votes de procédure. La « base » contre l' « appareil », les vainqueurs « moraux » contre ceux qui veulent leur voler leur succès : le thème est porteur. La question était de savoir jusqu'à quel point les rocardiens en seraient impressionnés. Si M. Fabius parvenait à intimider suffisamment les amis du premier ministre pour qu'ils ne s'engagent pas auprès de MM. Mauroy, Jospin et Chevènement avant la nuit décisive de samedi à dimanche, il marquait un nouveau point.

Que pouvait-il espérer ensuite ? Après son entrevue de vendredi avec MM. Mauroy et Jospin, le président de l'Assemblée nationale n'a plus eu de contacts de ce côté-là. Les uns considèrent qu'il refuse la reconduction de l'actuel premier secrétaire. Les autres – les fabiusiens – estiment que la volonté de rupture est dans le camp d'en face, puisque aucune proposition ne leur a été faite qui prenne en compte leur résultat dans le vote des militants. M. Fabius et ses amis n'ont pas de contacts, non plus, avec M. Chevènement, qui avait été sifflé et hué lorsqu'il avait pris la parole à la tribune vendredi, ni, surtout, avec les rocardiens, qui regardent faire le président de l'Assemblée nationale et ne discutent qu'avec MM. Mauroy et Jospin. La convergence entre M. Fabius et M. Poperen préserve le premier de l'isolement. En outre, le texte commun Mauroy-Jospin-Chevènement était difficilement acceptable pour M. Jacques Delors, et M. Louis Mermaz a fait connaître son intention d'y proposer des amendements. Le président de l'Assemblée nationale a donc des atouts politiques à opposer aux arguments du camp adverse. Il reste que jouer contre le premier ministre est périlleux lorsque M. Rocard est en position aussi solide dans l'opinion. La polarisation du Parti socialiste entre M. Fabius, d'une part, M. Rocard, de l'autre, paraissait plus probable qu'une entente entre les deux hommes, seule susceptible d'éviter à l'un d'entre eux une défaite.

PATRICK JARREAU

M. Mitterrand : « Refuser le repli sur soi »

Dans un message adressé aux congressistes, M. Mitterrand indique notamment : « *Deux cents ans après notre Révolution, celle des droits de l'homme, les Français ont à se montrer dignes de ce bel héritage. Il appartient aux socialistes d'aller plus loin sur ce chemin. Lutter contre les exclusions, réduire les inégalités, donner à chacun la meilleure chance de réaliser ses capacités personnelles, d'accéder à un métier, de maîtriser sa vie, refuser le repli sur soi, les divisions artificielles, l'intolérance, là est l'inspiration, là est la politique qui justifient notre engagement et nos responsabilités présentes.*

» *Mais l'histoire n'est pas complaisante. Unissons donc nos esprits, nos moyens et nos forces sans jamais oublier que, dans ce combat toujours renouvelé, nous sommes tous du même côté (...). Je souhaite que votre congrès serve le progrès, en nous aidant à parachever le redressement économique tout en récusant je ne sais quelle fatalité marchande qui permettrait aux puissants de s'assurer contre les risques en ne laissant aux faibles d'autre choix que de les subir.* »

Le « sacrifice » de M. Le Guen

RENNES

de notre envoyée spéciale

L'accord intervenu dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 mars entre les jospino-mauroyistes et les chevènementistes a un coût : M. Jean-Marie Le Guen, député, premier secrétaire de la fédération de Paris a payé. Dans quelques jours, il devra, selon toute vraisemblance, rayer de ses cartes de visite le titre de premier fédéral.

La direction de cette fédération était, en effet, l'un des points sensibles de la négociation. Depuis 1983, date à laquelle les amis de M. Lionel Jospin ont soufflé Paris aux chevènementistes, les relations entre les deux courants ne sont pas franchement chaleureuses. Quant aux relations entre les personnes, elles sont carrément glaciales. MM. Georges Sarre et Michel Charzat, tous deux députés de Paris et membres influents du courant Socialisme et République, n'appréciant guère la présence envahissante des deux « jeunes » députés jospinistes, MM. Le Guen et Jean-Christophe Cambadélis.

Formé à l'UNEF dont il fut plusieurs années le président, M. Le Guen est arrivé à la fédération de Paris dans les bagages de M. Paul Quilès. Très vite – trop vite – il bouscule les habitudes au sein de la fédération, avec la volonté non dissimulée de secouer les « baronies » chevènementistes. Paris doit devenir pour lui « *la vitrine du socialisme militant* ». Dirigée avec autorité, mieux structurée, la fédération voit au fil des ans son rôle se renforcer au détriment de celui des grands élus.

Aux désaccords sur les méthodes s'ajoute, au début de l'année 1989, une vraie polémique sur la stratégie à adopter pour les élections municipales. Contre l'avis de M. Sarre, M. Le Guen soutient alors la candidature de M. Pierre Joxe pour représenter le PS à Paris face à M. Jacques Chirac.

Autant de rancunes qui risquaient de menacer sérieusement le succès de la négociation à Rennes entre MM. Mauroy et Jospin d'une part, et M. Chevènement d'autre part. Tous savaient que le vote des chevènementistes parisiens ferait pencher la balance dans un sens ou dans un autre. Et seule la promesse d'un changement à la tête de la fédération était susceptible de convaincre le dernier carré de délégués hostiles. Tout en affirmant qu'il n'avait, « *personnellement, rien contre Jean-Marie Le Guen* », M. Sarre expliquait toutefois que son maintien au poste de premier secrétaire réduirait à néant toutes les chances d'évolution de la fédération. « *Si nous voulons qu'elle retrouve son dynamisme et qu'elle avance, il faut lever cette hypothèque* », ajoutait-il.

La tête du premier secrétaire

Parmi les amis de M. Jospin s'est alors rapidement imposée la conclusion qu'un accord national valait bien le sacrifice de quelques têtes parisiennes. Partisan lui-aussi de l'entente avec Socialisme et République au nom de la rénovation du PS, M. Le Guen se trouvait dans une situation difficile : comment refuser au plan fédéral, au nom de querelles personnelles, une alliance qu'il défendait au plan national ?

Dès jeudi soir, le premier secrétaire fédéral annonçait donc au cours de la réunion de la motion jospino-mauroyiste qu'il n'entendait pas être un « *obstacle* » à la négociation et qu'il ne « *jouerait pas le congrès et la recomposition du parti sur sa tête* ». Quelques heures plus tard, MM. Jospin et Chevènement pouvaient annoncer triomphalement qu'un accord était intervenu entre eux.

Au terme de cet accord, qui prévoit notamment dans toutes les fédérations un désistement mutuel en faveur de celui qui est arrivé en tête, le poste de premier secrétaire à Paris doit revenir à un jospino-mauroyiste. « *Nous voulons constituer une équipe nouvelle qui pourra vraiment travailler ensemble* », déclarait M. Daniel Vaillant, député jospiniste de Paris et secrétaire national en charge des fédérations. « *Il faut faire revivre une entité socialiste parisienne, redonner tous ses droits à la politique et en finir avec la stratégie des bunkers.* »

Quant au premier « sacrifié » du congrès de Rennes, il avait choisi vendredi 16 mars, de rester discret. Il est vrai que le vote des délégués en faveur des motions ne sera officiellement entériné que mercredi prochain. La prudence s'impose donc. M. Le Guen confiait seulement qu'il n'avait pas l'intention « *de laisser tomber politiquement la fédération de Paris* ». Le « sacrifice » ne saurait rester longtemps unilatéral. En bonne politique, les additions, cela se partage.

PASCALE ROBERT-DIARD

Fabius imperator !

Alors que M. Pierre Mauroy a été sifflé par des militants passionnés par le combat des chefs le président de l'Assemblée nationale a réussi à soulever l'enthousiasme d'une partie de la salle

RENNES

de notre envoyé spécial

Qui va tuer l'autre ? Cruelle, la foule rugit déjà de plaisir. Le dixième congrès national du Parti socialiste, vendredi après-midi 16 mars, à Rennes, renoue avec les jeux du cirque. Dans les travées jospino-mauroyistes on ne doute pas de la mise à mort de Laurent Fabius au cours du débat de politique générale qui vient de commencer. Les fabiusiens, d'ailleurs, ne cachent pas leur anxiété. Isolés depuis l'arrangement conclu la nuit précédente par leurs adversaires avec Jean-Pierre Chevènement, ils essaient d'ironiser devant ce rabibochage de circonstance mais le cœur n'y est pas.

A la tribune, agrippée au micro pour essayer naïvement de résister à la houle qui monte de la salle, la frêle Marie-Noëlle Lienemann, maire d'Athis-Mons, parle à corps perdu, indifférente à l'indifférence. Ce bout de femme a du coffre et de l'humour. N'est-elle pas la seule à avoir placé sa motion sous le patronage de Confucius ? « *Quand le sage montre la lune, l'imbécile montre le doigt...* » Compatissant, le président de séance, l'aimable Jean-Marc Ayrault, a tenté d'intervenir en demandant à l'auditoire de respecter tous les orateurs, même les « petits ». En vain. Les milliers de spectateurs n'attendent que l'affrontement des « gros ».

Soudain, la rumeur s'amplifie. Il est 15 h 50. Mouvement de foule aux abords de l'entrée principale. Les délégués scrutent le fond de l'arène. C'est Michel Rocard qui arrive ! Jean-Marc Ayrault interrompt Marie-Noëlle Lienemann, qui essaie de dire que la gauche n'est plus la gauche depuis qu'elle pactise, en Afrique, avec des potentats. L'essaim des caméras s'affole autour du nouveau venu, zigzague à travers les tables des délégations, trébuche, recule en masse compacte vers la tribune. Les rocardiens saluent leur champion. Au premier rang de la délégation de l'Isère, le maire de Beaurepaire, Christian Nucci, applaudit debout en claquant dans ses mains comme un danseur de flamenco.

Stupeur ! Ce n'est pas Rocard qui apparaît sous les projecteurs. C'est Laurent Fabius ! Christian Nucci s'en mord presque les doigts. Jean-Marc Ayrault bafouille. Marie-Noëlle Lienemann se défend d'être utopiste. A 16 h 05 Jean Poperen se glisse dans les vestiaires où aucune caméra ne le guette. C'est à 16 h 06 que le vrai Michel Rocard entre en scène, sous les vivats de ses admirateurs.

Le premier ministre en titre ne veut pas paraître prendre parti dans le duel annoncé en haut de l'affiche. Avant de rejoindre Pierre Mauroy sur l'estrade il va jusqu'à la table des délégués de la Seine-Maritime pour dire bonjour, à deux mains, à Laurent Fabius. A la table d'en face, celle de la Haute-Garonne, de l'autre côté du podium de la télévision, Lionel Jospin se plonge ostensiblement dans ses travaux d'écriture.

L'embarras de Pierre Mauroy

Quand Pierre Mauroy entre en lice, Laurent Fabius l'applaudit du bout des doigts. Le premier secrétaire du PS – préséance oblige – tire le premier. Sûr de lui, il cite Aragon, Sartre, Malraux, Bergson, pour donner du corps à sa démonstration historique. Sa tactique consiste à essayer de donner une dimension passéiste à la démarche de ce jeune homme qui réclame sa tête. Mine de rien, histoire de montrer comment « *la mode* », en politique aussi, est souvent éphémère, il évoque les années 30 pour rappeler cursivement qu'à l'époque du Front populaire certains des chantres de la modernité socialiste finirent... fascistes, puis les années 60 pour évoquer l'illusoire tentative de regroupement menée par M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et vite enterrée par l'union de la gauche mitterrandiste. Laurent Fabius ne se sent pas concerné ; il retouche avec application le texte qu'il va prononcer.

Pierre Mauroy rend hommage à Michel Rocard qui sourit. Laurent Fabius reste imperturbable. Pierre Mauroy parle du Chili. Laurent Fabius applaudit du bout des doigts, sans lever la tête. Pierre Mauroy explique que, si l'effort de défense doit être « *réexaminé* » à la lumière de ce qui se passe à l'Est, il n'empêche que Jean-Pierre Chevènement « *a raison de souligner que l'équilibre des armements a favorisé la détente* ». Des exclamations amusées jaillissent de la chorale fabiusienne qui voit là une bonne manière du premier secrétaire du PS à l'égard de son allié matinal.

Laurent Fabius accepte alors de lever les yeux, ironique. Sa femme, Françoise Castro, s'évente tranquillement pour dissiper une tension intérieure qu'elle camoufle sous un sourire florentin. Elle perçoit bien, elle, l'embarras de Pierre Mauroy, obligé de mettre partout, sous peine d'apparaître sectaire, des bémols à l'expression de leurs divergences. Un Pierre Mauroy à la peine parce qu'il se bride. Plus à l'aise, par tempérament, quand il s'agit d'appeler à la synthèse et de décocher au passage, sous les applaudissements, quelques flèches bien ajustées sur sa cible.

Mais Laurent Fabius reste de marbre. Il applaudit volontiers quand on lui explique que l'engagement au parti impose « *une obligation d'authenticité* ». Il ne se sent pas visé. Et il applaudit même légèrement plus fort lorsque l'orateur lui concède qu'il fut « *sévère* » de lui reprocher de vouloir à son service « *un parti de supporters* ». Puis il boit un verre d'eau. Le congrès se terminera-t-il par la « *bonne nouvelle* » d'une synthèse générale ? Pierre Mauroy dit le souhaiter et ses partisans l'appuient, mais Laurent Fabius, bras croisés, prend cela comme une simple clause de style. Il est 17 h 10. La salle goulue reste sur sa faim. Pierre Mauroy n'a pas triomphé. Il a même été sifflé.

Volte-face... des caméras

Que vient faire Michel Rocard dans cette galère où les principaux rameurs le tiennent pour le moment à l'écart de leur contentieux ? Son métier de chef du gouvernement ! Il dit des choses fort savantes sur son bilan, son programme, et pleines de fougue dès qu'il s'agit de dénoncer « *le venin du racisme* », mais pourquoi irait-il mettre la main entre le marteau et l'enclume ? Il prononce un long discours de politique générale. Trop long. Pierre Mauroy, l'esprit ailleurs, se force à applaudir le couplet sur les écologistes. Michel Rocard se veut, lui aussi, rassembleur. Il n'imagine pas que les trois premiers ministres de François Mitterrand suivent demain des chemins socialistes séparés. Laurent Fabius fait une imperceptible moue dubitative.

Brusquement, les caméras font volte-face et abandonnent Michel Rocard pour suivre Pierre Joxe venu dire deux mots à l'oreille de Laurent Fabius. Le premier ministre a peut-être compris que son auditoire, impatient de voir la suite du seul combat qui l'intéresse, commence à se lasser. Il saute sur l'occasion pour s'interrompre et jeter un silence narquois sur le ballet médiatique que provoque cet aparté. La salle se réveille.

Enfin, Laurent Fabius monte à la tribune, se campe, bras écartés, devant le micro. Il joue gros, le sait et a soigneusement préparé son affaire. On l'accuse volontiers de dérive droitière ? Il va foncer à gauche toute ! Non seulement cela clouera le bec des militants jospino-mauroyistes, mais cela fera plaisir à Jean Poperen tout en comblant Julien Dray et les siens, qui, ce matin encore, hésitaient à lui faire confiance.

Tout y passe : les références à Jaurès, à la Révolution, à la Commune, au Front populaire, les visions planétaires, l'éloge de l'écologie, l'appel fervent à la mobilisation militante contre l'extrême droite, l'évocation des enfants affamés du Sahel et des pollués de Tchernobyl, même un clin d'oeil aux électeurs communistes.

Pierre Mauroy n'en croit pas ses oreilles. Henri Emmanuelli, à côté de lui, non plus. Ils donnent l'impression de bougonner. Ils comprennent, eux, que Laurent Fabius est en train de donner la pleine mesure de son talent. La salle est exceptionnellement silencieuse. Ceux des militants qui ne l'aiment pas ne peuvent, ce soir, le prendre en défaut. Ceux qui le vénèrent s'enhardissent et multiplient les salves d'applaudissements. « *Levez-vous ! Levez-vous !* », demande un vieux délégué de l'Essonne à ses compagnons. Ils se lèvent et ne sont pas les seuls à scander son nom.

Laurent Fabius joue minutieusement sa partition, sans faute. Quand il propose d'organiser, à la fin de l'année, de nouvelles Assises du socialisme pour rassembler la France de gauche, Pierre Mauroy, qui revendique la formule, n'en peut plus de rougir d'agacement mal contenu. La salle le constate et bascule. Les anciens « gauchistes », qui font route avec Julien Dray, joignent leurs bravos à ceux du club fabiusien lorsque l'ancien premier ministre appelle au renouveau et à l'unité en réclamant un ancrage à gauche de la politique gouvernementale.

Michel Rocard se penche vers Pierre Mauroy en esquissant ce qui ressemble à une grimace. C'est Fabius imperator qui pose quelques secondes au bord de l'estrade avant de regagner sa loge. Non seulement indemne mais vainqueur. Conquérant de l'inutile ? L'instant de gloire suffit à son bonheur.

ALAIN ROLLAT

POLITIQUE

Les principales interventions au congrès du Parti socialiste à Rennes

M. Rocard : « Nous gagnerons en 1993 »

M. Rocard évoque les bouleversements internationaux pour saluer *« la conjuration mondiale et pacifique des militants du socialisme démocratique »*. *« Jamais*, dit-il, *la nécessité d'idées fortes et la demande d'idéal n'ont été aussi grandes. C'est la mort des théologies politiques. Nous sommes entrés dans l'âge d'une politique laïcisée. »*

En France, l'enjeu, pour les socialistes, est de *« remettre la société en mouvement, redonner au monde du travail une espérance sociale »*. Le PS doit être *« authentiquement populaire »*, afin de prendre en compte le *« pluralisme »* du monde du travail et de contribuer à surmonter ses *« contradictions »*. *« Il ne le pourrait pas*, explique M. Rocard, *s'il se laissait aller à ne devenir qu'une machine électorale qui ne verrait dans le citoyen qu'un client, dans le militant qu'un démarcheur et dans le corps électoral un conglomérat de féodalités et de groupes de pression. »*

M. Rocard ajoute : *« Sans doute le militantisme n'est-il pas coté en Bourse. Les convictions n'ont pas de valeur marchande. Et le désintéressement n'est pas toujours médiatique. (...) Jamais (...), depuis 1905, les socialistes n'ont été aussi unis sur le fond. Qui donc pourrait alors imaginer que, pour gagner les échéances qui nous attendent, on ne trouvera pas ensemble les trois premiers ministres socialistes de François Mitterrand et les deux premiers secrétaires qui lui ont succédé à la tête du parti ? (...) Le pays se mobilisera à nos côtés parce que nous saurons lui faire partager la confiance que nous devons avoir en nous-mêmes, la confiance que justifient aujourd'hui les premiers résultats engrangés et celle que nous vaudra demain l'accomplissement des chantiers engagés. »*

Le premier ministre récuse ceux qui disent : *« Nous ne gagnerons les élections législatives que si... »*, en leur lançant : *« Chers camarades, on ne gagne pas des élections avec des "si". Moi, je vous dis ma certitude que nous gagnerons les élections législatives de 1993, parce que nous allons continuer à créer des emplois et à faire diminuer durablement le chômage ; parce que la rénovation de l'école, celle des programmes, de la formation et de la condition des enseignants, aura commencé à produire des effets visibles ; parce que nous aurons fait reculer les exclusions, à travers l'insertion réussie des bénéficiaires du RMI, par un effort sans précédent pour le logement social, avec la deuxième chance qu'offre le crédit-formation ; parce que nous aurons montré à tous ceux qui mettent au premier rang de leurs préoccupations le combat pour l'écologie, que la France a accompli pour elle-même et soutenu au plan international des avancées considérables ; parce que l'Etat modernisé, servi par des fonctionnaires mieux formés, rémunérés et reconnus, plus responsables, fera du citoyen face à l'administration un usager et non plus un sujet ; parce que les inégalités, qui ont trop progressé au cours des quinze dernières années, et tout particulièrement entre 1986 et 1988, auront recommencé à reculer. »*

Le premier ministre ajoute, à propos du chômage : *« Je mesure chaque décision que je suis amené à prendre en fonction de cette unique priorité : dans quelle proportion aurons-nous fait reculer le chômage ? Ne vous y trompez-pas : c'est, au-delà des impatiences du moment, là-dessus que nous serons jugés. »*

M. Rocard évoque les récents crimes racistes en disant : *« La révolte monte de toutes les fibres de notre être devant ces crimes inexpiables de bêtise et de lâcheté. »* Il met en cause, sans le nommer, M. Jean-Marie Le Pen, qui *« inspire »* ces actes et *« s'est fait un fonds de commerce de la haine de l'autre »*. Le premier ministre ajoute : *« Pour empêcher que le venin ne pénètre plus profondément la société française, un sursaut de toutes les forces démocratiques est indispensable. (...) Les propositions de l'opposition m'apparaîtraient plus convaincantes si elle était allée à Dreux ou au Luc faire campagne contre les alliances locales avec le Front national, ou si un ancien président de la République ne cherchait pas à se faire délivrer des brevets de courtoisie par M. Le Pen ! »*

En matière de fiscalité, le premier ministre annonce qu'il est *« favorable à une étude approfondie mais rapide »* d'une proposition de M. Emmanuelli (numéro deux du PS) d'instaurer le prélèvement de l'impôt à la source.

M. Mauroy : « divisions artificielles »

M. Mauroy affirme le soutien du parti à l'action de M. Michel Rocard, *« qui est au cœur des préoccupations et de l'ambition des socialistes »*. Il estime que ce congrès *« devrait être celui d'une certaine satisfaction »*. Pourtant, il souligne les *« interrogations (...), les contradictions »* qui prévalent, et en fournit *« la principale explication (...) : c'est artificiellement que nous sommes divisés, alors que nous aurions dû tout naturellement continuer à débattre ensemble »*.

Le premier secrétaire du PS rappelle que la querelle entre *« archaïques et néo »* a occupé nombre de congrès socialistes tout au long du siècle, avant de détailler : *« Après tout, au début des années 20, c'est le communisme qui tenait lieu de modernité, et la majorité des socialistes y ont succombé. Avaient-ils raison ? L'histoire a tranché. Dans les années 30, la mode, c'était l'autorité. Certains y ont cédé, au nom de l'efficacité (1). Deux ans plus tard, c'est Léon Blum qui faisait triompher le Front populaire. L'histoire a tranché. Dans les années 60 (...) on nous proposa de nous fondre dans une nébuleuse « entre ciel et terre » (2). Quelques années plus tard, François Mitterrand faisait triompher l'union de la gauche. L'histoire a tranché. »*

Le maire de Lille souligne qu'il souhaite un débat sur l'identité du PS et affirme : *« Nous n'avons pas à nous demander : qu'est-ce que le parti peut m'apporter ? Nous avons à nous interroger sur ce que nous pouvons apporter à notre parti. Voilà (...) ce qui devrait être l'essentiel de notre conduite (...). Nous (...) souhaitons tous un parti plus fort, plus puissant, plus présent. Qui négligerait ces objectifs ? (...) S'il s'agit de rénover le parti, on n'y arrivera qu'unis. Voilà la condition impérative de la rénovation de notre parti (...). Il faut prendre garde aux dérives, certes, mais aussi proposer, construire, et pourquoi pas recomposer »*. Le premier secrétaire souhaite qu'une convention nationale ait pour mission de rénover le parti : *« C'est comme cela que nous éviterons de dériver vers un parti réduit à une machine électorale »*.

Le premier secrétaire considère que l'évolution du militantisme *« n'a pas à se faire au prix d'un abandon des principes »*. Il continue : *« Parti de supporters, parti de militants, j'en donne acte à Laurent Fabius, c'était sévère, mais cela traduisait un état d'esprit ou tout au moins un risque. Adhérer à un parti politique, c'est (...) autre chose qu'adhérer à un club d'idées. Venir au parti (...) c'est un choix éthique. Il donne des droits, il impose des devoirs. Il les impose à ses militants, il les impose aussi à ses responsables. La contrepartie de notre démocratie interne est une obligation d'authenticité. Notre règle, c'est l'expression totale à l'intérieur de nos instances, et non pas le silence à l'intérieur et la médiatisation à l'extérieur. »*

Le premier secrétaire du PS conclut en appelant l'ensemble des dirigeants socialistes à savoir se rassembler et à faire la synthèse, en ajoutant : *« Je me fiche un peu de savoir s'il y aura des gagnants et des perdants. Mais ce que je sais, c'est que si nous nous rassemblons, nous serons tous gagnants pour notre parti et pour l'avenir du socialisme. »*

(1) Allusion aux néo-socialistes qui finirent à l'extrême droite.

(2) Allusion au titre du manifeste radical de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber.

M. Chevènement : il n'y a pas les mitterrandistes et les autres

« Je souhaite sincèrement une synthèse générale, sur la base d'une orientation politique claire », déclare M. Jean-Pierre Chevènement. Selon lui, puisqu'*« il n'y a pas eu, à proprement parler, de débat politique avant le congrès »*, ce débat doit avoir lieu devant le congrès et au sein de sa commission des résolutions. *« Il n'y a pas*, affirme-t-il, *d'un côté des mitterrandistes tandis que les autres ne le seraient pas. Il y a, avant tout, des socialistes. »*

Le ministre de la défense rappelle qu'il a eu, *« quelquefois, des débats assez vifs »* et que cela ne le *« gêne pas du tout »*. *« Encore faut-il qu'il y ait un cadre »*, observe-t-il. Or, selon lui, dans la préparation du congrès, *« de graves faiblesses se sont révélées »*. Il souligne que *« le parti n'est pas un instrument de sélection des candidats à la présidence de la République »* et demande : *« Le parti démocrate à l'américaine, en sommes-nous si loin ? »*

M. Chevènement évoque la situation de l'Europe. Il voit dans la perestroïka *« l'éternelle stratégie russe (...) du repli dans la profondeur pour mieux préparer des jours meilleurs »*, en même temps que la recherche de *« liens privilégiés »* avec l'Allemagne. *« Comme à d'autres époques*, déclare le ministre de la défense, *du choix que fera l'Union soviétique, en faveur d'une sécurité collective ou en faveur de la neutralisation de l'Allemagne, dépendront l'équilibre et la sécurité futurs de l'Europe. »* Le ministre de la défense estime que la France, engagée dans plusieurs discussions sur le contrôle des armements, devra, *« le moment venu, prendre toute* [sa] *part des réductions qui seront collectivement décidées »*, mais qu'*« il serait irresponsable d'opérer ces réductions avant qu'un accord soit conclu et, surtout, de laisser se créer des illusions dans l'opinion publique »*. M. Chevènement se déclare, cependant, *« pas du tout hostile »* à la proposition de M. Mauroy d'organiser une convention nationale sur la défense.

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avons écrit, dans nos éditions du 17 mars, dans le compte rendu du congrès socialiste de Rennes, M. Gérard Collomb n'est pas député du Rhône. Elu en 1981 et réélu en 1986, il a été battu dans la première circonscription de Lyon par Mme Bernadette Isaac-Sibille (CDS) en juin 1988. Depuis juillet 1988, il est secrétaire national du PS aux relations extérieures.

□ **Rectificatif.** – Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos éditions du 15 mars, M. Jean-Pierre Urviez, CDS dissident, qui avait conduit une liste de socio-professionnels au premier tour de l'élection municipale de Sarcelles (Val-d'Oise), n'a pas appelé à voter pour M. Raymond Lamontagne (RPR) lors du deuxième tour, qui a lieu dimanche 18 mars. M. Urviez n'a donné aucune consigne de vote. En revanche M. Edmond-Pierre David, qui était en deuxième position sur la liste écologiste, a appelé *« à titre personnel »* à voter pour M. Dominique Strauss-Kahn (PS), alors que les Verts n'ont pas indiqué leur préférence.

M. Fabius : « Ancrer à gauche »

« Trois ans à peine nous séparent du congrès de Lille et en trois mois le siècle a basculé, déclare M. Fabius en évoquant les bouleversements survenus en Europe de l'Est. *Le vingt et unième siècle peut être le siècle des libertés. A condition que nous sachions montrer par notre action qu'entre le collectivisme et le capitalisme débridé, il y a le socialisme de la liberté. On parle souvent de l'approfondissement de la démocratie, de son extension à la sphère économique et sociale. Le socialisme, c'est évidemment cela. Mais c'est davantage : le refus d'une société qui fait chez nous de l'argent roi, de l'argent fou, de la production et de la consommation effrénées de marchandises le seul jalon et le sens de la vie. »*

Le président de l'Assemblée nationale ajoute : *« Notre réflexion, notre action, ne peuvent plus se limiter aux rapports entre le capital et le travail ; l'écologie devient une troisième donnée essentielle. (...) Nous devons faire de l'écologie un axe central de notre action. (...) Dans cette bataille pour une civilisation nouvelle, les écologistes - mais aussi les électeurs communistes - dans leur majorité, doivent être à nos côtés. (...) Les socialistes doivent être les premiers écologistes de France. »*

A propos des prochaines échéances, il déclare notamment : *« Disons-le nettement : de notre capacité à faire un « bond en avant » sur le plan de la justice sociale dépendent nos chances de faire un « bond en avant » sur le plan de la reconquête et donc d'emporter les élections législatives de 1993. (...) Nous ne pouvons pas durablement accepter une société morcelée en trois tiers : la zone blanche des emplois stables, la zone grise du travail précaire et la zone noire du chômage. (...) La lutte contre les inégalités sociales est la première clé de la reconquête. (...) La deuxième, c'est de mener une action forte contre l'extrême droite (...) 7 % d'immigrés dans la population n'expliquent pas 15 % de votes pour le Front national. (...) Nous voyons l'affaiblissement du Parti communiste : nous savons que les couches sociales qu'il organisait trouvent en partie refuge au Front national : eh bien ! nous devons les reconquérir par une politique qui les touche et une forte présence militante. (...) Faire barrage à l'extrême droite, cela commence en faisant barrage à la misère ou à la désespérance quotidiennes. (...) Je propose que, à partir de notre congrès, nous prenions l'initiative d'une campagne puissante de mobilisation et d'explication politiques contre le Front national et sur les valeurs de la démocratie. Mobilisons-nous et vous verrez qu'avec nous la jeunesse se mobilisera. »*

« La dernière condition de la reconquête, ou la première, c'est la redynamisation du parti, poursuit M. Fabius. *Les jeunes qui voteront pour la première fois en 1993 avaient six ans en 1981. Pour eux, le pouvoir, ce n'est pas la comparaison entre le bilan de la droite et le nôtre. Pour eux, le pouvoir, c'est la gauche. Qui peut contester que nous ayons à cet égard de nouveaux efforts à accomplir ? (...) Oui, nous voulons un parti moderne (...) parce que dans notre démocratie médiatisée, internationalisée, urbaine, et d'une certaine manière individualiste, les conditions de l'action politique ont changé. (...) Nous voulons un parti de masse parce qu'on ne lutte pas de la même façon contre l'extrême droite avec deux cent mille ou quatre cent mille militants. (...) Nous proposons de rendre le Parti socialiste organiquement plus présent partout dans le monde, en particulier à l'Est. »*

L'ancien premier ministre indique, en conclusion : *« Pour développer notre parti, il nous faut ancrer très résolument l'action de notre gouvernement à gauche. Nous pouvons avoir entre nous des différences (...), mais après l'heure de la confrontation et de la compétition doit venir celle du rassemblement dans l'action. A condition que pour rassembler on ne commence pas par écarter. (...) Unité mitterrandiste ! Unité du parti tout entier ! (...) Pour un siècle nouveau qui s'ouvre, il faut un Parti socialiste du renouveau. Il n'y a pas ici, d'un côté de bons militants et, de l'autre, de moins bons en fonction de la motion votée. Notre seul débat porte sur la meilleure façon de servir celui-ci dans le futur. »*

M. Poperen : pas d'« exclusive »

M. Jean Poperen appelle les délégués à *« défendre »* et à *« promouvoir »* l'action accomplie par le gouvernement. Il explique sa proposition de *« contrat »*, liant la progression du pouvoir d'achat à la croissance. A ceux qui observent que, membre du gouvernement, c'est au sein de celui-ci qu'il devrait avancer ses idées, le ministre des relations avec le Parlement répond, d'abord, qu'il ne manque pas de le faire, ensuite que le premier ministre en a tenu compte lorsqu'il a proposé, à l'automne dernier, un « pacte de croissance » aux salariés de l'Etat, enfin que le congrès *« est celui du parti, non du gouvernement »*.

Après avoir développé ses idées sur la réduction des inégalités et sur l'intégration des immigrés, M. Poperen souligne qu'il entend contribuer ainsi à la mise au point d'une *« plate-forme »* susceptible de servir de base à une synthèse. Car *« les chiffres sont les chiffres*, dit-il, *mais il y a le congrès »*. *« On nous a expliqué*, déclare-t-il, *qu'il y avait dès maintenant les éléments d'une synthèse à partir d'un « pôle de gauche ». Je ne vois pas comment ici, dans ce congrès, un « pôle » pourrait être ailleurs qu'à gauche... »* Se référant ainsi à l'accord entre MM. Mauroy, Jospin et Chevènement, le ministre des relations avec le Parlement ironise : *« Si vraiment*, dit-il, *ceux-ci et ceux-là se sont mis d'accord sur le désarmement, sur l'Europe, sur le rassemblement à gauche... »*

« Pourquoi avoir tant tenu à se mettre d'accord à quelques-uns ? » demande M. Poperen, ajoutant : *« Je sais bien qu'on nous avait désignés parmi les heureux élus. Nous aurions dû en être ! Mais il n'y a aucune raison de se réunir à part. »* Le ministre des relations avec le Parlement estime que la synthèse doit être recherchée *« tous ensemble »* et qu'il faut refuser les *« exclusives »*. Le projet sur lequel se sont entendus les chefs de file des motions 1 (Mauroy-Mermaz-Jospin) et 7 (Chevènement) *« ne peut pas être un texte qui rassemble*, déclare M. Poperen, *puisqu'il a commencé par séparer »*.

Aussi le ministre des relations avec le Parlement et ses amis, hostiles à toute *« exclusive »*, refusent-ils la « pré-synthèse » de MM. Mauroy, Jospin et Chevènement comme *« base de travail pour la commission des résolutions »*.

M. Dray : pas de « front du refus »

M. Julien Dray, chef de file de la motion 4, présentée par la Nouvelle école socialiste (NES), déclare : *« Le constat des contraintes n'a jamais fait une politique (...) il y a mieux à faire que de regarder tous les jours les grands équilibres économiques, sans voir que les grands équilibres sociaux sont au bord de la rupture et que les grands équilibres industriels sont plus fragiles qu'il n'y paraît »*. *« Prenons garde*, dit-il aussi, *que les nouvelles générations ne crient, à leur tour : « Dix ans, ça suffit ! » et que le rejet du pouvoir en place ne soit le rejet des socialistes au pouvoir ! »*

Ecartant la formation d'un *« front du refus »*, M. Dray annonce que la NES rejoignait *« les propositions faites par la motion Egalité et autour de Jean Poperen »*. *« Un socialiste*, conclut-il, *a le droit d'être utopiste, mais il n'a pas le droit d'être résigné. »*

Mme Lienemann : « Il ne suffit pas d'une couche de peinture... »

Aux yeux de Mme Marie-Noëlle Lienemann, *« dix ans de présidence de la République de gauche et les inégalités se sont accrues. Ne cherchons pas*, dit-elle, *de bouc émissaire dans nos rangs. (...) Aucune lutte durable contre les inégalités ne saura se faire sans une véritable redistribution du pouvoir dans notre société. »* De même, *« il ne suffit pas d'une couche de peinture verte sur nos projets*, ajoute-t-elle, *pour pouvoir prendre en compte la mesure de la question écologique. L'essentiel est de rompre avec cette vision productiviste qui a prévalu tant à gauche qu'à droite. »* Mme Lienemann dénonce, à propos des affaires extérieures, *« la politique africaine de compromis avec des gouvernements qui ne consacrent pas l'argent au développement mais pour installer durablement leur pouvoir. Il faut rediscuter de la politique de la France en ce domaine »*, conclut-elle en affirmant notamment la nécessité d'un meilleur *« partage du travail »* pour mieux lutter contre le chômage.

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Tableaux d'époque

ENTRE la dépression et la dispersion, le repli et les velléités de renouvellement, l'engagement politique traverse actuellement une phase de doute. Les leaders continuent de s'agiter sans que l'on comprenne exactement pourquoi – sinon que c'est pour leur propre compte, – les militants suivent tant bien que mal, et les électeurs boudent.

Les militants... Ils ont bien du mérite, où qu'ils soient, à préserver leur enthousiasme. Quelle grande querelle peut, aujourd'hui, entretenir leur flamme ? Là où ils cherchent la braise, qu'ont-ils d'autre à remuer que la cendre ?

Ces interrogations quelque peu emphatiques avivent la curiosité pour les périodes où l'engagement idéologique et l'intensité militante ne paraissaient pas anachroniques. Moments privilégiés de l'histoire politique où s'amorcent de grandes aventures dont on ne sait pas encore comment elles tourneront. Victor Fay a connu cela et le raconte sous le titre *la Flamme et la Cendre. Histoire d'une vie militante.*

Ce modeste ouvrage, modestement édité, se révèle un bon moyen de renouer avec la politique dans ce qu'elle a de plus noble et, aussi, de tragique. Il décrit l'itinéraire d'un militant révolutionnaire qui a traversé le siècle et l'Europe. Non seulement il a survécu, malgré les poursuites, les prisons, la clandestinité, la guerre, les éliminations physiques qui ont décimé les rangs de ses camarades, mais, en outre, il s'est préservé intellectuellement et moralement, à la différence de bien d'autres qui soit se sont enfermés dans leurs certitudes dogmatiques, soit ont perdu toute foi en abjurant celle pour laquelle ils brûlaient.

Si Victor Fay n'a pas suivi ces tristes trajectoires où aurait pu l'aiguiller un professionnalisme révolutionnaire très tôt marqué par la réussite, c'est qu'il n'a jamais cessé de s'interroger sur le sens de son action militante. Né au début du siècle dans une famille juive assimilée et patriote de la petite bourgeoisie de Varsovie, il vient au socialisme en 1918, alors que son pays était sous l'occupation allemande et, aussi, sous le rayonnement de la révolution russe, si proche.

« On ne pouvait pas rester assis au bord de la route et laisser passer l'Histoire », écrit cet activiste-né qui, de grouillot du tout nouveau Parti communiste polonais, en devient rapidement propagandiste. Débuts précoces, prometteurs, mais déjà marqués par une certaine distance avec le marxisme-léninisme tel qu'il se structure en Russie. Victor Fay et ses amis d'alors se reconnaissent dans le socialisme de gauche de Rosa Luxemburg. *« Nous voulions,* écrit-il, *avoir la liberté de remettre en cause nos certitudes. »*

Ce choix d'instinct idéologique, si l'on peut dire, en entraîne un autre : celui de la France (plutôt que l'URSS), où il débarque en 1925, pour y étudier et, bien sûr, pour militer. Paris, Toulouse, Montpellier : il trouve à s'employer dans un parti communiste vagissant qui a besoin de révolutionnaires professionnels. Victor Fay se spécialise dans la formation des cadres et, à ce titre, il joue un grand rôle dans la mise en place des écoles du parti. Certains de ses élèves, notamment Jeannette Vermeersch, Waldeck Rochet, accéderont à de hautes responsabilités ; et, quelle qu'ait été leur attitude à son égard par la suite, c'est toujours sans haine qu'il évoque les dirigeants et futurs dirigeants qu'il a côtoyés tout au long d'une carrière riche en rebondissements.

Comme il conteste de plus en plus les consignes du Komintern, il rompt avec le PCF en 1936 et se retrouve – sans y être jamais tout à fait à l'aise – à l'aile gauche de la SFIO. L'itinéraire de cet homme engagé recoupe celui de la gauche socialiste jusqu'à aujourd'hui, l'épisode de la guerre et de la clandestinité compris. Ses convictions et ses doutes ont conduit Victor Fay à faire régulièrement des choix militants difficiles, au mépris de son confort personnel. Ils ne lui ont pas évité des erreurs d'analyse – qu'il reconnaît, – mais lui ont permis de sauvegarder sa capacité d'espoir et de contestation. Outre l'intérêt historique de son témoignage, celui-ci nous livre de nombreuses et instructives observations sur la psychologie du militant.

Un autre trajet singulier – et, à certains égards, comparable – est celui de Boris Souvarine. Un ouvrage collectif dirigé par Anne Roche et préfacé par Maurice Nadeau rappelle ce que fut l'aventure de *la Critique sociale*, cette revue qui, de 1931 à 1934, rassembla autour de Souvarine de brillants collaborateurs. Il s'agit, selon Anne Roche, d'*« esquisser un inventaire de ce que* la Critique sociale *peut nous dire aujourd'hui ».* L'étude de ce moment fort de l'histoire des idées politiques permet de mieux comprendre les débuts de l'opposition communiste et d'une réflexion marxiste en marge du parti légataire, ou se prétendant tel. On retrouve notamment dans ce *« tableau d'époque de la culture politique de gauche »* un témoignage de Victor Fay.

▶ ***La Flamme et la Cendre*, de Victor Fay. Presses universitaires de Vincennes, 274 pages, 125 F.**

▶ ***Boris Souvarine et « la Critique sociale »*, sous la direction d'Anne Roche. La Découverte, 258 pages, 145 F.**

هكذا من الأصل

MEDECINE

En raison de « grandes divergences » avec son directeur

Le docteur Jonathan Mann démissionne de ses fonctions de responsable de la lutte contre le sida à l'OMS

Le docteur Jonathan Mann, responsable depuis quatre ans du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a décidé, vendredi 16 mars, de démissionner de ses fonctions. Dans une courte lettre adressée au directeur général de l'OMS, le docteur Hiroshi Nakajima, le docteur Mann explique : *« Au vu de mon expérience pendant les deux dernières années, je suis maintenant arrivé à la conclusion qu'il y a une grande divergence entre nos positions sur une série de questions que je considère critiques pour la stratégie globale de lutte contre le sida »*. Il ajoute qu'il quittera son poste à l'expiration de son contrat, au mois de juin.

La décision inattendue du docteur Mann, qui a surpris toute la communauté scientifique internationale, pourrait avoir d'importantes conséquences. En quelques années, celui qu'on avait coutume d'appeler le « Monsieur Sida de l'OMS » était devenu une figure charismatique, emblématique d'une certaine conception humaniste de la lutte contre la pandémie. Défenseur acharné des droits de l'homme, il rappelait sans cesse que l'extension de l'épidémie ne devait, en aucun cas, servir de prétexte à une quelconque forme de discrimination.

Dès la démission du docteur Mann connue, un porte-parole de l'OMS indiquait que M. Nakajima *« regrettait »* ce départ, qui avait eu lieu *« sans consultation préalable »*. Pour sa part, le docteur Mann se refusait à toute déclaration.

On savait pourtant depuis quelques temps que le docteur Nakajima voulait mettre un frein à l'autonomie considérable d'organisation dont bénéficiait le docteur Mann, dans la mise en œuvre du programme mondial de lutte contre le sida. Il lui était même arrivé de prendre ombrage de la popularité dont bénéficiait le docteur Mann, auprès des scientifiques et des médias du monde entier. Cette « concurrence » pourrait être l'une des raisons du départ du docteur Mann, indiquait-on vendredi à l'OMS. Selon d'autres sources, les divergences évoquées par le docteur Mann dans sa lettre pourraient concerner le problème des collectes de fonds et la manière de les utiliser.

FRANCK NOUCHI

« La situation dans les « sidatoriums » de Cuba évolue dans un sens positif »

Trois jours avant de décider de démissionner, le docteur Mann, de retour d'un voyage officiel à Cuba, avait accordé au *Monde* l'entretien suivant.

« Vous n'avez jamais caché les inquiétudes que vous inspirait la politique cubaine en matière de lutte contre le sida. Pouvez-vous nous indiquer les principales données épidémiologiques officielles en matière de sida à Cuba ?

– Au 1er mars, on comptait 411 Cubains contaminés par un virus du sida, 409 par le virus HIV-1 et 2 par le virus HIV-2. Dans 299 cas il s'agissait d'hommes et dans 112 cas de femmes. On comptait aussi 63 cas de sida avéré. La majorité des contaminations apparaissent d'origine sexuelle (homo ou hétérosexuelle). J'ai pu visiter, avec l'aval des autorités cubaines, un établissement situé à proximité de La Havane, dans lequel vivent 294 personnes contaminées. Les deux tiers d'entre elles ont été contaminées sur l'île et 30 % en Afrique.

– Vous avez publiquement rappelé, à de nombreuses reprises, l'opposition formelle de l'OMS à toute entreprise de ségrégation des malades et des personnes contaminées par le virus du sida. Comment jugez-vous l'attitude des autorités cubaines ?

– Le programme national cubain de lutte contre le sida comporte plusieurs points. Le dépistage systématique d'abord. Les autorités cubaines nous ont indiqué que 6,9 millions de tests de dépistage ont été réalisés dans ce pays, ce qui signifie qu'environ 70 % de la population sexuellement active ont, à un moment ou à un autre, été dépistés. Ce dépistage porte préférentiellement sur les donneurs de sang, les femmes enceintes, les personnes ayant depuis 1975 effectué un séjour en Afrique, les marins ainsi que ceux qui sont, à Cuba, en contact avec les touristes.

» Les autorités cubaines tentent, d'autre part, d'enquêter sur l'entourage et sur les contacts



Le docteur Mann

sexuels que peuvent avoir eus les personnes identifiées comme séropositives. Il y a enfin, depuis 1986 et, semble-t-il, à l'initiative de Fidel Castro, des établissements spécialisés chargés de l'hospitalisation des personnes infectées.

– Comment, les choses se passent-elles dans ces sidatoriums ?

– Dans l'établissement que j'ai visité, les personnes sont partagées en deux groupes. Il y a les sujets jugés *« irresponsables »*, qui ne peuvent sortir qu'une fois par semaine en étant *« accompagnés »*. Et les personnes qualifiées de *« responsables »* pour lesquelles les familles se sont, d'une certaine manière, portées caution et qui peuvent quitter seules, une fois par semaine, l'établissement. J'ajoute que la surveillance et les prestations médicales fournies aux personnes hospitalisées sont d'un niveau tout à fait remarquable, quelque peu exceptionnel pour un pays en voie de développement. Je pense en outre que la situation a évolué dans un sens positif ces derniers temps.

– Condamnez-vous une telle politique reposant sur le dépistage imposé et la ségrégation des malades et des personnes infectées ?

– Il est clair que la politique conduite et développée par les autorités cubaines n'est en aucune manière conforme avec la stratégie développée à l'échelon mondial par l'OMS. Nous avons toutefois engagé des discussions très sérieuses pour pouvoir, à Cuba, réaliser une évaluation scientifique de la situation et des résultats obtenus.

– Au-delà des problèmes soulevés à Cuba, l'OMS a-t-elle pris une décision dans la polémique soulevée par le gouvernement américain qui impose le diagnostic sérologique et la connaissance de l'état de santé, vis-à-vis du sida, des personnes voulant séjourner aux Etats Unis ? Etes-vous prêt à boycotter la prochaine conférence internationale de San-Francisco ?

– On observe une série de démarches internes aux Etats-Unis, qui visent à revenir sur ces dispositions. Au-delà du cadre, symbolique, du congrès de San-Francisco, nous souhaitons une modification de la loi américaine. A cet égard, les nombreuses prises de position des organisations non gouvernementales, de nombreuses associations ou encore du gouvernement français nous apparaissent très utiles. Mais rien n'est encore acquis. Si des éléments positifs ont pu être notés en URSS, en RDA ou en Inde, il en va différemment de plusieurs pays d'Asie, du monde arabe, voire de pays d'Europe de l'Ouest qui continuent à imposer un dépistage systématique de la contamination, par le virus du sida, aux étudiants du tiers-monde. »

Propos recueillis par
JEAN-YVES NAU

□ 10 % à 20 % de séropositifs au Zimbabwe. – Entre 10 % et 20 % de la population du Zimbabwe, qui compte 9,5 millions d'habitants, sont infectés par le virus du sida, a-t-on annoncé au cours d'une conférence, consacrée aux répercussions socio-économiques de cette maladie, qui s'est réunie mercredi 14 mars à Harare.

L'un des intervenants à cette conférence, le docteur John Manson, a précisé que plus de 60 % des militaires zimbabwéens et entre 30 % et 50 % des patients actuellement hospitalisés au Zimbabwe sont porteurs du virus HIV qui est à l'origine du sida. Selon des estimations officielles publiées le mois dernier, 1 632 cas déclarés de sida et plus de 10 000 cas de séropositivité ont été jusqu'à présent recensés dans le pays. Toutefois, le ministre de la santé, M. Felix Muchemwa, a reconnu que ces chiffres ne représentent qu'*« une fraction du nombre total de cas »*. – *(AFP.)*

JUSTICE

Pour séquestration et torture de deux religieuses françaises

Le capitaine argentin Alfredo Astiz est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace

La cour d'assises de Paris, présidée par M. Jean Saurel, a condamné par contumace, vendredi 16 mars, le capitaine de corvette argentin Alfredo Astiz, quarante ans, à la réclusion criminelle à perpétuité. Ce militaire de carrière soigneusement protégé par sa hiérarchie – il réside actuellement en Argentine – était jugé pour l'arrestation, la séquestration et l'exercice de tortures corporelles sur deux religieuses françaises à Buenos-Aires en 1977 (1). Leurs corps n'ont jamais été retrouvés.

Il avait alors vingt-sept ans, les joues rebondies et les cheveux blonds. Il était lieutenant de frégate, affecté à l'Ecole de mécanique de la marine et plus spécialement chargé d'un groupe de militaires dont la vocation consistait à infiltrer les « milieux subversifs ». On l'avait surnommé *« Gueule d'ange »*.

Il inspirait confiance. Depuis quelques semaines, il défilait régulièrement tous les jeudis sur la place de Mai, à Buenos-Aires, en compagnie de femmes les cheveux couverts d'un foulard blanc, réclamant des nouvelles de leurs enfants, de leurs maris victimes de la junte militaire et portés « disparus ».

Le lieutenant Astiz avait abandonné au vestiaire son uniforme et ses galons. Il s'appelait Gustavo Nino, disait-il. Il était sans nouvelles d'un frère. Parfois, il venait en compagnie d'une jeune femme, sa « sœur ». Il avait séduit tout le monde et s'était spontanément enrôlé dans un groupe chargé de collecter des fonds pour financer la publication d'une liste des citoyens enlevés par les militaires dans le quotidien *la Nacion*, au moment de Noël.

Le 8 décembre 1977, il est là, bien sûr, dans l'église Santa-Cruz. On y fait le point sur l'argent récolté. Mme Villaflor de Vicenti, l'une des animatrices du groupe, qui l'a pris en affection, préside la réunion. Il y a aussi Cecilia Rutzky et Sœur Alice Domon, quarante ans, religieuse française des Missions étrangères. Le lieutenant Astiz s'éclipse. Quelques instants plus tard, des hommes armés, en civil, surgissent et enlèvent onze de ces militants, dont Sœur Alice Domon.

Deux jours plus tard, c'est au tour de Sœur Léonie Duquet, soixante et un ans, qui partage un logement avec Sœur Domon, d'être arrêtée. Plus personne ne les reverra. Elles sont détenues à l'Ecole de mécanique de la marine, sous les combles, dans un lieu appelé la *« capucha »* par référence à l'uniforme des prisonniers qui portent une capuche rabattue sur les yeux et des fers aux pieds. C'est le domaine de « Gueule d'amour », officier *subalterne mais tortionnaire* zélé.

Durant douze ans, Me Jacques Miquel va s'attacher à ce dossier. En juillet 1978, le chef des services secrets de la marine l'accueille à Buenos-Aires en lui disant : *« Maître, n'ayez aucune inquiétude. Nous vous protégerons contre nous-mêmes... »* A vrai dire, il enquête pour obtenir des informations sur le cas de quinze Français ou Argentino-Français portés « disparus » et n'obtiendra des renseignements, au fil des années, qu'à propos des Sœurs Domon et Duquet.

Le nom du lieutenant Astiz apparaît dans les témoignages des réfugiés politiques argentins au tout début des années 80. Des indications précieuses parviennent à l'ambassade de France et sont recueillies par des organisations internationales. Le portrait de ce tortionnaire parmi tant d'autres, mais qui n'hésite pas à s'en prendre à des ressortissants étrangers, se précise au fil des mois : c'est lui, selon les autorités suédoises, qui serait responsable de la disparition d'une jeune Argentino-Suédoise de dix-sept ans, Dagmar Hagelin, en janvier 1977.

« Prisonnier de guerre »

Depuis, Astiz s'est « multiplié ». On le retrouve à Paris en 1978, sous le nom d'Alberto Escudero, chargé d'infiltrer pour le compte de son ambassade les milieux de réfugiés argentins. Démasqué, il a tout juste le temps de fuir hors de France. Il est nommé, en juin 1979, attaché naval adjoint en Afrique du Sud. Engagé dans la guerre des Malouines, il a la responsabilité de l'île principale de Georgia, où il subit la domination britannique et signe en personne l'acte de reddition.

Le voilà prisonnier des Anglais, parfaitement identifié par la justice française et... localisé. La commission rogatoire délivrée par la France se heurtera pourtant aux règles internationales. *« Je suis un prisonnier de guerre,* dit-il. *Je n'ai pas à répondre. La convention de Genève m'en donne le droit. »* Et Astiz recouvre ainsi la liberté le 10 juin 1982.

Mais la machine judiciaire française, elle, s'est mise en route. Les familles des deux religieuses se portent parties civiles. Mes Miquel, Francis Szpiner, Guy Aurenche – et Horacio Mendez Carreras, du barreau de Buenos-Aires – suivent attentivement le dossier instruit par M. Philippe Texier puis par Mme Claudine Le Chanu-Forkel.

Plusieurs anciens détenus de l'Ecole de mécanique de la marine témoignent devant les juges français. MM. et Mmes Alberto Girondo, Horacio Maggio, Ana Maria Marti et Sara Osatinsky indiquent *« avoir vu les deux religieuses lors de leur séjour à l'Ecole (...) et constaté qu'elles portaient les stigmates de la torture : soif intense, traces de coups et visage tuméfié, démarche chancelante »*. Mme Ana Marti se souvient précisément de la date et de l'heure du « transfert » des deux femmes organisé par plusieurs officiers, dont Alfredo Astiz.

En 1985, un mandat d'arrêt est diffusé à l'échelon international. Mais aucune convention bilatérale ne lie la France et l'Argentine. « Gueule d'amour », après quelques mois de prison, est à nouveau libre *« faute de preuves »*. Encore une année et le voilà blanchi par la politique du « point final » du président Raul Alfonsin, qui entend écarter des poursuites judiciaires les officiers subalternes au nom de la réconciliation nationale.

Me Szpiner a précisément dénoncé cette *« justice sous influence rendue dans l'ombre des casernes »*. Vendredi, l'avocat a plaidé avec force, appuyé par Mes Miquel et Aurenche, pour que *« les juges français mettent en application le devoir d'ingérence face à la passivité de la justice d'Argentine »*. *« La justice française,* a-t-il dit, *n'opère pas un règlement de comptes, elle juge des faits. Il faut que l'on sache que le métier de tortionnaire va à nouveau devenir dangereux. »*

Après que l'avocat général Jean-Claude Thin eut rappelé les *« charges écrasantes »* retenues contre Astiz et demandé à la cour de *« retenir la culpabilité »*, les magistrats ont délibéré rapidement, comme il est habituel en matière de contumace. Au bout de quelques minutes, Alfredo Astiz, promu capitaine de corvette en décembre 1987, était condamné à la réclusion criminelle à perpétuité.

LAURENT GREILSAMER

(1) *Le Monde* a notamment publié, le 7 août 1985, un article de Charles Vanhecke retraçant l'itinéraire d'Alfredo Astiz.

□ La condamnation d'Alfredo Astiz applaudie à Buenos-Aires. – Au cours d'une marche pacifique « contre la faim » à laquelle environ trente mille personnes ont participé, vendredi 16 mars à Buenos-Aires, les manifestants ont applaudi en apprenant, au cours de leur défilé, que le capitaine Alfredo Astiz avait été condamné, le jour même, en France, à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace.

Aucune réaction ni aucun commentaire officiels n'ont en revanche pu être obtenus vendredi auprès des autorités argentines. *« L'affaire est terminée »*, s'est-on borné à indiquer de sources militaires dans la capitale.

ÉDUCATION

M. Pierre Trincal directeur du Centre national de documentation pédagogique

M. Pierre Trincal *a été nommé* directeur du Centre national de documentation pédagogique (CNDP) *par un décret publié au Journal officiel* du 15 mars. Il remplace M. Jean-François de Martel, qui a demandé à être déchargé de ses fonctions.

[Né le 28 janvier 1931 à Paris, M. Pierre Trincal est administrateur civil hors classe au ministère de l'éducation nationale, où il occupe les fonctions de directeur adjoint du cabinet de M. Lionel Jospin. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure d'éducation physique et sportive, il a été professeur d'EPS à Orléans et à Paris avant d'entrer en 1962 à l'ENA. Administrateur civil au ministère de l'éducation nationale, puis au secrétariat d'Etat aux universités de 1965 à 1977, il a été sous-directeur, puis directeur au service des bibliothèques de 1977 à 1982. Il a été ensuite directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) de septembre 1982 à juin 1988, date à laquelle il a été appelé au cabinet de M. Jospin.]

FAITS DIVERS

Près de Montpellier

Une fillette retrouvée morte dix jours après sa disparition

MONTPELLIER
de notre correspondant

Le corps de Cécile Roussel, une fillette de onze ans, disparue depuis le 7 mars dernier, a été retrouvé par un promeneur, vendredi 16 mars dans l'après-midi, au bord d'un chemin dans la garrigue de Juvignac (Hérault), près de Montpellier. Le visage de l'enfant était tuméfié, et le cou portait des marques de strangulation. L'autopsie pratiquée par l'Institut médico-légal de Montpellier devra déterminer si elle a subi des sévices sexuels et si les marques constatées également dans le dos sont consécutives à une chute ou à des coups qu'elle aurait reçus.

La fillette n'avait pas reparu à son domicile après avoir terminé son cours hebdomadaire de piano à Montpellier. Dans un premier temps, sa famille avait reçu plusieurs appels téléphoniques en provenance de Montpellier, mais aussi d'Albi, demandant le versement d'une rançon de 70 000 francs, somme que le père avait empruntée auprès de sa banque, mais depuis plusieurs jours, tout appel avait cessé. Les policiers, qui pensent tenir une piste très sérieuse recherchent maintenant un homme avec qui les parents de Cécile auraient eu une violente dispute à propos de travaux que celui-ci avait réalisés à leur domicile.

Informée dès le début de la disparition de l'enfant, la presse régionale s'était tue à la demande des policiers afin de ne pas gêner ceux-ci dans leur enquête et de préserver les chances qui restaient alors de la retrouver en vie.

JACQUES MONIN

Les enfants de Lacan (suite)

Une lettre de M. Jacques-Alain Miller

Après la publication dans nos éditions du 16 mars du compte rendu du procès opposant M. Gérard Pommier à l'association psychanalytique l'Ecole de la cause freudienne, M. Jacques-Alain Miller, psychanalyste, nous a fait parvenir le droit de réponse suivant :

« Une plainte déposée par le sieur Pommier ayant bénéficié d'une large publicité dans *le Monde* du 1er avril 1989, ceux de ses lecteurs qui se sont intéressés à cette affaire seront contents d'apprendre :

1) que cette plainte s'est conclue, après une seule audition, par une ordonnance de non-lieu ;

2) que le plaignant a aussitôt fait appel de la décision du juge ;

3) qu'il a, de surcroît, déposé une nouvelle plainte ;

4) qu'il fait également un procès à l'association psychanalytique dont il était membre, et qui l'a radié (voir *le Monde* du 16 mars).

Je me suis, pour ma part, abstenu de toute initiative, laissant l'institution judiciaire décourager cette quérulence, et espérant que la presse se lassera d'en tenir la chronique. Que faire, en effet ? Divorcer, pour n'être plus « le gendre de Lacan » ? Ou simplement n'être pas né ? C'est difficile. Je vois bien le caractère pittoresque des revendications bizarres dont je suis l'objet ainsi que ma famille et mes amis.

Mais la rubrique « société » du *Monde* ne leur donne-t-elle pas un écho bien complaisant ? Et cette complaisance, même aux fins de satire sociale, n'est-elle pas de nature, quand elle est outrée, à faire douter de l'impartialité dont s'honore sa rédaction ? Le lecteur en sera juge. »

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Loïck Peyron, le funambule des transats

Loïck Peyron *(Lada-Poch)* a pris, samedi 17 mars peu après 7 heures, la deuxième place de la course autour du monde en solitaire sans escale, gagnée la veille par Titouan Lamazou *(Ecureuil-d'Aquitaine)*. Après déduction des 14 h 30 accordées pour l'assistance apportée à Philippe Poupon *(Fleury-Michon)* après son chavirage dans les « quarantièmes rugissants », le retard officiel de Loïck Peyron est de 16 h 29 min 16 s.

LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial

Moins de 17 heures de retard après 25 000 milles (47 000 kilomètres) et cent dix jours de solitude en mer ! Arithmétiquement, l'écart entre le vainqueur du Vendée Globe Challenge et son second peut paraître infime. Pourtant, ses conséquences sont à la mesure de cette aventure extraordinaire. En remportant cette première course autour du monde en solitaire sans escale, Titouan Lamazou a, peut-être, déjà rejoint en notoriété son maître Eric Tabarly. Mais qui, dans quelques années, se souviendra de son second ?

Jeune homme « branché » et éternellement pressé, Loïck Peyron a pourtant dû forcer sa nature pour participer à cette aventure beaucoup plus faite sur mesure pour Titouan Lamazou, dont les goûts pour l'analyse, la réflexion ou la contemplation s'accommodent mieux d'une solitude prolongée. *« Je sais que je vais parfois m'emmerder*, nous confiait-il avant le départ. *Mais je ne pouvais pas rater ce Vendée Globe Challenge, qui est l'épreuve suprême dont un navigateur puisse rêver. Je crois que tous les pilotes de formule 1 doivent aussi avoir envie de disputer une fois les 24 Heures du Mans, pour voir. »*

Pour tromper son ennui, le skipper de *Lada-Poch* avait emporté des dizaines de livres, des feuilles pour dessiner des BD, des morceaux de bois pour sculpter des bateaux, des jeux électroniques, trois caméras vidéo, des dizaines de disques laser pour une écoute d'une douzaine d'heures par jour et un synthétiseur pour composer sa propre musique. *« Dans cette épreuve, le superflu n'est pas inutile »*, disait-il. Ainsi a-t-il utilisé plus de 2 600 fois son jeu électronique préféré et filmé pendant une soixantaine d'heures.

Cerné par les icebergs

Ces activités de détente n'ont pas trop nui à la progression du bateau. Ce funambule des transats sur multicoque, qui, à trente ans, a déjà traversé vingt-deux fois l'*Atlantique, mais n'avait jamais* franchi l'équateur, a certes compté jusqu'à 511 milles de retard à la mi-janvier dans les « cinquantièmes hurlants » de l'océan Indien. En prenant des *risques* insensés avec Jean-Luc Van den Heede *(3615-Met)* pour contourner la banquise au plus près, jusqu'au jour où il s'est réveillé cerné par trois icebergs, puis en jouant son va-tout dans la remontée de l'Atlantique, le skipper de *Lada Poch* est revenu à 46 milles d'*Ecureuil-d'Aquitaine* à dix jours de l'arrivée.

Cette performance est d'autant plus étonnante que, contrairement à Titouan Lamazou, « routé » depuis la terre par Pierre Lasnier, Loïck Peyron ne disposait que d'un Sat'Nav et d'un téléfax pour recevoir les cartes météo. Son formidable instinct de régatier est encore plus évident lorsqu'on sait que son bateau (l'ex *Ecureuil-d'Aquitaine* de Lamazou dans le BOC Challenge), de conception plus ancienne, avait, selon ses architectes, un handicap de vitesse supérieur à 6 % aux allures débridées.

Au moment même où le duel tournait *définitivement* à l'avantage de Titouan Lamazou, Loïck Peyron nous montrait, sur les films récupérés par ses deux frères à son passage au cap Horn, les moments *où il a peut-être perdu la course*. Sur ces documents filmés avec beaucoup d'humour, on peut voir l'extraordinaire sauvetage de Philippe Poupon, ses soirées de Noël et *de la Saint-Sylvestre* avec l'ouverture de tous ces sacs de cadeaux qui ont bien dû alourdir un peu le bateau, la « journée de vacances » qu'il s'est accordée pour la naissance de sa fille *Marie-Kerguélen*, alors qu'il passait au large de ces îles, et, enfin, son baptême de cap-hornier, lorsqu'il a voulu voir ce caillou de si près qu'il est ensuite resté encalminé pendant plusieurs heures.

GÉRARD ALBOUY

FOOTBALL : la crise du club de Strasbourg

La municipalité menace de ne plus verser de subventions

La municipalité de Strasbourg a menacé de ne plus subventionner le club professionnel de football tant qu'il n'aura pas adopté une structure de société d'économie mixte (SEM). Cette décision est la suite d'un conflit qui oppose, depuis plusieurs mois, les élus socialistes et le président du club, l'ancien ministre M. André Bord (RPR).

STRASBOURG

de notre correspondant

Le premier adjoint au maire, M. Roland Riess (PS), a mis en demeure la direction du Racing Club de Strasbourg, qui coiffe pour l'instant la section professionnelle et le club omnisports, de signer la convention qui permettra ce changement de structures. Il affirme que le président général du club, l'ancien ministre André Bord (RPR), *« a multiplié à plaisir les obstacles pour empêcher cette signature »*. Mardi 13 mars, Gilbert Gress, actuel entraîneur du Xamax Neuchâtel (Suisse), avait renoncé à venir à Strasbourg, comme le lui proposaient les dirigeants pressentis de la SEM, MM. Jacky Kientz et Emile Stahl. A ses yeux, l'absence de société-écran entre André Bord et lui ne lui garantissait pas la liberté qu'il souhaitait. Gilbert Gress, qui a *entraîné Strasbourg il y a dix ans et* l'avait emmené en quart de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, avait été licencié peu après par M. Bord.

Ce refus, qui est une déception pour l'équipe municipale, est apparu comme une mise en accusation directe d'André Bord. La municipalité le confirme en expliquant que le président du Racing *« a fait traîner les négociations, notamment sur la redevance annuelle que la future SEM paierait au club »*. *« Nous sommes montés de 250 000 F à 1,3 million, c'était acceptable et M. Bord a refusé »*, explique Roland Riess.

Les élus lancent donc un ultimatum *au président du Racing : « Les négociations sont terminées, nos dernières propositions sont à prendre ou à laisser »*, affirme Roland Riess. *« La ville ne versera plus de subvention au club tant que la convention ne sera pas signée : nous irons s'il le faut au dépôt de bilan. »* C'est contraindre M. Bord à choisir entre la démission ou la signature d'une *convention* qui lui fasse perdre l'essentiel du pouvoir dans le club strasbourgeois.

Cette fermeté de la ville, qui a déjà écarté l'ancien président de la section professionnelle, le couturier parisien Daniel Hechter, dissipe ainsi quelques doutes : André Bord, candidat aux municipales strasbourgeoises de mars 1989 en tête d'une liste dissidente du RPR, s'était montré plutôt favorable à Mme Catherine Trautmann (PS) entre les deux tours de scrutin, et l'on pouvait se demander si la présidence du club ne lui avait pas été garantie contre cette bienveillante neutralité. Aujourd'hui, l'épreuve de force entre l'équipe municipale et M. Bord est sans ambiguïté.

Pour sa part, l'ancien ministre estime *« avoir sa conscience »* pour lui : il affirme que ses interlocuteurs n'ont jamais parlé de la même voix et qu'on lui a fait *« des propositions à géométrie variable »*. Il dit être victime d'*« un ramassis de mensonges et d'attaques personnelles »*, et promet des explications complètes dans les jours qui viennent.

J. F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5219

HORIZONTALEMENT

I. On peut voir des clips sur certaines de ses chaînes. Futur parasite. – II. Telle une attaque qui n'est pas sans causer de blessures. Employé pour un temps. – III. Religieuse ou nonnette. Cause de retard. Possessif. On s'appuie sur lui. – IV. Dans une île. Sigle. Fait « gagner ». – V. Nombreux étaient ceux qui lui devaient la vie. Sucette au lait. Fait des heureux. – VI. Pas libre. Homme fort. – VII. Fait venir à lui. Donne pour mieux recevoir. – VIII. Pas à moi. Celui qui ne veut pas se mouiller peut nous le faire essuyer. Tombée sous le sens. Long cours. – IX. Pour mettre les voiles. A son nom sur un monument parisien. A le poil raide. – X. Apporté pour bien faire. Travail de lavandière. – XI. Est au menu des trattorias. Est joliment recouvert. – XII. En majeure partie jeune. Est pour ce qui n'est pas. Préfixe. – XIII. Apprit à consommer sur place. Sur un fleuve qui finit dans l'Atlantique. Pour larder. – XIV. Peut être intéresser par le magot. Fait avoir des mots avec autrui. Interjection. – XV. Faire acte de violence. Echapper au four.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I										■					
II							■								
III							■			■			■		
IV				■					■						■
V			■		■							■			
VI		■							■		■				
VII					■									■	
VIII			■						■					■	
IX						■					■				
X	■		■					■							
XI		■								■				■	
XII					■						■				■
XIII			■						■					■	
XIV							■						■		
XV								■							

VERTICALEMENT

1. S'occupe des affaires des autres. Endroit où ça sent le sapin. – 2. Avait une bonne descente ! Cité roumaine. Nécessaires pour payer les pots cassés. – 3. Ne sont pas sans réaction. Mot que l'on a souvent à la bouche. Participe. Précède la matière. – 4. Utile aux gens du Nord. Résulte d'une union intercontinentale. – 5. Reste dans l'ombre. Faisait le bonheur de maintes gens. Sa présence nous échappe. – 6. Espèce de chignole. Est mise au parfum. – 7. Faire perdre de la graisse. – 8. Casse le morceau. A beaucoup fait rire. – 9. Nombreux sont ceux qui en font tout un plat. Fait la lumière. Nouer aux extrémités. – 10. Fis des réserves. On peut lui faire porter le chapeau. – 11. Engagée pour terrasser. Bien fait. Possessif. Pas pour tout le monde. – 12. Compte parmi les renforts. N'aiment pas trop les sorties. – 13. Qui a donc quitté un intérieur. Elément d'un cycle. Fait du plat. – 14. Cela peut être une grande perche. Peut se faire appâter. Conjonction. – 15. Prend beaucoup de temps. Terreur blanche. On y prend de la bouteille.

Solution du problème n° 5218

Horizontalement

I. Faussaire. – II. Ossuaire. – III. Os. Clergé. – IV. Terre. Ils. – V. Baie. Otés. – VI. Aux. Boa. – VII. Eau. Bar. – VIII. La. Stalle. – IX. Echo. Velu. – X. Une. Dé. Es. – XI. Ré. Fougue.

Verticalement

1. Footballeur. – 2. Asseau. Acné. – 3. Us. Rixe. Hé ! – 4. Sucre. Aso. – 5. Sale. But. Do. – 6. Aïe ! O6. Aveu. – 7. Irritable. – 8. Règle. Alleu. – 9. Essoreuse.

GUY BROUTY

COMMUNICATION

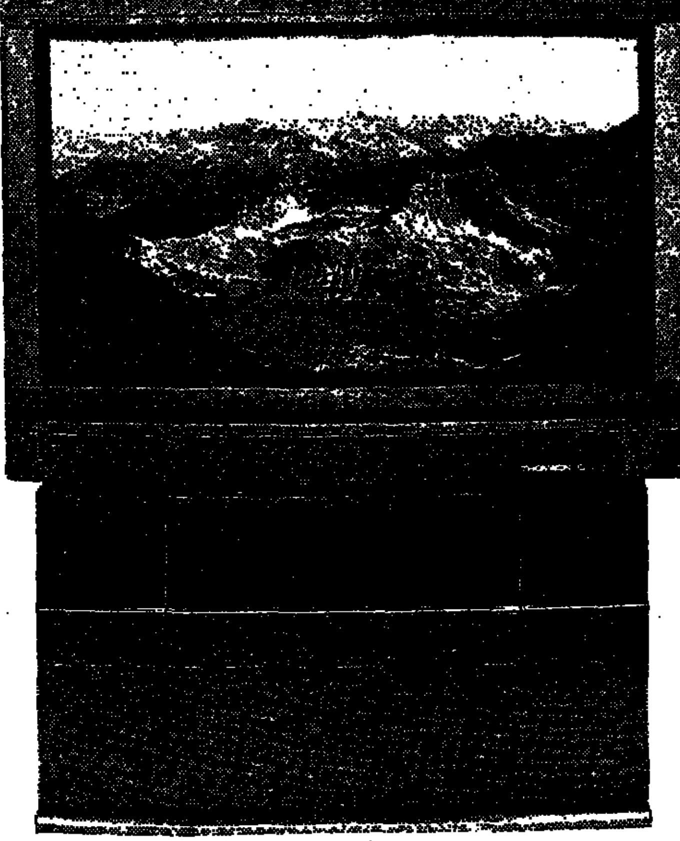
L'évolution vers la haute définition

Une nouvelle génération de téléviseurs avant la fin de l'année

Une nouvelle génération de téléviseurs devrait faire son apparition dans les magasins d'ici la fin de 1990. Première innovation : le format de l'écran, qui va s'élargir. Actuellement, les écrans sont au format dit « quatre tiers », c'est-à-dire que le rapport entre la largeur et la hauteur de l'écran est de 4/3. Les nouveaux téléviseurs sont dits « seize neuvièmes », un format plus rectangulaire, mieux adapté à la retransmission des films, car proche de celui des écrans de salle de cinéma.

Ce type d'écran permettra par exemple de s'affranchir des bandes noires en haut et en bas de l'écran qui accompagnent souvent les films en Cinémascope dans la télévision actuelle.

Dans le cas des émissions traditionnelles, diffusées au format 4/3, le téléspectateur pourra grâce à une fonction « zoom » choisir *lui*-même son cadrage : plein écran (quitte à perdre un peu d'image en haut et en bas), ou avec des bandes noires sur les côtés. Il pourra même s'il le désire, sur les futurs téléviseurs Thomson, « jeter un œil » simultanément sur trois autres programmes, dans trois petits carrés à côté de l'image principale.



Le nouveau téléviseur Thomson 1250 L.

Elimination du scintillement

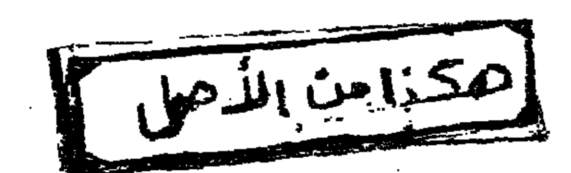
Mais ce n'est pas la seule nouveauté de ces matériels, que préparent Thomson, Philips, Nokia ou les constructeurs japonais. Ils seront aussi capables de recevoir *plusieurs normes de télévision*, qu'il s'agisse de PAL, SECAM ou NTSC actuels ou de la nouvelle norme retenue par les chaînes satellitaires, le D2 MAC Paquet. Et leur son sera bien sûr stéréo.

Enfin, certains de ces téléviseurs seront munis de mémoires permettant de doubler artificiellement le nombre de lignes affichées (1 250 au lieu des 625 actuelles) en combinant une image et sa précédente, ce qui élimine par exemple le scintillement. A terme, quand la télévision haute définition sera devenue réalité, ces téléviseurs pourront ainsi s'y adapter en ajoutant un boîtier approprié.

Dans un premier temps, ces téléviseurs de haut de gamme resteront chers : Thomson annonce ainsi un prix de 30 000 francs pour son modèle lancé à l'automne. Mais les constructeurs comptent néanmoins sur ce progrès technologique pour accélérer le renouvellement du parc. Reste un problème à résoudre : celui des systèmes de contrôle d'accès, qui seront nécessaires pour décrypter les chaînes à péage comme Canal Enfants, Canal Plus ou Sports 2/3, diffusées par TDF 1.

En l'absence actuelle de normalisation européenne, ces dispositifs ne seront pas intégrés dans la première génération de nouveaux téléviseurs, obligeant à adjoindre un décodeur pour les abonnés.

M. C. I.



THÉATRE

Minna des Lumières

Claude Yersin signe avec « Minna von Barnhelm » de Lessing un spectacle où la culture germanique brille de tout son éclat

« Moi aussi, je voulais pour une fois être heureux, comme les autres gens, mais cela ne m'a pas réussi. » Lessing écrit cette phrase à un ami en 1777. Un fils à peine né vient de mourir et sa femme, il le sait, va le suivre. Il l'a épousée il y a un an, après de longues fiançailles qui ont duré cinq ans, et toute sa vie Lessing a tiré le diable par la queue. Et cet homme qui n'a pas été heureux écrit en 1764 la comédie du bonheur *Minna von Barnhelm*.

C'est une comédie bourgeoise certainement, mais habitée d'une pensée ample qui marie le bonheur individuel avec un message de tolérance, de progrès, de réconciliation entre les peuples. Lessing écrit *Minna* alors que la guerre de Sept Ans vient tout juste de s'achever. *« Ne peut-on être sérieux même en riant ? Le rire nous garde plus raisonnables que la mauvaise humeur »*, fait-il dire à Minna.

Ses idées, il les fait passer en racontant simplement une histoire d'amour dans une auberge où vivent et se croisent des figures pittoresques. *Minna* fut saluée comme la pièce fondatrice du répertoire allemand. Telheim, jeune major de l'armée prussienne, est blessé au bras, ruiné dans son honneur et sa fortune. Chargé de prélever une taxe de guerre en Saxe, mais ému par la pauvreté du peuple, il a avancé une partie du tribut sur ses fonds personnels. On l'accuse de compromissions. Il est fiancé à une riche héritière saxonne, Minna. Sans nouvelles de lui, celle-ci part à sa recherche et fait halte en compagnie de sa suivante dans la même auberge berlinoise.

Et la pièce de Lessing commence ici. Le major fuit Minna (il ne s'estime plus digne d'elle) qui le poursuit. Leurs joutes oratoires sont des bijoux de dialectique. On y parle de pitié, d'honneur et d'amour. Le dénouement – heureux, bien sûr – est souligné avec malice et légèreté par Claude Yersin : des pétales de roses tombent des cintres sur la tête des deux époux réunis. Son spectacle est magnifique, le temps y passe avec légèreté.

Tout marche à l'unisson de la belle traduction de François Rey. Le décor de Charles Marty : de hauts murs solennels, lisses, très prussiens, vire selon les lumières du vert-de-gris au vert amande. La musique enjouée revient comme un *leitmotiv*.

Les personnages sont tous justes. Le pari – réussi – de Claude Yersin est d'avoir confié les rôles principaux, écrasants, à de jeunes comédiens. Celui du major, très difficile, va à Alain Lenglet, qui ne joue ni la raideur du soldat ni la fadeur d'un amant meurtri, mais la fatigue, l'usure d'un homme. Géraldine Bourgue (Minna) et Isabelle Candelier (Franzika) apportent avec elles une fraîcheur formidable et une belle intelligence du texte : elles sont vives, enjouées tout en se posant gravement toutes les questions du monde.

Le metteur en scène redouble la fin heureuse de Lessing par une image : Just, le domestique du major (Didier Kerckkaert), s'avance vers le public, cerné d'un faisceau de lumière, dans son pauvre costume. Il a un geste comme s'il allait parler. Ce sera pour plus tard. Derrière lui se profile l'ombre du brave soldat Chveik... On a peu l'occasion en France d'entendre Lessing. Ne manquez pas celle-ci. Créée au Nouveau Théâtre d'Angers, la pièce se joue à l'Orangerie de Sceaux, un beau cadre dix-huitième pour une pièce du Siècle des lumières.

ODILE QUIROT

▶ Jusqu'au 7 avril. Orangerie de Sceaux, 20 h 30. Une coproduction avec les Gémeaux à Sceaux. Tél. : 46-60-05-64.

Le rayonnement de Sénèque

Suite de la première page

Et, sur un autre registre que Jany Gastaldi, plus tellurique, plus incarné, mais tout aussi réfléchi et noble, Evelyne Istriza n'a presque pas sa pareille pour conduire l'énergie nerveuse de ces grands textes antiques, elle l'a encore montré en jouant récemment deux œuvres d'Euripide, *Electre, Hécube*.

La distribution est complétée par Bruno Sermonne (Thésée), Alain Mace (le Chœur), tous deux parfaits, et par Michaël Kraft (Hippolyte), excellent aussi mais plus simple, puisqu'ainsi est le rôle.

Le spectacle est de toute beauté. Il a lieu non pas dans une cave, mais dans de vraies profondeurs creusées sous l'édifice du théâtre. Et cet enfouissement ne se sent pas, nous avons bien plutôt la sensation de nous trouver dans une caverne assiégée de toutes parts par la mer et par le soleil, d'être dans un palais aussi : pilastres, sol d'argile, profondeur des espaces, baies lointaines. Flèches de lumière. Diffusion nacrée des nuits.

Les costumes vont de soi, juste de quoi se couvrir, c'est une île, c'est l'été. Daisy Amias a su imaginer avec un art sûr les élans, les distances, les étreintes, et l'alliance de rude et de style que demande Phèdre quand elle se poignarde, et Thésée dans cette inimaginable scène où il tente de reconstituer, avec des fragments épars, le corps de son fils (et là aussi Artaud a le mot juste quand il dit que chez Sénèque il *« sent crépiter de la plus atroce manière le bouillonnement transparent des forces du chaos »*.

Les spectateurs, intérêt complémentaire, pourront découvrir au fur et à mesure les évidents emprunts que Racine a faits à Sénèque, pour écrire sa propre *Phèdre*, c'est au point que vous vous demanderez pourquoi, tant qu'il y était, Racine n'a pas raflé tout, toutes les beautés, pourquoi il en a négligé quand même quelques-unes, par exemple lorsque Sénèque fait dire à Thésée, apprenant la mort de son fils : *« Je ne pleure pas parce que je l'ai tué, mais parce que je l'ai perdu. »*

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Gérard-Philipe, à Saint-Denis. Tél. 42-43-17-17.



MONIQUE RUBINEL/ENGUERAND

Jany Gastaldi dans Phèdre

Les bonnes graines de Théâtre ouvert

Pendant trois semaines, soixante acteurs et metteurs en scène jouent les défricheurs, en compagnie de trois jeunes auteurs. C'est à Théâtre ouvert, bien sûr.

Ils ont tous trois entre trente et quarante ans, ils ont déjà beaucoup écrit mais sont encore peu connus : c'est le premier point commun entre Eugène Durif, Jean-Luc Lagarce et Armando Llamas. Le second, c'est de se retrouver réunis à Théâtre Ouvert, où Lucien et Micheline Attoun proposent une semaine qui tient de la visite guidée et de la mise à l'épreuve de leur écriture. L'aventure est peu ordinaire, fidèle à l'esprit qui préside depuis vingt ans à leur entreprise : *« Irriguer, essaimer*, résume Micheline Attoun. *Aider les jeunes auteurs, de la lecture d'un manuscrit à son aboutissement scénique, car la lecture ne doit pas devenir l'alibi de la création contemporaine. »*

Depuis un certain temps, déjà, Théâtre ouvert suit le travail des trois auteurs. Théâtre ouvert a joué pour eux, comme hier pour Koltès, Grumberg ou Vinaver, le rôle de conseiller littéraire, d'entremetteur (en présentant Durif à Hourdin, Llamas à Lavelli), de producteur (Lagarce a joué cette saison sa pièce *Music-Hall*) et d'éditeur (1). Cette fois, Théâtre ouvert a fait venir des metteurs en scène comme Lavelli, Adrien, et une pléiade d'acteurs (Marief Guittier, Nini Crépon, Maïté Nahyr, Patrick Pineau...). Ils se retrouveront pour des « mises en voix », des lectures. La mise en espace est l'étape suivante : Hans Peter Cloos l'assume pour *Derniers remords avant l'oubli*, de Lagarce (c'est la première fois qu'il aborde un texte français contemporain), le Théâtre de la chrysalide, à Lyon, présente *l'Arbre de Jonas*, de Durif, dont il prépare la production, et Michel Didym, *Lisbeth est complètement pétée*, de Llamas.

« Si des spectacles peuvent naître ici et grandir ailleurs, c'est bien », dit Lucien Attoun, qui ne renonce pas pour autant à produire. Mais il tient, avant tout, à son *« utopie difficile et peu rentable »* qui consiste à jouer au défricheur, à l'accoucheur des grands auteurs de demain. Aussi Théâtre ouvert, bien que devenu centre dramartique national, tire le diable par la queue. D'autant qu'il ne bénéficie pas d'un soutien important de la ville ni de la région.

On lui reporoche parfois son côté un peu confidentiel, familial presque. Mais peut-il en être autrement dès lors qu'on y décline une écriture contemporaine, en assumant, bien sûr, ses tâtonnements.

ODILE QUIROT

(1) Parution dans la collection « Tapuscrits » de Théâtre ouvert de *Derniers remords avant l'oubli*, de Lagarce ; *l'Arbre de Jonas*, de Durif ; *Lisbeth est complètement pétée* et *Meurtre de la princesse juive*, de Llamas. A lire aussi : *Trois auteurs, trois parcours*, le journal de Théâtre ouvert.

▶ *Trois auteurs, trois parcours*. Jusqu'au 31 mars. Théâtre ouvert/Jardin d'hiver. 42-62-59-49.

« Français, encore un effort... si vous voulez être républicains »

Un texte de Sade, au Théâtre de l'Athénée

Quand meurt la lumière, le noir paraît soudain plus noir que la nuit... Cela tient sans doute à l'exiguïté de la très petite salle Christian-Bérard (une des plus étranges de Paris). Son intimité est faite pour Sade. Il y est enfermé et comme contenu. Il ne fait jamais noir à ce point dans les théâtres. Les veilleuses veillent toujours trop. Or, d'un coup, comme une statue adossée, massivement semblable au profil pierreux que Man Ray en a fait, apparaît un corps de Sade en pied (le comédien François Clavier), démesuré dans la nuit de l'intimité du théâtre qui le contient, un corps en pied plus grand que nature. Il paraît immense, énorme, on ne s'y habitue pas. A chaque changement de pose que fixent les éclairages, la même stupeur.

Sade dit son texte que Clavier a appris par cœur. On peut donc avoir l'idée d'apprendre par cœur – non pas comme un discours, mais comme une profération : *Français, encore un effort... si vous voulez être républicains*, de Donadieu-Alphonse-François de Sade. Ce texte bref pousse la raison à son excès. Ce n'est pas le texte d'un fou (cela nous arrangerait de le croire). Ce n'est pas l'élucubration d'un monstre (comme une sage tradition nous invite à le penser). Ce n'est pas un texte comme un autre. C'est un texte de raison. Donc, un texte d'excès.

Sade n'a jamais cherché le paradoxe ni la provocation. Il s'aventure simplement au bout de la pensée, et cela fait mal. Il traque jusqu'à son aboutissement la loi de la nature, celle de la raison et celle du jugement. Son seul vœu est de contribuer au progrès des lumières. Et c'est insoutenable. Sans prendre la moindre pose, *Français encore un effort... si vous voulez devenir républicains* est un texte insoutenable. Il peut cependant se soutenir comme la plus implacable des thèses.

Sans doute, le sommeil de la raison enfante-t-il des monstres (Goya). Mais son insomnie hagarde aussi ! Car ce n'est pas d'éveil de la raison qu'il est question chez Sade, ni de veille du raisonnement, encore moins de veilleuse. C'est d'insomnie et d'excitation, ce moment où la raison tendue à mort s'exerce dans une volupté qui semble ne plus devoir cesser. Cette insomnie de l'intelligence a des allures pathétiques de mauvais voyage. Elle s'effectue dans un luxe de rigueur qui confond. Et c'est ce qui effraie.

François Clavier dit le texte à voix haute. Il le dramatise. Il ne le porte jamais au feu de l'hystérie. Et c'est bien. Son épreuve ne se conçoit pas hors de l'intimité d'une très petite salle. Et c'est mieux. On perd à cette profération la froideur glaçante du calcul de Sade, sa raison écrite. On y gagne ceci, d'inestimable, qu'on entend le texte dans son éclat insoutenable, cette violence. Donc, si un a pu penser cela, la mort absolue des religions et de l'esprit religieux (soit !), mais aussi la communauté entière des hommes et des femmes pour la République (pourquoi pas ?), et donc, oui, donc, de ce fait, la débauche, l'excès, la désuète sodomie ou l'inceste par pur plaisir du possible ; si un a pu pousser son imagination au désordre de cette pensée, c'est que d'autres le peuvent et, de proche en proche, tous. Là est le scandale de l'écriture illimitée de Sade, et un comédien nous le donne à entendre. Avec une énorme qualité d'entendement. Avec profusion.

Plus : le partipris de mise en scène (Charles Tordjman) de dédoubler le corps et la voix du comédien, de faire intervenir en sosie le corps en transparence d'un musicien (Jean-Louis Chautemps au saxophone ténor) parasite, ouvre ou délie le discours du comédien. La musique est ce qui casse et qui inquiète. Quelle voix sous la voix ? Qu'est-ce qu'une intelligence emmurée, à ciel fermé ? On y songe à peine. Comme on a à peine le temps de songer aux rires étouffés (féminins) qui ponctuent parfois l'excès du texte de Sade (Bataille). Ce texte fait peur, et un comédien à qui il fait peur aussi nous le donne à entendre.

FRANCIS MARMANDE

▶ Donadieu-Alphonse-François de Sade, *Français, encore un effort... si vous voulez être républicains*, Paris, Fourbis, 62 pages, 54 F. Athénée, salle Christian-Bérard Tél. 47-42-67-27.

ART

Francisco el de los toros

Goya, passionné de tauromachie, signait ainsi certaines de ses lettres. Les œuvres qu'il a consacrées à cette passion sont exposées à Arles.

Pour la première fois, voici regroupée, à Arles, la quasi-totalité de l'œuvre tauromachique de Francisco Goya. Treize peintures (sur toile, bois et fer-blanc), dix dessins, trente estampes (eaux-fortes et lithographies), sept cuivres, quatre lettres originales et trois lettres fac-similés venus de toute l'Europe et réunis par M. Pierre Gassier commissaire général de l'exposition « Goya, toros y toreros » (1).

La pièce maîtresse de cette superbe et pathétique balade sur les bords du Rhône est *la Suerte de varas* (l'épreuve des piques), peinte en 1824 à Paris par Goya, quatre ans avant sa mort, pour son ami Joaquín Maria Ferrer. Exceptionnellement prêtée par son propriétaire suisse, cette toile n'a jamais été exposée depuis 1900. Solitude du picador et de ses aides, côté ombre de l'arène, qui affrontent le fauve, côté soleil, sous le regard des spectateurs apeurés, se serrant les uns contre les autres.

Ses célèbres lithographies, appelées *« Taureaux de Bordeaux »*, sont au grand complet, puisque les quatre planches de la série sont accompagnées d'une cinquième épreuve unique, prêtée par le Musée des beaux-arts de Bordeaux. On remarquera aussi le cuivre *El famoso estudiante de Falces*. Falces, petite ville de Navarre, est passée à la postérité grâce à cet étudiant en droit qui enthousiasma Goya par les « tours » qu'il jouait aux taureaux. Le peintre a représenté le jeune homme couvert d'un chapeau et enveloppé dans une large pèlerine, le visage caché, secret et mystérieux comme un personnage d'Eugène Sue. Presque un fantôme qui « feinte » le diable cornu qui veut le frapper.

Goya a posé sur la tauromachie un vrai regard d'aficionado. On dit qu'il signait certaines de ses lettres *« Francisco el de los toros »*. A-t-il toréé ? Il s'est représenté en 1779, vêtu du costume des toreros face à un fauve menaçant dans la célèbre toile *la Novillada*. Il a également été l'ami des plus grands matadors de son époque : « Pepe Hillo », Pedro Romero et Costillares, et les jours de corrida on le voyait *« cape en bandoulière et l'épée sous le bras »*. Sans doute l'artiste a-t-il, comme tous les jeunes Ibériques, *« couru »* les taureaux et, l'âge aidant, il a traduit sa passion, et ses fantasmes, par quelques rodomontades. N'est-ce pas, en effet, son cher ami Moration qui écrit en 1825 : *« Goya dit qu'il a toréé dans son temps et qu'il ne craint personne, l'épée à la main. Dans deux mois, il aura quatre-vingts ans... »*

JEAN PERRIN

(1) La célèbre féria pascale d'Arles, qui aura lieu du 14 au 16 avril prochains, rendra hommage à Goya en organisant une corrida « goyesca ». Les toreros seront vêtus comme à l'époque de l'artiste et l'arène sera décorée de guirlandes.

▶ « Goya, toros y toreros ». Espace Van Gogh-Arles. Jusqu'au mardi 5 juin.

DANSE

Van Gogh : un alibi pour danser

Les Tournesols, de Dominique Petit, est une pièce qui se soucie comme d'une guigne de Van Gogh et de sa légende. Ou bien, alors, le chorégraphe n'en a retenu, ce en quoi il a eu raison, que le désir trop vif que l'artiste avait de vivre à tout prix.

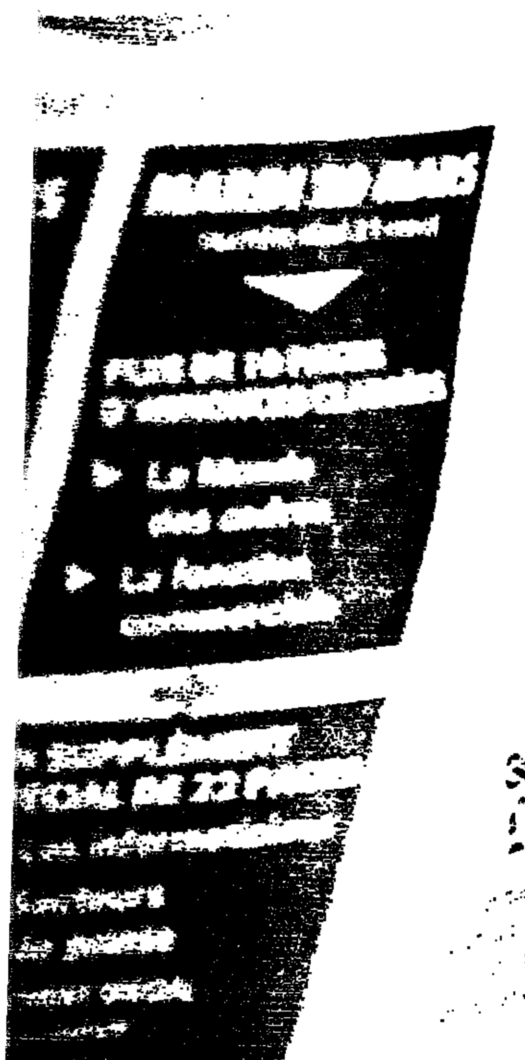
Quand la salle se remplit, les six danseurs – tous de sexe masculin – sont déjà sur scène, en costume de ville. Un seul porte une cravate. Elle est rouge. Solos, duos, trios, compositions en groupe se succèdent sans répit et en silence. La bande son ne sert qu'à amplifier quelques claquements de mains ou de doigts. Au début, on tente de discerner à travers ces différents personnages ce qui pourrait être une des facettes du caractère de Vincent Van Gogh. Mais on ne s'attarde pas longtemps à chercher, comprenant rapidement que cette chorégraphie est une apologie du plaisir de danser pour danser. Et rien d'autre.

Quand la musique arrive, elle est fort rythmée : percussions, paso doble et tangos. Les danseurs se cherchent du regard, se provoquent en duels virtuoses, à la fois virils et sensuels. Physiques, très physiques, ils finissent par l'être trop, la jouissance du mouvement n'arrive pas à dissimuler l'absence réelle de propos.

Mais le piège est bien tendu. Dominique Petit, il est vrai, ne manque pas de métier depuis quinze ans qu'il est sur les planches. Il débuta en France avec Carolyn Carlson, puis dirigea pendant plusieurs années une compagnie avec Caroline Marcadé avant de former sa propre troupe. Toujours excellent, danseurs ses interprètes sont à sa hauteur. Cela dit, ce plaisant détournement de Van Gogh aurait gagné à se terminer sur les mouvements circulaires qu'effectue avec sa tête le très élégant Nasser Martin Gousset, à la manière d'un cheval emballé après une course débridée : ses mèches rousses brillaient dans la lumière des projecteurs comme les fameuses fleurs du tableau... *« Coupez ! »*, a-t-on envie de dire. Les solos de bon niveau qui viennent après cette séquence sont hors sujet. Ils ont soudain l'air de vouloir nous parler de Van Gogh. Trop tard !

DOMINIQUE FRÉTARD

▶ *Les tournesols* de Dominique Petit font partie d'un cycle de danse qui a lieu en ce moment à Beaubourg, intitulé « Danse au Centre », dix chorégraphies des années 80. *Prochain spectacle* : Charles Créa-Ange, les 17 et 19 mars, à 20 h 30 ; le 18, à 16 heures.



AGENDA

CINÉMA

SAMEDI 17 – DIMANCHE 18 MARS

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Hommage à Masaki Kobayashi : Quelque part sous le ciel immense (1954, v.o. traduction simultanée), de Masaki Kobayashi, 15 h ; Hommage à Masaki Kobayashi : l'Automne embrasé (1978, v.o. traduction simultanée), de Masaki Kobayashi, 17 h ; Nicholas Ray : films rares : la Forêt interdite (1958, v.o.), de Nicholas Ray, 19 h 30 ; Nicholas Ray : films rares : les Dents du diable (1960, v.o. s.t.f.), de Nicholas Ray, 21 h 15.

DIMANCHE

Warren Sonbert présente : Friendly Witness (1989), de Warren Sonbert ; A Woman's Touch (1983, v.o.), de Warren Sonbert, 15 h ; Warren Sonbert présente : Rude Awakening (1957), de Warren Sonbert ; The Bad and the Beautiful (1967), de Warren Sonbert, 17 h ; Nicholas Ray : films rares : We Can't go home again (1971-1973, v.o.), de Nicholas Ray, 19 h ; *Nicholas Ray : films rares* : Tuesday in november (1945, v.o.), de John Houseman, Nicholas Ray, John Berry, John Hubley ; Rêves humides (1974, v.o.), de Nicholas Ray ; The High Green Wall (1954, v.o.), de Nicholas Ray, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI

Cinéma du réel : Seven Scenes of plenty (1988, v.o. s.t.f. -en compétition), de Michael Mascha ; Warlord of Kayan (1989, v.o. traduction simultanée -en compétition), de Jeff B. Harmon, 14 h 30 ; Gogito ergo sum (1989, v.o. s.t. anglais), de Linn Tropp ; Home on the range (1989, v.o. traduction simultanée -en compétion), d'Adam Jonas Horowitz, 17 h 30 ; Palmarès, 20 h ; Livsstrak (1989, v.o. s.t.f.), de Yiva Julen et *Staffan Julen, 20 h 30 ; Cinéma du réel* : Near Death (1989, v.o. traduction simultanée -séances spéciale), de Frederick Wiseman, 13 h 30 ; Film primé, 20 h 30 ; Cinéma du réel : Pedras da saudade (1989), de Philippe Costantini, 15 h ; Gosses de Rio (1990, v.o. s.t.f. – en compétition), de Thierry Michel : Un soleil entre deux nuages , v.f.), de Marquise Lepage, 18 h : A l'ombre du château (1988), de Virginie Herbin et Patrick Meunier ; le Reflet de la vie (1989), d'Eliane de Latour, 21 h ; Cinéma du réel : Sehnsucht nach Sodom (1989, v.o. s.t.f. -en compétition), de Kurt Raab, Hanno Baethe, Hans Hirschmüller ; Chante ! (1989), de Michel Sallandre, 14 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Recsk (1950-1953, v.o. s.t. anglais, traduction simultanée - séance spéciale), 14 h 30 ; Periodes met zon (1989), de Ruud Monster, 20 h 30 ; Cinéma du réel : Film primé, 14 h ; Film primé, 17 h ; Porog (1988, v.o. traduction simulténée -spéciale dernière), de Rollan Serguienko, 21 h ; Cinéma du réel : Melhoune (1989), d'Izza Genini ; les Mémoires de Bindute Da (1988), de Michèle Fiéloux, Jacques Lombard, 15 h ; Film primé, 18 h ; Agni -Feu -Fire (1989), de Viswanadhan, 20 h ; Cinéma du réel : Marseille de père en fils (1989), de Jean-Louis Comolli, 14 h ; Marseille de père en fils (1989), de Jean-Louis Comolli, 18 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles

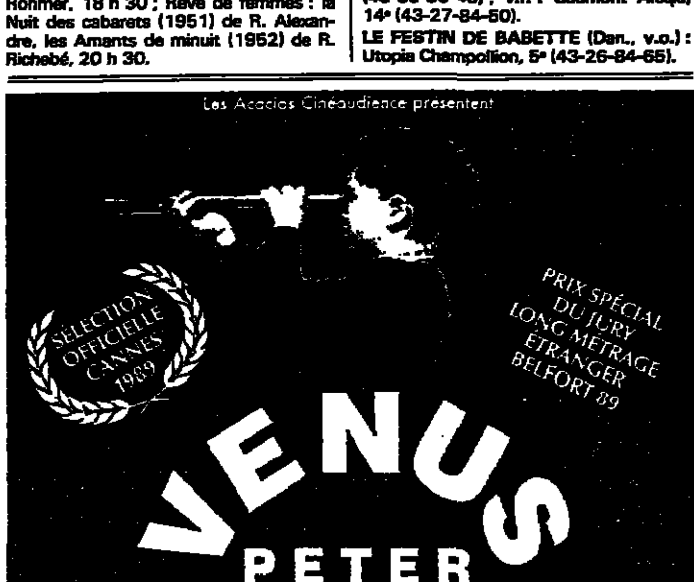
(40-26-34-30)

SAMEDI

La Parisienne : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Femmes du monde : Actualités Gaumont, la Règle du jeu (1939) de Jean Renoir, 14 h 30 ; Portraits de femmes : Actualités Gaumont, Damia (1989) de Juliet Berto, 16 h 30 ; Maîtresses Femmes : la Boulangère de Monceau (1962) d'Eric Rohmer, le Festin de Babette (1986-1987) de Gabriel Axel, 18 h 30 ; Filles des rues : Portraits -la Rémouleuse (1986) d'Alain Cavalier, Faubourg Montmartre (1931) de Raymond Bernard, 20 h 30.

DIMANCHE

La Parisienne : Filles des rues : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, Vivre sa vie (1962) de Jean-Luc Godard, 14 h 30 ; Femmes du monde : Publicité Samaritaine, Bande annonce : les Nuits de la pleine lune (1984) d'Eric Rohmer, l'Amour l'après-midi (1972) d'Eric Rohmer, 16 h 30 ; Rêve de femmes : Elle (1989) de Pierre Desfons, les Nuits de la pleine lune (1984) d'Eric Rohmer, 18 h 30 ; Rêve de femmes : la Nuit des cabarets (1951) de R. Alexandre, les Amants de minuit (1952) de R. Richebé, 20 h 30.



LES EXCLUSIVITÉS

ADIEU AU FAUX PARADIS (All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE BAL DU GOUVERNEUR (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95).

LA BAULE - LES PINS (Fr.) : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

BRÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

CARNET DE NOTES SUR VÊTEMENTS ET VILLES (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE CHAMPIGNON DES CARPATHES (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet *Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e* (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (*) (Fr.-Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

DÉLIT DE FUITES (Sov., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ENTRE CIEL ET TERRE (A., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

ERREUR DE JEUNESSE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ET LA LUMIÈRE FUT (Fr.-All.-It.) : Latina, 4e. (42-78-47-86) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LE FANTOME DE L'OPÉRA (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

ALWAYS. Film américain de Steven Spielberg, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

BERLIN JÉRUSALEM. Film franco-israélien d'Amos Gitai, v.o. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR. Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE. Film polonais de Krzysztof Kieslowski, v.o. : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES. Film britannique de Thom Eberhardt, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

LA FÊTE DES PÈRES. Film français de Joy Fleury : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA FILLE DES COLLINES. Film français de Robin Davis : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé *Marignan-Concorde*, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18e (45-22-47-94).

POURQUOI BOHDI-DHARMA EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ? Film coréen de Bae Yong-Kyun, v.o. : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

UN HÉROS COMME TANT D'AUTRES. Film américain de Norman Jewison, v.o. : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) : v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé *Montparnasse, 14e (43-20-12-06)* ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

VENUS PETER. Film britannique de Ian Sellar, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE VISITEUR DU MUSÉE. Film soviétique de Constantin Lopouchanski, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

HAITIAN CORNER (haïtien, v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES (tchèque, v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

JOHANNA ET LA SORCIÈRE (Autr., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

MAMAN (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MERY POUR TOUJOURS (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

MILOU EN MAI (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

MON PÈRE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MONSIEUR (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MORTU NEGA (bissauguinéen, v.o.) : UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Champs-Elysées, *8e* (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

NÉ UN 4 JUILLET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

NÉS DES ÉTOILES (Jap., v.f.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

NIKITA (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-*Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille*, 11e (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NOCE BLANCHE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

NOCTURNE INDIEN (Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Triomphe, 8e (45-74-93-50).

NOUS NE SOMMES PAS DES ANGES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) ; Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

THÉATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

ABOLI BIBELOT : LE MONDE EST ROND. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, lundi), 20 h 30 ; dim., 17 h (14).

LES PIERRES DE CALAMITE. Cartoucherie, Atelier du Chaudron (43-28-97-04) (dim. soir, lun., mar.), 20 h 30 ; dim., 16 h (14).

MADAME L'ABBÉ DE CHOISY. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim., 17 h (14).

NAITRE COUPABLE, NAITRE VICTIME. Atalante (46-06-11-90) (dim. soir, mar.), 20 h 30 ; dim., 17 h (14).

LA BONNE AME DE SET-CHOUAN. Gennevilliers. Théâtre de Gennevilliers (47-93-26-30) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim. 17 h (14).

GREEK (A LA GRECQUE). Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) (dim. soir, lun., jeu.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (14).

JOKO FÊTE SON ANNIVERSAIRE. Théâtre national de l'Odéon (43-25-70-32) (lun.), 18 h 30 (15).

MINNA VON BARNHELM. Sceaux. Orangerie de Sceaux (46-61-36-67) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 17 h (15).

NARCISSE OU L'AMANT DE LUI-MÊME. AUGUSTINE DE... Théâtre du Tambour-Royal (48-06-72-34) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 15 h 30 (15).

CE QUE VOIT FOX (« FALL »). Théâtre Hébertot (43-87-23-23) (dim. soir, lun.), 21 h ; dim., 15 h (15).

ENCORE UNE HEURE SI COURTE. Pavillons-sous-Bois. Espace des arts (48-48-10-30) (ven. et sam.), 20 h 30 ; dim., 15 h (16).

LA PARISIENNE. Salle Valhubert (45-84-30-60) : ven., sam. et mar., 20 h 45 ; sam. et dim., 15 h (16).

LE MALADE IMAGINAIRE. Châtelet. Théâtre musical de Paris (40-28-28-40) : (dim. soir, lun.), 20 h ; dim., 14 h 30 (17).

L'ÉCOLE DES FEMMES. Ivry-sur-Seine. Théâtre d'Ivry (46-70-21-55) (dim. soir, lun.), 20 h 30 ; dim., 16 h (20).

CABARET BERLIOZ OU LA VIE PRIVÉE D'UN ROMANTIQUE. Théâtre Montorgueil (42-33-80-78) (dim., lun.), 20 h 30 (20).

L'AMANT ET PREMIÈRE NUIT. T.L.D. Les Déchargeurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 20 h 45 ; dim., 17 h (20).

LES PROPHÉTIES DE CASSANDRE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69). La Resserre (dim. soir, lun.), 20 h 30 (20).

RUY BLAS. Sartrouville. Espace Gérard-Philipe (39-14-23-77) (dim. soir), 16 h et 21 h (20).

LENZ. La Vieille-Grille (47-07-22-11) (dim. soir, lun.), 22 h 30 (20).

LETTRES AUX ACTEURS. Beaunord-Centre Wallonie-Bruxelles (42-71-26-16) (dim. soir, lun.), 20 h 30 (20).

CONCERTS

ÉGLISE DES BILLETTES (42-46-06-37). Pierre Trocellier. 10 h, dim. Orgue. Œuvres de Frescobaldi, Bœhm.
Florence Malgoire, Aline Zylberajch, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, dim. Violon, clavecin. Œuvres de Bach. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens.

ÉGLISE SAINT-GERVAIS. Ensemble vocal Cori Spezzati. 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, dim. Dir. Olivier Opdebeeck. Œuvres de Lotti. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Camerata de Paris. 20 h 30, sam. Florilège du Moyen Age au baroque. Tél. loc. : 42-33-43-00.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE. Ensemble Stringendo. 20 h 30, sam., mar. Dir. Jean Thorel. Chorale Arioso, dir. Huguette Calmel. Requiem de Mozart. Tél. loc. : 45-23-18-25.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42). Musiques tziganes, 20 h 30, sam., 17 h, dim. Musiques d'Istanbul.

MUSÉE CARNAVALET (42-72-21-13). Académie Sainte-Cécile, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, dim. Œuvres de Castello, Purcell, Mozart. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens. Pelletier de Saint-Fargeau.
The Locke Consort. 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, dim. Musique baroque. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens. Salle Boucher.
Françoise Johannel. 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, dim. Harpe ancienne. Œuvres de Frescobaldi, Ortiz. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens.
Claire Giardelli, Daniel Salzer. 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, dim. Cello, pianoforte. Œuvres de Beethoven, Wölfel. Dans le cadre de la journée d'ouverture du Festival des instruments anciens. Pelletier de Saint-Fargeau.

SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Ensemble d'archets européen. Les 17, 20, 22, 24, 27, 29, 31 mars, 3, 7, 9, 11, 13, 15, 16, 18, 21, 26, 28 avril. 21 h, sam. Dir. Erick Fejeau. Mari Yasuda ou Philippe Aïche (violons). Œuvres de Vivaldi. Mozart. Tél. loc. : 46-61-55-41.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). Concerts Lamoureux. 17 h 45, dim. Dir. Jean-Louis Forestier. Thierry Caens (trp). Œuvres de Haendel, Hummel, Haydn, Ravel.

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Gerhard Oppitz. 11 h, dim. Piano. Œuvres de Beethoven, Liszt.

THÉATRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Hariprasad Chaurasia. 18 h 30, sam. flûte bansuri, Zakir Hussain (tabla), C. Ledoux (tambura). Musique de l'Inde du Nord.
N. Ramani. 20 h 45, dim. Flûte, S.-D. Sridhar (vl), Srimushnam V. Raja Rao (mridangam), E.-M. SubraManiam (ghatam). Musique de l'Inde du Sud.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-33-58-37). Luis Rizzo. 18 h, sam. Guit., Michel Sadanowski (guit.). Musiques latino-américaines.

CHATELET Théâtre musical de Paris. (40-28-28-40). *Le Malade imaginaire.* Les 17, 18, 21, 22, 23, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 31 *mars*, 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8 *avril*. 20 h sam. 14 h 30 dim.
Comédie de Molière, musique de Charpentier. Mise en scène Jean-Marie Villégier, Christophe Galland. Chor. Francine Lancelot, Andrea Francalanci. Les Arts florissants, dir. William Christie. Ensembles Clément-Janequin, Ris et Danceries. Avec Jean Dautremay, Nelly Borgeaud, Isabelle Desrochers, Denis Léger-Milhau, Christine Murillo (comédiens), Monique Zanetti, Claire Brua, Noémi Rime, Howard Crook, Jean-François Gardeil, Bernard Deletré (chanteurs).

OPÉRA DE LA BASTILLE (40-01-16-16). Les Troyens. Les 17, 24, 31 mars, 7 avril. 18 h sam.
Opéra de Berlioz, version intégrale. Mise en scène Pier-Luigi Pizzi. Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, dir. Myung-Whun Chung. Avec Grace Bumbry (soprano), Colette Alliot-Lugaz, Shirley Verrett (mezzo-sopranos), Gary Bachlund, George Gray, Donal Kaasch, Kjell Magnus Sandve (ténors), Nadine Denize (contralto).

OPÉRA-COMIQUE. Salle Favart (42-86-88-83). Idoménée. Les 8, 10, 13, 15, 17, 18, 20 mars. 19 h 30 sam. 18 h dim.
Opéra de Mozart. Mise en scène Simone Amouyal. Orchestre d'Auvergne, dir. Jean-Jacques Kantorow. Avec David Rendall, Brigitte Desnoues, Michèle Lagrange, Danièle Borst.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). Le Prince Igor. Les 7, 9, 10, 11, 13, 15, 16, 17 mars. 19 h 30 sam.
Opéra de Borodine. Mise en scène Laco Adamik. Chor. Henryk Konwinski. Orchestre et chœur de l'Opéra de Varsovie, dir. Robert Satanowski. Théâtre polonais de la danse, ballet de Poznan, dir. Eva Wycichowska. Avec Roman Majboroda, Bronislaw Pekowski, Vitali Temichev (barytons), Larissa Szewchenko, Barbara Zagorzanka (sopranos), Alexis Stieblanko, Stanislav Kowalski, Kaludi Kaludov (ténors).

THÉATRE PARIS PLAINE (40-43-01-82). Pimpinone 20 h 30, ven., sam., mar. 17 h dim.
Opéra bouffe de Telemann. Mise en scène Jean-Marie Lehec. Dir. Mus. Vladimir Kojoukharov. Isabelle Poulenard (soprano), Philippe Cantor (baryton), Jérôme Chappatte, Véronique Choquet, Vincent Winterhalter (comédiens), Ensemble baroque Variations.

THÉATRE DU RANELAGH (42-88-64-44). La Flûte enchantée. Les 8, 11, 14, 17, 18, 20, 24 mars. 20 h 30 sam. 15 h 30 sam.
Opéra de Mozart. Par les marionnettes de Salzbourg.
La Chauve-souris. Les 9, 13, 17, 18, 24 mars. 20 h 30 sam. 15 h 30 dim.
Opéra de Johann Strauss. Par les marionnettes de Salzbourg.

RÉGION PARISIENNE

CERGY-PONTOISE (THÉATRE QUATRE VINGT QUINZE) (30-38-11-99). Le Crayon : 21 h.

LE RAINCY (ESPACE JARDIN ANGLAIS) (43-81-54-15). Festival du rire : 20 h 30.

PAVILLON-SOUS-BOIS (ESPACE DES ARTS) (48-48-10-30). Encore une heure si courte : 20 h 30, dim. 15 h.

VINCENNES (INTERNATIONAL VISUAL THÉATRE) (43-65-63-63). Deaf-Pa, What ? Typiquement sourd, quoi ? : 16 h et 21 h.

PARIS EN VISITES

LUNDI 19 MARS

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures et 15 heures, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de Langlade).

« Les émaux limousins », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« La mosquée. Histoire de l'islam », 14 h 30, à l'entrée, place du Puits-de-l'Ermite (P.-Y. Jaslet).

« Le Louvre, du donjon à la Pyramide », 14 h 30, grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et castels).

« Le Louvre, Pyramide, crypte et nouvelles salles. Projets pour le Grand Louvre », 14 h 30, métro Palais-Royal, terre-plein central (E. Romann).

« L'Institut Pasteur », 14 h 30, 25, rue du Docteur-Roux (I. Hauller).

« Le Théâtre de l'Odéon, visite intégrale des cintres aux dessous », 14 h 30, hall d'entrée, place de l'Odéon (M. Hager).

« Autour du pont Neuf. Henri IV urbaniste », 14 h 30, statue Henri IV (Sauvegarde du Paris historique).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Le Musée Picasso. Picasso et la peinture du vingtième siècle », 14 h 45, entrée, 5, rue de Thorigny (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« La Défense et sa Grande Arche », 15 heures, hall du RER La Défense, sortie K, devant la pharmacie (Monuments historiques).

« Le mystère de Louis XVII au cimetière Sainte-Marguerite », 15 heures, 36, rue Saint-Bernard (Connaissance de Paris).

« Passages couverts de Paris. Collectionneurs et libraires célèbres », 15 heures, 31, rue du Faubourg-Montmartre (Tourisme culturel).

« La place Vendôme », 15 heures, place Vendôme, au pied de la colonne (Paris et son histoire).

« La peinture hollandaise », 19 h 30, « Le paysage dans la peinture flamande et hollandaise », 20 heures ; « *La Belle Jardinière* de Raphaël », 20 h 15, Musée du Louvre, espace « accueil des groupes ».

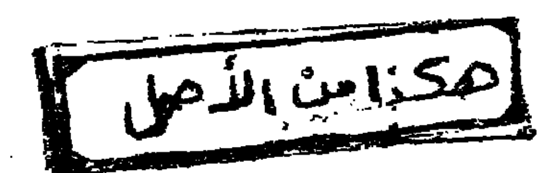
CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « L'Europe de la recherche et de la technologie », par Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie (Académie des sciences morales et politiques).

28, avenue George-V, 14 h 45 : « Champollion, une vie de lumière », par Jean Lacouture (Age d'or de France).

Salle Psyché, 15, rue J.-J.-Rousseau, 15 heures : « Méthode Coué et sophrologie », avec M.-A. Claisse et A. Dumas (USFIPES).

Centre Georges-Pompidou (petite salle), 21 heures : « La tribune des architectes : Bernard Tschumi », interrogé par A. Guiheux (Centre de création industrielle).



AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17 MARS A 0 HEURE TU

METEOROLOGIE NATIONALE

PRÉVISIONS POUR LE 19 MARS A 12 HEURES TU

METEOROLOGIE NATIONALE

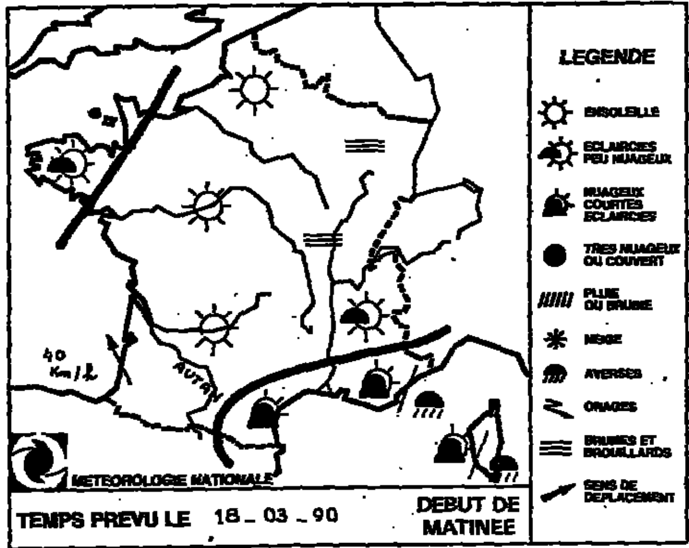
Evolution probable du temps en France entre le samedi 17 mars à 0 heure et le dimanche 18 mars à 24 heures.

Un anticyclone de 1040 HPA, centré sur l'Europe de l'Est nous protège des perturbations atlantiques. Il dirige sur le pays un courant de sud, chaud.

Dimanche : soleil et températures estivales.

Journée très nuageuse sur le pourtour méditerranéen et la Corse, où quelques ondées sont possibles dans l'après-midi. Un vent d'est à sud-est soufflera du golfe de Gênes au golfe du Lion, avec des pointes atteignant 60 à 70 km/h. Des nuages élevés voileront progressivement le soleil du Rhône-Alpes à l'Auvergne, puis de la Bourgogne, au nord-est et à la Champagne-Ardenne, après dissipation des quelques brouillards matinaux. Nuages et soleil alterneront de la Bretagne au Cotentin. Ailleurs, belle journée, bien ensoleillée. Un vent de sud-est sur les côtes atlantiques et le vent d'autan souffleront modérément.

A l'aube, les températures minimales seront de 2 à 7 degrés dans l'intérieur, 9 à 13 degrés près des côtes. Dans l'après-midi, les maximales atteindront 17 à 23 degrés sur la moitié nord, 18 à 25 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 17-3-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 15-3-1990 à 6 heures TU et le 17-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	18	5	D
BIARRITZ	25	16	D
BORDEAUX	23	9	D
BOURGES	22	6	B
BREST	16	10	N
CAEN	20	6	D
CHERBOURG	17	7	N
CLERMONT-FER	16	5	D
DIJON	19	4	D
GRENOBLE St-M-H	21	3	D
LILLE	18	4	D
LIMOGES	21	9	D
LYON	19	3	D
MARSEILLE-MAR	22	10	D
NANCY	10	-0	D
NANTES	21	11	D
NICE	21	10	D
PARIS-MONTS	20	8	B
PAU	23	6	D
PERPIGNAN	20	5	C
RENNES	17	5	D
ST-ETIENNE	21	5	D
STRASBOURG	15	3	B
TOURS	21	7	D
TOULOUSE	23	9	D
POINTE-A-PITRE	30	22	C

ÉTRANGER

ALGER	19	8	D
AMSTERDAM	17	4	D
ATHÈNES	13	12	N
BANGKOK	35	24	C
BARCELONE	20	9	D
BELGRADE	11	-1	D
BERLIN	18	4	D
BRUXELLES	19	7	D
LE CAIRE	–	–	–
COPENHAGUE	12	2	D
DAKAR	35	20	D
DELHI	31	20	D
DJERBA	19	15	A
GENÈVE	16	2	D
HONGKONG	22	16	N
ISTANBUL	8	6	D
JÉRUSALEM	18	3	D
LISBONNE	23	11	N
LONDRES	17	7	N
LOS ANGELES	26	10	C
LUXEMBOURG	17	7	D
MADRID	20	4	D
MARRAKECH	29	11	D
MEXICO	28	12	B
MILAN	17	6	C
MONTRÉAL	13	2	A
MOSCOU	3	1	C
NAIROBI	23	23	C
NEW-YORK	25	11	N
OSLO	14	5	C
PALMA-DE-MAJ.	20	6	B
PÉKIN	16	5	D
RIO-DE-JANEIRO	31	24	N
ROME	19	6	N
SINGAPOUR	32	26	C
STOCKHOLM	12	6	C
SYDNEY	22	19	N
TOKYO	16	7	N
TUNIS	18	10	B
VARSOVIE	15	4	D
VENISE	17	6	D
VIENNE	15	3	D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 17 mars

TF 1

20.45 Variétés : Sébastien, c'est fou !
22.25 Magazine : Ushuaïa.
23.25 Magazine : Formule sport.
0.20 Journal.
0.40 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.30 Série : Mésaventures.
1.55 Téléfilm : Le vignoble des maudits.
2.50 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

20.40 Variétés : Champs-Elysées.
22.30 Magazine : *Musiques au cœur.*
23.25 Journal.
23.45 Magazine : Lunettes noires pour nuits blanches.

FR 3

20.50 Feuilleton : Les Bertini.
22.20 Journal.
22.35 Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest.
23.30 Documentaire : Le cinéma en Iran.
0.00 Série rose : Le partenaire inattendu.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Une question de culpabilité.
22.05 Documentaire : Cendres et poussières, quinze millions de pèlerins en Inde.
22.50 *Flash d'informations.*
23.00 Cinéma : L'enfant du diable. ■
0.45 *Cinéma :* Le solitaire. ■
2.45 Cinéma : Embrasse-moi. ■ ■
4.10 *Cinéma :* Casque d'or. ■ ■ ■
6.05 Série : Jack Killian, l'homme au micro.

LA 5

20.40 Téléfilm : Meurtres sous le soleil.
22.30 *Téléfilm :* La femme chassée.
0.00 *Journal de minuit.*
0.20 L'île mystérieuse (rediff.).
1.20 Téléfilm : Carte vermeil.
2.50 *Le journal de la nuit.*
2.55 Série : L'aéropostale.
4.25 Carte vermeil (rediff.).
5.50 *Feuilleton : L'or du temps.*

M 6

20.35 Téléfilm : *Grand écart.*
22.05 Téléfilm : Les complices.
23.40 *Magazine : Culture pub.*
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 *Série : Le prisonnier.*
2.50 Rediffusions. Destination santé (l'agressivité) ; Succès : Destination santé ; Culture pub ; Succès.

LA SEPT

20.50 Feuilleton : Les Bertini (2).
22.20 Soir 3.
22.35 *Documentaire : La Pologne comme jamais vue à l'Ouest.*
23.30 Documentaire : Le cinéma en Iran.

Dimanche 18 mars

TF 1

13.20 *Série :* Un flic dans la Mafia.
14.15 Série : Rick Hunter, *inspecteur choc.*
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
15.40 *Feuilleton : Côte Ouest.*
16.30 Tiercé à Auteuil.
16.40 Dessins animés : *Disney parade.*
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7. *Invitée : Simone Veil.*
20.00 Journal.
20.45 Cinéma : *L'hôtel de la plage.* □
22.45 Cinéma : Trocadéro bleu citron. □
0.20 *Journal.*

A 2

13.20 Dimanche Martin.
14.55 Série : Mac Gyver.
15.50 L'école des fans.
16.35 Série : Rallye.
17.35 Documentaire : L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
18.20 Magazine : Stade 2.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal.
20.40 Série : Les cinq dernières minutes.
22.15 Magazine : L'œil en coulisses.
23.15 Journal et Météo.
23.45 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (rediff.).

FR 3

13.30 *Magazine : Musicales.*
14.30 Expression directe.
14.50 Magazine : Sports 3 *dimanche.*
17.30 Magazine : Montagne.
18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de *l'information.*
20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Variétés : Chapiteau 3.
22.10 Journal.
22.35 Magazine : Le divan. *Invitée : Sabine Azéma.*
23.00 Cinéma : Maria Chapdelaine. ■ ■
0.15 *Musique :* Carnet de notes.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : *Mon zénith à moi.* Invitée : Anémone.
14.00 *C'est arrivé demain, votre futur simple.*
15.40 Sport : Sumo.
16.15 *Magazine : Exploits.*
16.35 Magazine : 24 heures.
17.30 Documentaire : *Terre fragile.*
18.00 Cinéma : Un couple à la mer (La belle naufragée). ■

— En clair jusqu'à 20.30 —

19.55 Dessins animés : Ça cartoon.
20.30 Cinéma : September. ■ ■ ■
21.55 Documentaire : Drawing the line.
22.25 Cinéma : Thérèse Raquin. ■ ■
0.05 Magazine : Mon zénith à moi.
0.55 Cinéma : Critters. ■
2.20 Série : Jack Killian, l'homme au micro.

LA 5

13.35 Téléfilm : *Des filles de rêve.*
15.20 Téléfilm : Air Hawk.
17.00 Magazine : *Télé-matchs dimanche.*
18.00 Série: Riptide.
18.50 Journal images.
19.00 Tout le monde il est gentil.
19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : Little big man. ■ ■
23.05 *Magazine : Ciné Cinq.*
23.15 Cinéma : Les désirs de Melody in love. □
1.00 *Journal de minuit.*

M 6

13.20 Série : Cosby show (rediff.).
13.50 *Série :* Commando du désert.
14.20 Série: Laramie.
15.10 *Série : Les envahisseurs.*
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série: Vegas.
18.00 Informations: M 6 express.
18.05 Série: Devlin connection.
19.00 Magazine: Culture pub.
19.30 *Série : Murphy Brown.*
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 *Série: Cosby show.*
20.35 Cinéma: La vallée des pharaons. ■
22.20 Magazine: Sport 6.
22.25 Capital.
22.30 Téléfilm: Sortilèges.
0.00 Six minutes *d'informations.*

LA SEPT

14.50 Téléfilm : L'homme idéal pour une mission délicate.
16.25 Magazine : Dynamo.
16.55 *Documentaire :* Jean-Jacques. De Jean Gaumy.
17.55 Concert : Claudio Abbado *dirige l'Orchestre de* chambre d'Europe.
19.25 Court métrage : Le déjeuner du matin.
19.50 Court métrage : La femme qui se poudre.
19.55 Concert : Messe en ut mineur.
21.00 Cinéma : Au-delà du feu ■ ■
22.40 Court métrage : P comme pélikan.
23.05 Concert : Perahia joue Beethoven.

CARNET DU Monde

Naissances

– **Cyrille COHEN** et **Laurence CALMELS**

sont heureux d'annoncer la naissance de

Simon,

le 6 mars 1990.

196, avenue Victor-Hugo,
75116 Paris.

Décès

– M. et Mme Joseph Casabianca,
leurs enfants
et petits-enfants,
M. et Mme J. Bernardin Casabianca,
ses enfants
et petits-enfants,
M. et Mme Denis Pommois,
née Marie-Antoinette Casabianca
et ses enfants,
M. et Mme François Mordiconi,
née Marie-Cécile Casabianca
et ses enfants,
M. Jean-Pierre Casabianca
et sa fille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme *Emmanuel* CASABIANCA,
née Romaine Orticoni,

leur mère, grand-mère
et arrière-grand-mère.

Les obsèques ont été célébrées le mercredi 14 mars en l'église Saint-Jean-Baptiste de Bastia (Corse), suivie de l'inhumation dans le *tombeau* familial.

Priez pour elle.

– *Mme Jean Joachim,*
M. Paul Joachim
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean JOACHIM,
sculpteur,
professeur honoraire à l'ENSAP,

leur époux, frère, oncle et parent,

survenu le 11 mars 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année, à Bry-sur-Marne.

Les *obsèques religieuses ont* eu lieu dans l'intimité, le vendredi 16 mars 1990.

3, rue Nungesser,
94170 Le Perreux-sur-Marne.

– Mme André Polgar,
Eric Polgar,
Hubert et Claudine Polgar,
François et Kinga Polgar,
sa nièce, ses petits-neveux
et ses arrière-petits-neveux,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

Mlle Andrée LIGNON,

le 15 mars 1990, dans sa quatre-vingt-cinquième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, le mardi 20 mars, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

« Je sais, moi, que mon Rédempteur est vivant, que Lui, le dernier, se lèvera sur la terre. »
Job 19-25

– *Nous sommes infiniment tristes* de faire part du décès de

Mme Suzy TENENBAUM,
née Ledret,
artiste dramatique,
sociétaire de la Comédie-Française.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Sulpice de Paris, ce lundi 19 mars, à 14 heures.

Avec notre profonde affliction, pensons à elle.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

– Mme Liliane Boccara
et ses enfants,
Bruno, Marc, Olivier et Brigitte
Les familles Weschler et Hayat, *dans l'impossibilité de répondre personnellement* à tous les témoignages de sympathie reçus lors du décès de

M. Albert BOCCARA,

prient tous ceux qui se sont associés à leur chagrin de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Des prières auront lieu à la synagogue de Garges (Val-d'Oise), rue Jean-Baptiste-Corot, dimanche 18 mars, à 17 heures.

Anniversaires

– In memoriam,

Léon CELLIER,
professeur à la Sorbonne,

12 juin 1911, 18 mars 1976.

– Le 17 mars 1987 disparaissait le

général Pierre DELPECH,

ceux qui ont connu, aimé et pu apprécier cet homme à la personnalité si attachante auront une affectueuse pensée en ce jour.

– *Il y a un an,*

Charles SOUSSAN,

nous a quittés.

Ceux qui l'ont connu et aimé auront une pensée pour lui.

Avis de messes

– En mémoire de

Joseph Abdallah DAHER,
lieutenant-colonel en chef
du bureau d'Interpol (Liban),

mort au champ d'honneur le 7 février 1990, à Beyrouth,

une messe sera célébrée le dimanche 18 mars, à 18 heures, en la cathédrale Notre-Dame-du-Liban, 15, rue d'Ulm, Paris-5e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Georges Daher,
15, avenue de la Bourdonnais,
75007 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du samedi 17 mars 1990 :

UN ARRÊTÉ

● du 12 mars 1990 portant nomination d'élèves à l'Ecole nationale d'administration.

SCIENCES

Un satellite américain en perdition

Les Etats-Unis auraient essuyé un sérieux revers spatial, si l'on en croit les déclarations faites, samedi 17 mars, au *Washington Post*, par un responsable des services secrets américains. Le satellite secret de reconnaissance photographique et d'écoute de télécommunications AFP-731, que la navette *Atlantis* a mis sur orbite le 28 février dernier, serait en effet en perdition.

Le satellite, un engin d'un peu plus de 16 tonnes, gros comme un autobus, aurait connu *« des dysfonctionnements »* qui l'auraient mis *« hors service »* moins de trois semaines après son lancement. Sans confirmer la nouvelle, le Pentagone affirme que la mission a *« atteint ses buts dans le cadre d'un programme secret du département de la défense ».*

Mais la même agence gouvernementale avait, voici peu, annoncé, sans faire mention du satellite, que *« des éléments »* mis sur orbite par Atlantis allaient bientôt retomber sur Terre. Les Soviétiques précisent que quatre gros fragments se seraient détachés de la charge utile et qu'ils pourraient retomber sur Terre, entre le 19 *mars* et le 10 avril. Cette affaire succède à l'échec, mercredi 14 mars, de la *mise en orbite* d'un satellite civil de télécommunications Intelsat-6 par une fusée américaine Titan-3 construite par la firme Martin Marietta. – *(AFP, AP, UPI).*

□ **Incident dans une centrale nucléaire canadienne.** – Un des réacteurs de la centrale nucléaire canadienne de Darlington (Ontario) a du être pratiquement arrêté à la suite d'une fuite importante découverte dans un de ses générateurs de vapeur. Pour des raisons de sécurité, la puissance de ce réacteur tout neuf a aussitôt été réduite à un pour cent de sa valeur maximale (900 mégawatts). Une enquête est en cours pour déterminer s'il s'agit d'un incident isolé ou si le même problème pourrait se poser sur les trois autres tranches de la centrale. – *(AFP.)*

RÉGIONS

Des réfugiés est-allemands dans une commune lorraine

Sur la route de la réunification

Une commune proche de la Sarre accueille plusieurs dizaines de réfugiés est-allemands. Situation précaire.

FARÉBERSVILLER (Moselle)

de notre envoyée spéciale

Qui aurait imaginé le choix de *cette bourgade en pays minier* pour une villégiature ? L'aventure inédite a pourtant commencé le jeudi 1er mars : quarante-sept réfugiés est-allemands se sont installés ce jour-là dans le foyer vacant où les Houillères du bassin lorrain logeaient leurs travailleurs immigrés, quand les puits fonctionnaient à *plein*... *Ces transfuges* vont vivre ici pendant six mois. Mais c'est pour eux une résidence secondaire. Ils restent domiciliés en Sarre, d'où ils arrivent.

Surtout, ils n'ont pas le droit de travailler en France. La restriction pourrait surprendre. Elle est simplement réaliste. La commune a déjà trop de chômeurs, quatre cent soixante pour sept mille habitants. La crise justifiait-elle pour *autant de refuser de donner* un coup de main aux voisins sarrois, submergés par le flot de réfugiés ? « Non », ont décidé le maire, M. Laurent Kleinhentz, et ses ouailles. *« Lors de notre propre exode, en 1940, la Charente nous avait accueillis, nous ne l'oublions pas »*, rappelle cet élu de sensibilité chrétienne et socialiste, instituteur et responsable du sort municipal depuis les dernières élections. Avec cette expérience qui *« préfigure l'Europe unie, on braque ses phares sur « Far »*, ajoute cet homme à l'humour discret.

« Enfin le calme ! »

Les autorités sarroises étaient à l'évidence débordées : avant comme après la chute du mur de Berlin, dix mille personnes ayant *fui l'Allemagne de l'Est en un an*, dont cinq mille entassées, faute de place, dans des gymnases depuis trois mois. C'est d'un de ces abris de fortune, à Dillingen, que les quarante-sept « résidents secondaires » ont débarqué à Farébersviller, avec leurs ballots *empaquetés* dans les sacs usés des supermarchés de l'Ouest.

Quelques jours plus tard, ils commencent à respirer. Au foyer de la rue Victor-Hugo, *chacun a* pris possession de son appartement avec kitchenette et douche. Il y a même un frigo et une machine à laver le linge. *« Enfin le calme retrouvé ! »*, s'exclame Hans. *« Jean, en français »*, précise cet homme de trente-huit ans désormais seul en exil. Trapu, chaleureux et réservé, il ne cache pas ses inquiétudes : de quoi demain sera-t-il fait ? Hans, employé aux chemins de fer de RDA, quitta Berlin dès la chute du mur en laissant ses parents et amis. *« J'avais l'idée fixe de vivre en Allemagne de l'Ouest depuis longtemps. Le bruit courut que la frontière s'ouvrait. Je partis donc. De fait, ce ne fut pas évident. Je suis encore étonné d'avoir traversé tant d'étapes. »* A Berlin, *Hans reçut* deux cents marks et un billet d'avion, aller simple pour Francfort. De là, il fut transféré à Sarrebrück et finalement assigné au gymnase de Dillingen.

Echapper à la promiscuité

Le hall était divisé en dortoir et *en réfectoire*, sans autre isolement qu'un drap tendu entre deux couchettes superposées. Le bruit ne cesse guère. A minuit, les adultes s'agitaient encore ; à 6 heures du matin, les enfants criaient. Pas moyen de dormir, ni d'échapper à la promiscuité. L'énervement provoqua de multiples bagarres et la police sarroise dut intervenir à plusieurs reprises pour rétablir l'ordre. Aussi, lorsque l'administration du Land de Sarre *afficha au gymnase un « appel aux volontaires »* pour partir se loger en France, de l'autre côté de la frontière, Hans n'hésita pas. De son futur gîte, il ignorait tout ou presque.

Hans partage le F 3 avec deux autres réfugiés, dont il fit connaissance dans l'exil. Entre le ménage et la cuisine, il s'occupe. Le sommeil est enfin revenu. Mais les nerfs sont encore à rude épreuve. Comment trouver un travail ? Pour le moment, c'est l'équivalent sarrois de l'ANPE qui prend en charge Hans et ses compagnons d'infortune. Tous ont un passeport d'Allemand de l'Ouest, qui pourrait leur permettre théoriquement de travailler en Lorraine. Certains employeurs



français d'intérim sont même déjà venus proposer de les recruter, et de les convoyer avec leurs voitures personnelles...

Cette main-d'œuvre démunie ne coûterait sans doute pas cher. Mais son commerce est interdit. Le Land de Sarre a passé une « convention morale » avec les autorités préfectorales françaises qui interdit tout emploi en France de ces réfugiés. Combien de temps ces derniers tiendront-ils ? L'argent leur fait cruellement défaut. L'indemnité sarroise tarde à venir, elle est bloquée sur un compte bancaire à Sarrebrück, où ne peuvent se rendre, *faute de moyens, les « résidents* secondaires » de « Far ». Ici, on espère que ce problème d'intendance sera réglé avant les nouvelles arrivées de la mi-mars. Cent quatre-vingts personnes doivent en effet séjourner pour six mois, une durée reconductible. Elles resteront ici, le temps de trouver un emploi, puis devront alors se loger ailleurs, par leurs propres moyens.

Le manque d'argent n'est peut-être pas la plus lourde préoccupation. Hans se demande quand cessera ce voyage aux rebondissements indépendants de son choix. Où réussira-t-il enfin à se poser ? Il ne veut pas retourner à l'Est, du moins *« pas pour le moment, car l'évolution est trop incertaine »*. C'est un homme réfléchi, qui reste attaché aux *« valeurs du socialisme »*. Il ne cache pas qu'il fut longtemps sympathisant du Parti communiste ; il voulait alors *« le changer de l'intérieur »*. Il échoua, comme tant d'autres, et rompit toute amarre. Hans travaillera s'il le peut en Allemagne et habitera peut-être en France : *« Les gens d'ici sont tellement gentils... »*

Invitations chez l'habitant

Le maire lui-même fut surpris du formidable élan des Lorrains vers ces réfugiés débarqués sans un sou par un jour de tempête. Balayées, les craintes de se voir « voler » le rare travail et les amertumes des guerres passées. A « Far », chacun vide ses armoires pour vêtir les enfants et leurs parents. On apporte un meuble, un jouet, des salades. On invite les uns et les autres, au fil des jours, à venir partager sa table. Farébersviller avait déjà *accueilli vingt et une nationalités*. Sa mosquée fait cohabiter Arabes et Turcs en bonne intelligence. *« C'est la vingt-deuxième nationalité »*, lance-t-on chez les commerçants de la ville. Un restaurateur a offert un dîner, pour fêter l'événement.

Préfiguration de l'Europe unie, « Far » pressent aussi la bouffée d'oxygène que peut fournir la nouvelle greffe, si elle réussit. Déjà, les Houillères perçoivent un loyer mensuel versé par la Sarre de 30 000 francs. Alors, on excuse les petits dérapages du rodage... quitte à freiner les envies *naissantes* de « faire la manche ». L'administration sarroise a dépêché au foyer un régisseur, qui assure les nécessaires démarches et fait observer la discipline. Ce fonctionnaire répète qu'à la moindre incartade on sera *« renvoyé au gymnase »*. D'ores et déjà, Birgit, vingt-deux ans, et son fils de trois ans doivent repartir : sans profession, la jeune femme n'est pas prise en charge par l'ANPE sarroise mais par les *services sociaux du Land*. Birgit doit donc se séparer de son compagnon, autorisé, lui, à rester ici. Le couple n'est pas marié, formé en exil. Lui avait une épouse au pays.

Pour le moment, « Far » ouvre ses bras, et la Sarre s'est engagée *« à tout payer »*. La commune est la première à oser cette expérience transfrontalière, celle de la solidarité européenne vis-à-vis des réfugiés de l'Est. Loin des discours qui prônent la générosité à peu de frais, la commune, touchée par la crise minière, sait partager le peu qu'elle a. Et sur la route de la réunification, pour Hans, Birgit et les autres, demain est un autre jour.

DANIELLE ROUARD

AQUITAINE

Technopôle « multipolaire »

Le technopôle bordelais sera « multipolaire » : les dirigeants politiques girondins ont abandonné le principe d'un site unique, à l'écart de l'agglomération, sur le modèle de Sophia-Antipolis. Ce parti avait pourtant été retenu il y a six ans lorsque fut lancé le projet de technopôle. Un site avait été choisi en bordure du vignoble des Graves et baptisé Montesquieu, en raison de sa localisation près de La Brède, terre natale du philosophe.

Le technopôle Montesquieu fut cependant contesté avant même de voir le jour. Les viticulteurs du cru protestèrent qu'on leur prenait leurs terres. *Une* partie de la classe politique et scientifique jugeait de son côté le site trop éloigné de Bordeaux et trop coûteux. A la faveur du changement de majorité au conseil général de la Gironde, l'idée de technopôle multipolaire l'a emporté ; elle est en train de se créer. Chaque pôle se greffe sur les bassins industriels de recherche de l'agglomération bordelaise : le bassin aéronautique et spatial donne naissance au pôle « Bordeaux Technowest » sur les communes de Mérignac, Saint-Médard-en-Jalles et Le Haillan. Les trois villes du campus universitaire, (Pessac, Talence et Gradignan) ont créé « Bordeaux Unitec », pôle spécialisé dans les matériaux nouveaux et la micro-électronique ; le Centre européen de recherches et de caractérisation des matériaux y sera implanté.

La ville de Bordeaux est considérée comme le pôle « du négoce et des finances ». *Elle* doit aussi accueillir une maison du technopôle et un hôtel particulier, naguère occupé par le conseil régional. Enfin, le site Montesquieu n'est pas abandonné. Il accueillera le pôle des sciences et des techniques du vivant, avec notamment le laboratoire d'évaluation des matériaux implantables.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Lille-Lesquin : vers le million de passagers

L'aéroport de Lille-Lesquin, que certains jugeaient en mauvaise posture, entre Roissy et Bruxelles, se porte bien et affiche même de nouvelles ambitions. En 1989, il a accueilli 795 000 passagers, soit une augmentation de 23 % du trafic. Les vols les plus fréquentés sont Lille-Lyon, puis Lille-Nice. La nouvelle ligne vers Bordeaux a fait de très bons débuts avec 46 000 voyageurs.

Sur le plan international, Lille-Lesquin a connu des événements importants en 1989, comme l'ouverture de la ligne vers les Antilles, dont Lille-Nice et la liaison Lille-New-York, qui est assurée deux fois par semaine depuis le mois de janvier. Cette ligne aurait besoin d'un gros effort de promotion pour répondre à l'investissement lourd d'Air France.

M. Gérard Tiébot, président de la chambre de commerce et de l'aéroport, estime qu'entre 1993 et 1995 le trafic de Lesquin oscillera entre 1,3 et 1,5 million de passagers. C'est pourquoi on mûrit le projet d'une plaque tournante européenne : l'aérogare Lille-II, qui suppose déjà un premier investissement de quelque 6 millions de francs. En attendant, les installations existantes vont être agrandies pour faire place à la croissance du trafic. 100 millions d'investissement auquel participent les collectivités locales, la région, le conseil général et la communauté urbaine.

Pour la création d'un réseau de transport en commun

Référendum-mobilisation à Moulins

MOULINS

de notre correspondant

« Il s'agit d'une belle leçon de démocratie donnée par les habitants de l'agglomération moulinoise. » Guy Chambefort, maire socialiste d'Yzeure, principale ville de la banlieue de Moulins (Allier), reconnaît cependant que le taux record de participation de 40,32 % enregistré lors de la « consultation populaire » du 11 mars est, *« pour une part importante, due à l'attente des habitants d'une agglomération dépourvue de réseau de transports en commun »*. 92,88 % des votants ont répondu favorablement à la question *« Etes-vous favorable à la création d'un réseau de transports urbains dans l'agglomération ? »*, qui constituait le seul objet de cette consultation, première de ce type dans le département.

Moulins (vingt-six mille habitants) était une des dernières villes-préfectures en France à ne pas être équipée de réseau de transport urbain. L'agglomération – soit 43 000 habitants avec Yzeure et Avermes – est pourtant étendue géographiquement. *L'urbanisation des années 60 et 70* s'est traduite beaucoup plus par des pavillons que par des grands ensembles, alors que dans le même temps le centre historique et commercial de Moulins devenait d'accès difficile en raison de la circulation automobile.

La direction départementale de l'équipement avait pourtant lancé le dossier. C'était en 1984 et les deux principaux maires, celui de Moulins, le RPR Hector Rolland, et son rival du moment, le député et maire socialiste d'Yzeure, Jean-Paul Desgranges, n'avaient pu trouver d'entente. Désaccord relayé par des entreprises prétextant la crise économique locale pour dénoncer le versement de la taxe de transport.

Le changement d'hommes à l'issue des dernières municipales provoqua pour la première fois un climat de coopération intercommunale. Paul Chauvat, maire divers droite de Moulins, et Guy Chambefort *décidèrent, en ouverture* d'une collaboration économique plus large, de remettre en chantier le projet de transports en commun. Les services de l'équipement ressortirent de leurs cartons des dossiers à peine jaunis et modifiés à partir des rares nouvelles données en matière d'urbanisme.

Modifier les habitudes

Responsable du projet, Guy Chambefort – aujourd'hui président du Syndicat intercommunal de transports en commun de l'agglomération moulinoise (SITAM) – a mené les consultations en 1989. Elles ont permis de retenir une entreprise régionale, Maybus, qui propose un réseau conçu à partir d'un « noyau dur », essentiellement le centre-ville de Moulins. *« L'aspiration de la population, en particulier des personnes âgées et des scolaires, est profonde. Mais nous sommes conscients que certaines habitudes seront longues à modifier. Certains n'abandonneront pas facilement le moyen individuel de déplacement. »* Guy Chambefort ainsi que les services de la DDE sont partis sur une base de 650 000 fréquentations annuelles, soit quinze voyages par habitant et par an, alors que la moyenne nationale se situe à quarante.

Avec six bus en service sur trois lignes jalonnées de cent vingt arrêts, le projet est bâti sur un budget équilibré pour la première année à 5 millions de francs. Le financement de 16 % par les villes, 33 % par les usagers et 51 % par la taxe de transport a bien fait grincer quelques dents dans les entreprises, mais finalement tout le monde joue le jeu *« pour une nouvelle image et un meilleur équipement »*, explique-t-on à la Chambre de commerce et d'industrie de Moulins-Vichy. Même si l'on tient à préciser qu'*« il est dommage que les entreprises soient les principaux financiers d'un service public »*.

Permettant de dépasser le débat entre « institutionnels », la consultation populaire a favorisé la prise de conscience. *« Notre objectif était de mobiliser dès maintenant au-delà des populations dans l'attente, pour bien montrer qu'un tel service concerne tout le monde et qu'il modifiera différents comportements, en premier lieu sur le plan commercial »*. Le président du SITAM a déjà gagné son premier pari en plaçant les administrés devant leurs responsabilités pour un projet qui devrait devenir réalité le 3 septembre.

JEAN-YVES VIF

CORRESPONDANCE

Les eaux de Toulouse

M. Dominique Baudis, maire de Toulouse et député de Haute-Garonne, apporte les précisions suivantes à la suite de notre article sur le changement de statut du service des eaux et de l'assainissement de cette ville (le Monde *du 6 mars*).

« Le comité technique paritaire de la mairie de Toulouse s'est prononcé sur ce changement de projet ; parmi les 15 représentants du personnel, seuls 3 ont voté contre, 12 ont refusé de voter ou se sont abstenus, compte tenu d'un volet social négocié particulièrement avantageux pour le personnel, puisque les hausses de salaires pourront aller jusqu'à 12 %.

Le choix de l'opérateur s'est réalisé en toute transparence, puisque les chiffres fournis, tant par la Lyonnaise des eaux que par la Compagnie générale des eaux, ont été rendus publics devant le conseil municipal le 23 février dernier. Ces chiffres font apparaître une différence de plus de 30 % entre les propositions établies par chacune des deux entreprises.

Le contrat établi entre la ville de Toulouse et la CGE est favorable à l'usager puisqu'il limite l'évolution du tarif de l'eau et de l'assainissement dans le cadre d'un indice des prix. »

Cette page a été réalisée avec l'aide de nos correspondants Ginette de Matha et Georges Sueur.
Coordination : Yves Agnès.





ÉTRANGER

Attirance-répulsion vis-à-vis du modèle ouest-allemand

Les patrons est-allemands réclament une période de transition vers l'économie de marché

L'incertitude politique liée aux élections du dimanche 18 mars et les mariages entre entreprises de la RFA et celles de la RDA ont marqué la Foire de printemps de Leipzig qui a fermé ses portes samedi 17 mars. Préparant leurs entreprises à l'économie de marché, les dirigeants de l'industrie est-allemande craignent les conséquences d'une précipitation dans la réalisation de l'union monétaire.

LEIPZIG

de notre envoyé spécial

Un rapprochement entre Siemens (RFA) et Robotron (RDA) ? *« Un mariage d'éléphants, non merci ; je suis personnellement plutôt favorable à la polygamie »*, répond avec ironie M. Friedrich Wokurka, le patron du géant est-allemand (soixante-quinze mille personnes) du matériel électrique et électronique. Pas question de céder le groupe que lui avait confié l'Etat à un quelconque prédateur. Un mark-est contre un deutschemark ? *« Une parité insupportable pour l'industrie est-allemande si elle était imposée du jour au lendemain »*, rétorque-t-il. Comme tout le pays, il attend avec sérénité les résulats des élections législatives. Un gouvernement va enfin, espère-t-il fixer, des règles du jeu. Depuis plusieurs semaines, sans bien savoir quel sera son propre avenir, il prépare son entreprise à l'économie de marché et à l'union monétaire entre la RFA et la RDA. Une préparation très ordonnée et déjà bien avancée, chez Robotron mais aussi dans les autres grands combinats du pays.

L'industrie est-allemande souffre de l'exode vers la RFA. A Karl-Marx-Stadt, qui devrait bientôt redevenir Chemnitz, derrière les longs murs gris de l'usine Fritz-Heckert de machines-outils, sur les quatre mille trois cents salariés, cent quatre-vingts sont passés à l'Ouest depuis l'été-dernier. A Dresde, au siège de Robotron, on reconnaît 2 000 « déserteurs » sur un total de soixante-quinze mille employés. A Iéna, les dirigeants du combinat Karl-Zeiss (appareils optiques, caméras...) en ont dénombré mille sept cents sur un effectif total de soixante mille. *« Dans certains secteurs, nous avons été très sévèrement affectés »*, reconnaît M. Klaus-Dieter Gattnar, le directeur général de Karl-Zeiss. Les partants sont souvent des jeunes, des spécialistes et des professionnels très qualifiés. *« Dix de nos vingt souffleurs de verre, des spécialises très recherchés, sont partis en RFA... chez notre principal concurrent »*, avoue M. Gattnar.

Arrêter l'hémorragie

Conséquences de l'exode, la production industrielle du pays a chuté depuis le début de cette année (– 5 % sur les deux premiers mois), les exportations ont baissé (– 3 %). *« Nous avons moins de produits à offrir que l'année dernière »*, reconnaissait au début de la foire le ministre du commerce extérieur, M. Gehrard Beil. Comme tous les hommes politiques, les industriels sont convaincus que l'économie de marché permettra d'arrêter l'hémorragie. Ils y travaillent.

Avant même que le cadre ne soit complètement défini, ils ont ainsi presque tous amorcé une vaste restructuration de leurs combinats. Plusieurs dirigeants ont profité de la foire pour annoncer la transformation juridique de leur entreprise. Trust d'Etat, Robotron va devenir une société par actions. Ses vingt et une entreprises vont être transformées en SARL.

Le début d'une privatisation ? M. Wokurka envisage effectivement de privatiser complètement et rapidement quatre sociétés de son groupe, les autres pouvant éventuellement ouvrir leur capital à des industriels étrangers. Afin de conserver son autonomie, Karl-Zeiss veut redevenir une fondation. La société d'Etat qui commercialise pour l'ensemble de la RDA les machines-outils s'est transformée en une maison de commerce à la tête de six sociétés anonymes. Ces restructurations juridiques ouvrent la voie à des changements de propriétaire. D'avril à octobre de toute façon, avertit M. Rudolf Stadermann, le président de l'association des patrons de la RDA, *« douze mille entreprises seront privatisées, de nombreuses revenant de droit à leur propriétaire d'avant 1972 »*. Au-delà, les restructurations sont aussi économiques. Les dirigeants des combinats se préoccupent d'une concentration de leurs activités. *« Pour être compétitifs sur le marché mondial, nous devons nous débarrasser de tout ce qui ne concerne pas directement notre activité principale »*, explique l'un d'entre eux. Par sécurité, les combinats étaient devenus des usines à tout faire gérant des études de construction, des moyens de transports, des services sociaux, des hôtels... *« Nous devons nous spécialiser et faire davantage appel à la sous-traitance »*, dit M. Gattnar. Karl-Zeiss envisage ainsi de céder à la municipalité certaines fonctions administratives assurées aujourd'hui par l'entreprise. Les responsables des combinats se préparent aussi à réduire la gamme de leur production. *« De nombreux produits ne pourront supporter la concurrence étrangère »*, reconnaît M. Bernd Röblig, directeur international de Foron, le combinat de matériel électroménager.

Réductions d'effectifs

Des licenciements en perspective ? Les dirigeants restent prudents. Ils prévoient néanmoins tous des allégements importants dans leurs services administratifs et comptent sur une augmentation de leur production pour maintenir l'emploi. Mais leur grande crainte, *ici et maintenant*, c'est le « un pour un », la parité promise par les *hommes politiques entre le mark* de l'Est et le deutschemark.

Si une telle parité était imposée, *« nous devrions réduire du jour au lendemain de 60 % nos effectifs dans l'automobile »*, a ainsi déclaré le patron du combinat IFA lors d'une conférence de presse pendant la foire. L'union monétaire avec la RFA, les industriels de la RDA l'acceptent, parfois avec résignation. Mais ils estiment tous que le « un pour un » tout de suite serait *« insupportable »* pour les entreprises industrielles.

«Une telle réforme ne doit pas se faire en une nuit », plaide l'un d'entre eux. *« Nous avons besoin d'une période de transition*, estime par exemple le patron de Karl-Zeiss, *courte mais nécessaire, de deux ans au maximum. »* Les combinats souhaitent bénéficier d'un sursis, le temps d'améliorer leur productivité et d'apprendre les lois du calcul économique. S'ils acceptent que l'épargne des particuliers soit échangée au cours de « un pour un », en revanche ils veulent être protégés soit par un taux plus réaliste, soit par des dispositions réglementaires.

Ne risquent-ils pas, bien avant tout cela, d'être absorbés par les géants industriels de la RFA ? L'attitude des patrons de la RDA est en fait un délicat mélange d'attirance et de répulsion à l'égard de leurs homologues de la RFA. Certains ont déjà accepté l'inévitable : la Lufthansa va acquérir 26 % du capital d'Interflug ; Volkswagen, Opel et Mercedes se partagent le combinat automobile IFA ; Allianz est en train de grignoter la société d'assurances d'Etat est-allemande... Mais d'autres résistent : *« Je ne pense pas qu'il faille renoncer à notre souveraineté »*, explique M. Wokurka. Pour l'instant, ce dernier multiplie les alliances ponctuelles avec ceux qui auraient pu être des concurrents (Siemens, Bosch, AEG, Philips). Comme le patron de Karl-Zeiss il aimerait trouver des alliés en France. Mais les industries françaises sont prudentes.

Que seront demain tous ces *directeurs d'entreprises*, nommés en leur temps par un gouvernement *communiste... et toujours* dépendant de l'Etat ? Ils jouent la carte de la technique. Nul ne sait si elle sera le bon atout.

ERIK IZRAELEWICZ

AFFAIRES

Changement à la tête de la société de négoce

M. François Pinault veut recentrer les activités de la CFAO

M. François Pinault est désormais aux commandes de la CFAO. Au terme d'un conseil d'administration sans surprise, le numéro un français de la filière bois a été nommé, vendredi 16 mars, président de la société de négoce international en remplacement de M. Paul Paoli, démissionnaire *(Nos dernières éditions du 17 mars.)*

Cette nomination – attendue – annonce un *radical changement de* cap dans la stratégie du groupe *CFAO, la Compagnie française* d'Afrique occidentale. Les récentes diversifications entreprises par M. Paul Paoli – achat de la société de location d'engins de chantier Grace Equipement pour 2 milliards de francs, prise de contrôle de la Ruche méridionale à l'issue d'une coûteuse bataille boursière – n'ont pas fait l'unanimité chez les administrateurs du groupe. Parmi les mécontents : MM. Gérard Eskenazi, le PDG de Parfinance (15,5 % de la CFAO) et... François Pinault, entré dans le capital en novembre dernier à la demande de M. Paoli, aujourd'hui actionnaire de référence avec 20,8 % de la Compagnie. La priorité est désormais donnée au recentrage.

M. Pinault s'apprête donc à redessiner à grands coups de serpe le champ d'activité de l'ancienne société coloniale. La CFAO, qui a réalisé en 1989, un chiffre d'affaires de 32 milliards de francs, a été moins durement frappé que la SCOA, son *alter ego*, par le marasme économique qui affecte le continent africain. Dès son arrivée à la tête de la Compagnie en 1983, M. Paul Paoli s'est employé à trouver des relais aux activités africaines. Sans grande cohérence et sans trop s'occuper du prix, lui ont reproché hier les actionnaires. Résultat : la CFAO, qui emploie plus de 31 000 personnes, couvre *une gamme de métiers très vaste* – de la distribution électrique *(10,2 milliards de francs de chiffre* d'affaires), à la distribution alimentaire *(8 milliards de francs de* chiffre d'affaires réalisés pour l'essentiel par la Ruche méridionale), la distribution automobile (7,7 milliards de francs), la location d'équipements de chantier (1 milliard de francs) et enfin les transports (961 millions de francs).

« La CFAO a des métiers trop nombreux », a commenté M. Pinault, lors d'une réunion de presse qui s'est tenue vendredi après-midi. L'industriel breton n'exclut pas des cessions mais se donne une *« période d'analyse de trois à quatre mois au cours de laquelle seront prises des décisions »*.

L'alimentaire – c'est-à-dire la chaîne d'hypermarchés la Ruche méridionale – est d'ores et déjà dans le collimateur. M. Pinault doute en effet que la CFAO puisse, *en ce domaine, occuper une position* de leader. En revanche, la CDME (*Compagnie de distribution de matériel électrique*), *numéro un français sur son secteur*, est d'ores et déjà épargnée *par ce qui promet d'être une* grande remise en ordre. La raison en est simple : l'affaire-rentable présente d'évidentes complémentarités avec les sociétés de distribution de matériaux de construction du groupe Pinault.

Opportunité provoquée, la prise de pouvoir à la CFAO est une belle occasion pour le groupe Pinault de se renforcer dans le négoce. Cette consolidation a pour corollaire le désengagement du secteur papetier. M. Pinault a, en effet, confirmé qu'il s'appêtait à céder la Chapelle-Darblay et a admis l'existence de négociations avec le tandem scandinave Stora- Kymmene mais aussi avec des *« interlocuteurs nord-américains »*.

C.M.

□ ***Cogéma : réapparition de M. Aletti.*** – M. Jean-Marc Aletti, principal accusé dans l'affaire de spéculation sur le MATIF mettant en cause Cogéma (1986-1987), est réapparu. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire français *le Point*, il déclare notamment : *« Ou la Cogéma a vraiment perdu cet argent sur le marché et, dans ce cas, il ne faut pas le chercher ailleurs ; ou il n'est pas perdu, et il faut en retrouver la trace. Alors seulement, on pourrait éventuellement m'accuser »*.

Blocage des prix, gel de l'épargne, réduction du déficit

Le nouveau pouvoir brésilien présente un sévère plan de « reconstruction nationale »

Le nouveau président du Brésil, M. Fernando Collor, a présenté, le vendredi 16 mars au lendemain de sa prise de fonctions, un plan de redressement économique particulièrement rigoureux.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

On attendait des mesures de choc. *Elles le sont*. Même l'heure choisie pour les annoncer (7 heures) a contribué à donner un caractère d'exception au plan dit de « reconstruction nationale » que M. Fernando Collor a présenté, le vendredi 16 mars, en compagnie de ses ministres.

Pour venir à bout d'une inflation qui s'approche de 100 % par mois, la nouvelle équipe économique, dirigée *par Mme Zélia* Cardoso de Melo, a décidé de faire une sérieuse ponction sur les liquidités bancaires. Les avoirs déposés dans les banques avant le lancement du *plan seront gelés, à partir* d'un certain niveau, pendant dix-huit mois. Ce niveau a été fixé très bas : 25 000 ou 50 000 cruzados (2 000 ou 4 000 francs) ou au maximum 20 % des placements. Quand les banques rouvriront lundi ce sont là *les seules sommes dont les titulaires* de comptes pourront disposer.

Ce jour-là, entrera en vigueur une nouvelle monnaie, le cruzeiro, qui est en fait l'ancien nom de l'unité monétaire brésilienne, *avant l'adoption du cruzado puis* du cruzado nouveau lors des derniers plans de stabilisation économique. Les opérations faites à partir de cette date, et libellées en *cruzeiros, ne souffriront pas de* confiscation, mais seront lourdement taxées. *Il* en sera de même des gains boursiers. Le gouvernement a justifié cette razzia sur l'épargne en disant qu'elle ne concernait que 10 % des Brésiliens, ceux qui ont les moyens de garder en banque plus de 50 000 cruzados. L'argument n'a pas convaincu.

La réforme monétaire prévoit aussi la création d'impôts sur la *fortune et sur le patrimoine* des entreprises. Nul ne doute que son *effet le plus immédiat*, ce sera la récession. Aux yeux de M. Collor et de son ministre de l'économie, il s'agit sans doute là d'une étape nécessaire pour « liquider » l'inflation. *Le désir d'aller vite les a* conduits à déterrer la vieille arme du contrôle des prix, qui durera jusqu'au 15 avril. Par la suite, prix et salaires seront « préfixés » en fonction de l'inflation prévue.

50 000 fonctionnaires licenciés

Beaucoup jugent cette formule artificielle et inefficace. *Elle va nécessiter* une fois de plus la diffusion de barêmes et l'emploi de milliers d'inspecteurs. Le directeur de la police fédérale, M. Romeu Tuma, également directeur de la Recette fédérale dans le nouveau gouvernement, sera le super shérif de l'opération. M. Lula, candidat de la gauche à l'élection présidentielle, et M. Jair Meneghelli, secrétaire général de la CUT (Centrale unique des travailleurs), ont déjà déclaré leur opposition à un plan qui provoquera inévitablement, selon eux, des pertes salariales.

Les mesures annoncées vendredi – *et qui devront être approuvées* par le Congrès – prévoient aussi une réduction draconienne du déficit public, équivalant actuellement à 7 % du PNB. Là aussi, la hache va s'abattre : toutes les subventions seront supprimées, *« même celles à l'informatique et aux exportations »*. Des fonctionnaires seront licenciés – 50 000 dans une première phase. De nombreux organismes de l'Etat seront fermés, qui supervisaient – entre autres – la production et la vente de sucre, de café, d'acier, le fonctionnement des ports, ou subventionnaient la culture. Enfin, l'ensemble des tarifs publics seront réajustés ; ceux des carburants l'ont été de 58 % dès le 15 mars.

Un autre chapitre du plan concerne la modernisation de l'économie. Déréglementation, désétatisation, débureaucratisation sont les mots d'ordre de la nouvelle équipe gouvernementale. Conformément aux promesses d'ouverture faites pendant la campagne, les barrières aux importations seront réduites et des stimulants offerts au capital étranger. Les opérations de commerce extérieur seront soumises à un taux de change flottant, au lieu du taux fixé actuellement par la Banque centrale, *et inférieur de 40 %* à celui du marché noir.

M. Collor dit qu'il n'y a pas de *temps à perdre. La société exige* des changements économiques, dit-il, et aussi un *« assainissement moral »*. Les chefs d'entreprise coupables d' *« abus économiques »*, les fonctionnaires qui lèsent le fisc, les fraudeurs de l'impôt, *les commerçants qui trichent* sur les prix ou font des stocks spéculatifs, *« sont désormais passibles d'emprisonnement »*. La formule du jour, et répétée à satiété par le gouvernement, c'est : *« Les fraudeurs en prison »*. De *tous les points du programme*, c'est sans doute le plus faible : peu de gens y croient.

CHARLES VANHECKE

EN BREF

□ ***La Bolivie obtient un traitement de faveur pour sa dette.*** – Les pays occidentaux réunis jeudi 15 mars à Paris ont décidé d'accorder à la Bolivie le rééchelonnement d'une partie de sa dette pour un montant de 300 millions de dollars *environ* (soit 1,7 milliard de francs), selon des modalités exceptionnelles. Engagée avec le soutien des Américains dans la lutte contre la production et le trafic de la drogue, la Bolivie est le premier pays non africain à bénéficier du traitement favorable accordé depuis le sommet de Toronto en 1988 aux nations les plus pauvres. La dette de la Bolivie était estimée à la fin *de l'année 1988 à 5,45 milliards* de dollars (soit 32,5 milliards de francs).

□ **Skoda choisirait Volkswagen.** – Selon le *Süddeutsche Zeitung*, qui affirme tenir l'information du président de Volkswagen, le groupe automobile tchèque Skoda a choisi *comme partenaire Volkswagen* et non le français Renault. Selon lui, *« les négociations sont très avancées »* et son groupe a été choisi car il était en mesure *« de proposer une solution technique complète »* à Skoda. VW va déjà construire un successeur à la petite Trabant est-allemande, moyennant un investissement *de 5 milliards de deutschemarks* (17 milliards de francs) en RDA.

□ **OPA du britannique BTR sur l'américain Norton.** – Le conglomérat *britannique BTR, qui vient* d'annoncer des bénéfices de plus d'un milliard de livres en 1989 (9,3 milliards de francs), a lancé vendredi 16 mars une OPA de 1,64 milliard de dollars (9,4 milliards de francs) sur le fabricant américain d'abrasifs, céramiques et plastiques Norton Co. Cette offre, qui expire le 12 avril, sera *inconditionnelle* une fois que les deux tiers du capital *lui* auront été proposés par les actionnaires du groupe américain basé dans le Massachusetts. Les dirigeants de Norton ont indiqué que le conseil d'administration *« examinait »* cette proposition et se prononcera sur cette offre d'achat *« non sollicitée »* d'ici au 29 mars. Norton a réalisé l'an dernier un bénéfice net de 85 millions de dollars sur un chiffre d'affaires de 1,53 milliard de dollars (8,8 milliards de francs).

□ ***M. Jean Domange, président de la Fédération du bâtiment.*** – M. Jean Domange, cinquante-huit ans, a été élu le vendredi 16 mars président de la Fédération nationale du bâtiment en remplacement de M. Jacques Brunier, qui occu*pait ce poste depuis 1984. Il prendra* effectivement ses fonctions à la fin juin. M. Domange est président-directeur général de l'entreprise familiale de couverture-plomberie-chauffage Domange SA, implantée à Paris.

□ **La justice interdit à Lexmar *d'utiliser l'outillage des chantiers* navals de La Ciotat.** – Le tribunal de grande instance de Marseille a interdit le 16 mars au président du conseil général des Bouches-du-Rhône, M. Lucien Weygand, de permettre à la société américano-suédoise *Lexmar d'utiliser l'outillage* des chantiers navals de La Ciotat, a-t-on appris de source judiciaire. Le juge a estimé que l'outillage appartenait à la filiale *de la Banque Worms*, l'Unifal. Il a également décidé une astreinte de 20 000 francs par heure en cas d'utilisation de ce matériel. Le juge qualifie de *« voie de fait »* l'arrêté du président du conseil général en date du 9 mars.

□ **Rectificatif.** – M. Lucien Rebuffel, *nouveau président de* la CGPME, ne sera pas membre de droit du conseil exécutif du CNPF, contrairement à ce que nous avons écrit (*le Monde* du 16 mars). M. René Bernasconi, son prédécesseur, avait détenu ce poste au titre de *sa fédération d'origine*, celle de la réparation automobile.

SOCIAL

Le ministère du travail refuse l'agrément de la nouvelle convention UNEDIC

Pour vice de forme, le ministère du travail a refusé d'agréer la nouvelle convention d'assurance-chômage de l'UNEDIC, signée en *décembre* par les partenaires sociaux, sauf la CGT et l'UPA (*Union professionnelle des artisans*). Les négociations de l'époque, en effet, s'étaient achevées par la signature d'un protocole d'accord et non de la convention proprement dite. Celle-ci avait été rédigée ensuite et avait fait l'objet d'échanges bilatéraux entre les différentes parties prenantes, sans *qu'il y ait eu de nouvelle réunion* commune. Or le code du travail *stipule qu'un texte conventionnel* doit être négocié par l'ensemble des partenaires. *Par le passé*, d'autres accords ont été déclarés nuls par le Conseil d'Etat pour les mêmes raisons, notamment un accord de réduction du temps de travail dans la chimie.

Retraite à soixante ans

Le gouvernement va recevoir les partenaires sociaux

Les partenaires sociaux devaient être reçus séparément lundi 19 et mardi 20 mars au ministère de la solidarité afin d'examiner l'avenir de la structure financière qui compense auprès des caisses de retraite complémentaire l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite.

Cette invitation répond au souhait exprimé le 8 mars par le CNPF et les syndicats, *qui considèrent que* l'Etat doit poursuivre au-delà du *31 mars prochain* – échéance établie en 1983 – sa participation à la structure financière. Pour les trois derniers trimestres de 1990, le gouvernement propose de verser un milliard de francs, somme que la plupart des partenaires sociaux jugent insuffisante.

Par ailleurs, M. Jacques Chirac, président du RPR, estime vendredi, dans *l'Essor du Limousin*, que *« des menaces sérieuses »* pèsent sur le régime des retraites.

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 12 au 16 mars

Le printemps avant l'heure

LE redressement du marché parisien amorcé avec vigueur à la fin du mois de février s'est poursuivi pour la troisième semaine consécutive, mais avec une légère inflexion. L'indice CAC 40, en s'inscrivant, le 16 mars, à 1958,82, a progressé de 1,96 % d'un vendredi à l'autre. Cette performance extrêmement honorable dans l'environnement international incertain est toutefois inférieure aux deux précédentes hausses supérieures, chacune, à 3 %. Ainsi, depuis le premier jour du mois boursier, le 21 février dernier, la progression des valeurs françaises dépasse les 7,6 %, un seuil jamais atteint depuis les 9,14 % de janvier 1989. Ce ressaisissement permet de ramener le niveau des pertes subies depuis le début de l'année à 2,11 %, après une chute de près de 10 %.

Loin d'enchanter les intervenants, cette reprise les troublent, frappés pour la plupart par la déconnexion du marché français vis-à-vis des autres places boursières. «J'aurais préféré voir se poursuivre la baisse d'encore au moins 5 %. Le marché est reparti trop vite et je crains qu'il ne réagisse violemment à la moindre mauvaise nouvelle » commentait, songeur, un président de société de Bourse en faisant défiler sur son écran les cours des valeurs. « La reprise est jouable à condition de miser sur les titres à grande liquidité, pour se retirer rapidement à la première alerte », expliquait en début de semaine un gestionnaire. De leur côté, les analystes de chez Didier Philippe, dans leur flash hebdomadaire, reconnaissaient avoir «sous-estimé l'ampleur de la reprise technique et surtout son aspect psychologique », mais ne changeaient pas pour cela d'opinion. « Il n'est pas impossible que la reprise technique se poursuive encore un peu, mais au-delà, le scénario le plus probable, compte tenu de la faiblesse des volumes, est un signal de baisse ».

Dans cette descente progressive vers le noir absolu, l'optimum était atteint mardi 13 mars lors du point de presse organisé à la Bourse avec la société François-Dufour-Kervern. « Je suis très pessimiste pour les deux années qui viennent, je me demande si les marchés n'ont pas tous déjà atteint leur plus haut niveau », affirmait M. Hubert Cheuot, l'un des dirigeants de cette firme parisienne, évoquant la perspective d'une crise de liquidité dans le monde.

Toutes ces déclarations n'ont pas empêché la Bourse de poursuivre son cheminement, deux séances de baisses entourant trois journées de hausse. Lundi, l'indice CAC 40 perdait 0,44 % une baisse modérée comparée au 1,8 % enregistré à Tokyo quelques heures auparavant dans l'attente d'une hausse du taux d'escompte. Mardi, le marché, sans faire preuve de grande initiative, affichait une belle résistance malgré le recul de Wall Street et du Kabuto-cho à la suite de tension du loyer de l'argent. Après avoir ouvert en baisse, les valeurs se reprenaient et la journée se terminait sur un gain de 0,61 %. Scénario quasi identique le lendemain à Paris où la séance s'achevait sur une avance de 1,15 %. La décision du chancelier Kohl de ralentir l'unification des deux Allemagnes et la légère détente des taux d'intérêt outre-Rhin, lors des prises en pension de la Bundesbank, ont été bien accueillies. A cela se sont ajoutées les déclarations optimistes du ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy au Conseil économique et social. Devant cette assemblée réunie pour examiner le rapport semestriel de conjoncture, il a affirmé: « Le regain allemand devrait permettre à l'Europe continentale, et particulièrement à la France, d'échapper au ralentissement que pourrait entraîner l'épuisement de la croissance américaine ». Se fondant sur cet environnement, le ministre indiquait que ses services avaient légèrement relevé leurs prévisions pour cette année, le produit intérieur brut devant croître de 3,2 % après 3,9 % en 1989. Il évoquait le ralentissement de la hausse des prix, confirmé le lendemain par l'INSEE. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques, la progression des prix en février a été comprise entre 0,2 et 0,3 %. L'indice CAC 40 s'appréciait alors de 0,93 % dans un marché où se confirmait un retour d'investisseurs étrangers.

Départ à la SCOA, arrivée à la CFAO

Changement de décor vendredi. Les intervenants optaient pour la prudence avant la publication dans l'après midi aux États-Unis de statistiques concernant les prix de gros, les mises en chantier et la production industrielle de février. A cela s'ajoutaient la perspective à Wall Street de la séance dite « des trois sorcières » en raison de l'arrivée à échéance d'importants contrats à terme, pouvant alors amplifier tout mouvement de hausse ou de baisse. L'indice CAC 40 ouvrait sur une note stable (– 0,03%) avant de perdre près de 0,5 % en début d'après-midi. Les indicateurs économiques américains, contrairement aux attentes, ne provoquaient aucune réaction. La journée s'achevait sur un retrait atténué de – 0,29 %.

La semaine aura été rythmée par les événements concernant deux firmes de négoce international la CFAO et la SCOA. Lundi, les cotations de la Société commerciale de l'Ouest africain étaient suspendues à la suite du départ de Lonrho. Le groupe britannique avait signé voici quatre mois un accord avec Paribas pour mener à bien le redressement de la SCOA. En début de semaine, il renonçait à ce projet devant l'impossibilité de prendre rapidement le pouvoir au sein de cette société. Les cotations reprenaient mercredi, et la valeur réagissait négativement à la nouvelle. La Compagnie française de l'Afrique occidentale enregistrait une baisse vendredi, après l'annonce de l'arrivée de M. François Pinault, président du groupe du même nom, à sa tête (voir page 15). A la mi-janvier la société Pinault en franchissant le seuil des 20 %, avait fait, conformément à la réglementation boursière, une déclaration d'intention dans laquelle elle demandait à être représentée au conseil d'administration de cette firme. Elle indiquait d'autre part ne pas envisager, dans les conditions actuelles, de poursuivre ses achats (le Monde du 15 au 19 janvier). Les affirmations ont été respectées, mais comme ce fut le cas à l'époque, pour M.Bernard Arnault, via la financière Agache, dans LVMH, les écrits ne laissaient pas entrevoir une prise de pouvoirs. Se pose à nouveau le problème de l'utilité de cette déclaration obligatoire sur les motivations d'un investisseur lorsqu'il franchit les 20 %. Elle avait été instituée en avril 1988 pour assurer plus de transparence et prévoir les OPA. Elle n'envisageait pas alors le cas des prises de direction sans changement de contrôle.

Quoi qu'il en soit, sur le second marché l'action Pinault a profité à la fois de la perspective de cession de La Chapelle Darblay et du renforcement au sein de la CFAO. Le titre s'est ainsi apprécié de plus de 17 %.

L'effervescence a repris cette semaine autour de Paribas et de la Navigation mixte, certains évoquaient un relancement des hostilités avant de possibles négociations, d'autres les conséquences d'une réorganisation du groupe de M. Marc Fournier, qui s'apprêterait notamment à céder l'ensemble de son pôle assurance à l'allemand Allianz déjà présent à hauteur de 50 %. Le second marché a présenté deux de ses facettes avec Sedri et Sopra. La première de ses sociétés de services et conseils informatiques a vu ses cotations suspendues en raison de difficultés financières. Des rumeurs évoquaient en fin de semaine l'arrivée imminente de M. Bernard Tapie. Quant à la Sopra, elle s'apprête à entrer le 27 mars sur ce marché en mettant 10 % de son capital au prix unitaire de 195 francs. Elle sera précédée sur le hors cote, le 23 mars,par une société d'imagerie électronique Avenir technologie, dont le cours inscrit pourrait se situer entre 140 et 150 francs. Le marché à règlement mensuel accueillera pour sa part, dès le 28 mars, l'américain Sara Lee. Ce groupe international est peut-être moins connu que la trentaine de marques qu'ils possèdent, à savoir Maison du café, Bénénuts, Bénédicta et,d epuis octobre 1988, Dim.

DOMINIQUE GALLOIS

Banques, assurances sociétés d'investissement

	16-3-90	Diff.
Bail Équipement	315	– 7
Bancaire (Cie)	572	+ 15
Cetelem	525	– 5
CCF	221	– 15,50
CFF	1 306	– 29
CFI	502	– 10
CPR	476	– 5
Chargeurs SA	1 157	+ 48
Eurafrance	2 330	– 60
Hénin (La)	580	– 15
Locafrance	507	– 9
Locindus	850	– 15
Midi	1 261	+ 1
Midland Bank	175	Inch.
OFP	1 700	+ 17
Paribas	639	+ 13
Prétabail	1 153	+ 17
Schneider	948	+ 42
Société générale	580	Inch.
Suez (Cie fin.)	445	+ 6,40
UCB	237,50	– 7,60

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	16-3-90	Diff.
PME 10,6 % 1976	99,40	+ 0,08
8,80 % 1977	117,50	– 0,10
10 % 1978	98,70	+ 0,20
9,80 % 1978	98,55	+ 0,35
9 % 1979	96,45	+ 0,49
10,80 % 1979	100,00	+ 0,28
16 % 1982	101,05	– 0,18
CNE 3 %	3861	+ 3
CNE bq. 5 000 F	99,50	+ 0,05
CNB Paribas 5 000 F	100,40	+ 0,05
CNB Suez 5 000 F	100,40	inch.
CNI 5 000 F	99,52	+ 0,07

Métallurgie construction mécanique

	16-3-90	Diff.
Alspi	577	– 22
Avions Dassault-B	510	– 11
De Dietrich	1 800	+ 75
Facom	1 730	+ 2
Fives-Lille	424	– 6
Marine Wendel	415	+ 5
Penhoët	561	+ 5
Peugeot SA	855	+ 29
Sagem	1 400	– 4
Strafor	1 200	– 16
Valeo	719	+ 4
Vallourec	426,50	– 3,50

Mines d'or, diamants

	16-3-90	Diff.
Anglo-American	195	– 0,70
Amgold	542	– 2
Buf. Gold M.	94	+ 1,90
De Beers	128,90	+ 1,90
Drief. Cons.	75,50	+ 5,50
Gencor	18,10	+ 0,70
Harmony	55,60	+ 3,60
Randfontein	418	+ 15
Saint-Helena	59,90	+ 4,05
Western Deep	250	+ 1

Produits chimiques

	16-3-90	Diff.
Inst. Mérieux	5 800	+ 220
Labo. Bell	2 560	+ 118
Roussel-Uclaf	1 942	+ 40
BASF	1 045	+ 6
Bayer	1 054	+ 8
Hoechst	1 048	+ 2
Imp. Chemic.	107,90	+ 5,40
Norsk Hydro	181,40	– 4

Filatures, textiles magasins

	16-3-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 515	– 15
BHV	692	– 28
CFAO	599	– 14
Damart	3 500	– 50
DMC	570	– 11
Galeries Lafayette	1 720	– 20
La Redoute	691	– 9
Nouvelles Galeries	630	+ 22
Printemps	3 220	+ 150
SCOA	36,10	– 4,20

Matériel électrique

	16-3-90	Diff.
CGE	579	+ 9
CSEE (ex-Signaux)	316,50	– 20,50
Générale des eaux	2 326	+ 65
IBM	614	+ 97,92
Intertechnique	1 570	– 32
ITT	311	– 9
Legrand	3 580	+ 170
Leroy-Somer	2 125	+ 25
Lyonnaise des eaux	588	– 51
Matra	375	+ 15
Merlin-Gerin	4 980	+ 270
Moulinex	124,80	– 1,70
PM Labinal	1 164	+ 52
Radiotechnique	650	– 1
Schlumberger	284,20	– 3,80
SEB	1 115	– 50
Sextant-Avionique	552	inch.
Siemens	2 639	+ 54
Thomson-CSF	139,70	+ 0,50

Mines, caoutchouc

	16-3-90	Diff.
Géophysique	1 126	– 44
Imétal	310	+ 1
Michelin	138,70	– 2,60
Métaleurop	218,10	+ 1,60
RTZ	50	+ 0,70
ZCI	2,54	– 0,01

Bâtiment, travaux publics

	16-3-90	Diff.
Auxil. d'entr.	1 031	– 25
Bouygues	591	+ 18
Ciments français	1 480	+ 3
Dumez	902	+ 1
GTM	1 310	+ 10
Immob. Phénix	81,40	+ 1,40
J. Lefebvre	1 080	inch.
Lafarge	354,50	+ 5,50
Poliet et Chausson	532	– 1
SCREG	1 110	+ 10
SGE-SB	235	– 5

Alimentation

	16-3-90	Diff.
Béghin-Say	801	+ 1
Bongrain	2 891	– 29
BSN	756	+ 11
Carrefour	3 340	+ 33
Casino	152,80	+ 4,20
Euromarché	4 195	+ 145
Guyenne et Gasc.	1 075	– 75
Moët-Hennessy	4 745	+ 11
Nestlé	32 570	– 930
Occid. (Gle)	844	– 24
Olipar-Caby	384,50	– 750
Pern.-Ricard (1)	1 205	+ 40
Promodès	4 140	+ 279
St-Louis-Bouchon	1 568	+ 59
Source Perrier	1 515	– 91

Pétroles

	16-3-90	Diff.
BP-France	176 50	– 1 50
Elf-Aquitaine	636	+ 19
Esso	700	– 2
Exxon	267 50	– 0 57
Petrofina	1 850	– 9
Primagaz	804	– 16
Raffinage (Fr.de)	210 50	– 1,50
Royal Dutch	433	– 5
Sogerap	505	+ 30
Total	624	– 15

Valeurs diverses

	16-3-90	Diff.
Accor	890	+ 19
Air liquide	657	+ 13
Arjomari	2 655	+ 98
Bic	632	+ 1
Bis	595	+ 33
CGIP	1 379	+ 90
Club Méditerranée	676	– 3
Essilor	2 544	– 75
Euro-Disney	100,80	+ 3,10
Europe 1	1 271	– 4
Eurotunnel	53,70	– 2,15
Groupe Cité	767	– 33
Hachette	375	+ 18,90
Havas	1 494	+ 57
L'Oréal	4 850	+ 130
Navigation mixte	2 230	+ 135
Nord-Est	185	– 2,60
Saint-Gobain	593	+ 4
Sanofi	1 038	+ 11
Saulnes Châtillon	318,50	– 7,50
Skis Rossignol	1 016	– 42

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
Nav g. mixte	+ 14,8	SCOA	– 10
Castor.-Dub. I	+ 10,0	Ingenico	– 8,7
Pechiney intl	+ 9,5	CSEE	– 8,2
Dév. rég. S-E	+ 7,1	Guyenne Gasc.	– 6,5
CICA	+ 7,1	Sogerap	– 6,3
Fichet Bauche	+ 6,8	SEB	– 6,1
CGIP	+ 6,7	Source Perrier	– 5,4
BIS	+ 6,3	CMB Pack. SA	– 5,2
Colas	+ 6,2	Rober	– 4,5
CGI-Informat.	+ 6,1	Norton et cie	– 4,5
Promodès	+ 5,9	BIP	– 4,4
Chargeurs SA	+ 5,3	CCF	– 4,3
Labinal	+ 5,3	Hutchinson	– 4,3
-grand	+ 5,2	Locafrance	– 4,3

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Peugeot-SA	785 084	657 459 694
C.G.E.	1 141 181	652 373 081
Elf Aquitaine	770 765	485 535 831
Suez F.	972 697	439 390 732
Eaux (G. des)	184 775	415 312 391
B.S.N.	457 803	341 937 090
Midi (Cie du)	221 298	299 762 979
Schneider	316 777	298 507 559
Saint-Gobain	485 386	287 521 110
LVMH M.-H.	61 593	280 883 161
Paribas	434 609	269 859 293
Sté Générale A	455 814	269 597 844
Lafarge Cop.	650 376	232 320 854
Total (Fr. Pét.)	317 941	194 492 073

(*) Du vendredi 9 mars 1990 au jeudi 15 mars 1990 inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 9-3-90	Cours 16-3-90
Or fin (kilo en barre)	73 800	73 200
– (kilo en lingot)	74 100	73 850
Pièce française (20 fr.)	434	428
● Pièce française (10 fr.)	399	400
Pièce suisse (20 fr.)	456	445
Pièce latine (20 fr.)	431	425
● Pièce tunisienne (20 fr.)	429	429
Souverain	545	540
● Souverain Elizabeth II	580	580
● Demi-souverain	413	418
Pièce de 20 dollars	2 675	2 565
– 10 dollars	1 380	1 370
● – 5 dollars	915	900
– 50 pesos	2 805	2 850
● – 20 marks	680	650
– 10 florins	448	444
● – 5 roubles	302	302

● Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 16 mars 1990

Nombre de contrats : 67 587.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Mars 90	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90
Premier	–	–	–	–
+ haut	100,20	100,42	100,42	100,66
+ bas	99,70	99,86	100,06	100,66
Dernier	100,08	100,26	100,42	100,66
Compensation	100,10	100,28	100,38	100,64

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12 mars	13 mars	14 mars	15 mars	16 mars
RM	1 373 718	1 935 946	2 467 530	2 631 365	–
Comptant R. et obl.	6 572 446	4 395 076	8 849 001	10 215 902	–
Actions	547 067	226 566	522 084	300 303	–
Total	8 493 231	6 557 588	11 838 615	13 147 570	–
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 29 décembre 1989)					
Française	93,4	94,0	94,7	95,5	–
Étrangères	95	95,1	94,7	95,4	–
SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 31 décembre 1981)					
Indice gén.	515,7	515	517,4	525,7	526,5
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40	1 912,59	1 924,30	1 946,37	1 964,47	1 958,82

Après le rapprochement entre les deux firmes

Rhône-Poulenc Rorer Inc. va investir massivement dans la recherche

NEW-YORK

de notre correspondant

Une fois approuvé par les actionnaires de Rorer Group Inc., sans doute à la mi-mai, le rapprochement définitivement conclu entre la firme américaine et Rhône-Poulenc permettra au nouvel ensemble de consacrer, dès cette année, environ 400 millions de dollars à la recherche, indiquent les responsables de cet important laboratoire installé à Fort-Washington, en Pennsylvanie. Rorer Group, qui a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de dollars (contre 1,9 milliard environ pour le groupe français), a multiplié par trois le montant de ses ventes de produits pharmaceutiques dans le monde depuis 1985, et par sept les sommes consacrées durant la même période à la recherche et au développement. La progression a été particulièrement sensible après le rachat, en 1986, de trois laboratoires appartenant jusque-là au groupe Revlon (USV, Armour et Meloy). L'année dernière, ce budget a dépassé les 110 millions de dollars.

Dans un autre chapitre, celui du comportement de l'action Rorer à la Bourse de New-York, où le cours est tombé jusqu'à 55 dollars, début mars, contre plus de 70 dollars à la mi-janvier à l'annonce du projet d'accord entre les deux groupes, ces derniers attribuent avec un bel ensemble cette baisse à la déception des boursiers qui, craignant que l'accord final ne se fasse pas, ont préféré vendre leurs titres. Les dernières heures semblent leur donner tort *a posteriori*. Apparemment indifférente aux délits d'initié sur lesquels continuent à enquêter les autorités boursières française et américaine (*le Monde* du 10 mars), l'action Rorer (qui sera bientôt cotée à Paris) a gagné près de 3 dollars le 12 mars, pour clôturer la séance à 65 3/4 dollars au New-York Stock Exchange. En prévision d'une éventuelle contre-OPA ?

SERGE MARTI

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK
Hausse en fin de semaine

Wall Street a terminé vendredi en beauté après avoir évolué prudemment cette semaine dans l'attente de la publication de plusieurs indices économiques aux États-Unis et de l'expiration vendredi, « *journée des trois sorcières* », d'une série d'options liées aux indices boursiers à terme.

Le Dow Jones a fini la semaine en hausse de 57,88 points par rapport à la clôture de vendredi dernier. La hausse brutale mais passagère des taux d'intérêt obligataires américains mardi a également fait pression sur Wall Street qui craint toujours un resserrement de la politique de crédit de la Réserve Fédérale.

Indices Dow-Jones du 16 mars : 2741,21 (contre 2 683,33).

	Cours 9 mars	Cours 16 mars
Alcoa	66 5/8	67
ATT	40 3/8	41 7/8
Boeing	64 7/8	69 3/4
Chase Man. Bank	30 3/8	27 1/2
Du Pont de Nemours(*)	39 1/4	39 3/8
Eastman Kodak	38 1/2	38 7/8
Exxon	46 3/4	47 5/8
Ford	47 1/8	48 5/8
General Electric	62 3/8	64
General Motors	46 1/8	47 3/4
Goodyear	34	37 1/2
IBM	104 7/8	108 3/4
ITT	54 1/2	55 3/8
Mobil Oil	61 7/8	63 1/4
Pfizer	61 3/4	58 1/2
Schlumberger	48 1/2	50 1/4
Texaco	59	59 5/8
UAL Corp. (ex-Allegis)	134	142
Union Carbide	22 3/8	22 1/8
USX	37	36 1/8
Westinghouse	73 5/8	75
Xerox Corp	53 1/8	56 1/8

(*) Divisé par trois.

LONDRES
Reprise

Après un départ morose, les cours se sont redressés progressivement pour terminer brillamment la semaine au Stock Exchange. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a gagné 29,6 points par rapport au vendredi précédent. La tendance s'est redressée en fin de semaine dans le sillage de Wall Street et après la publication mercredi et jeudi d'une vague de résultats encourageants pour plusieurs des principaux groupes britanniques. Toutefois l'attente de l'annonce du budget mardi prochain a monopolisé l'attention des investisseurs institutionnels.

Indices FT du 16 mars : 100 valeurs 2263,9 (contre 2234,3) ; 30 valeurs 1789,4 (contre 1763,8) ; mines d'or 285,6 (contre 275,8) ; fonds d'Etat 77,60 (contre 76,98).

	Cours 3 mars	Cours 16 mars
Bowater	440	457
BP	337	339
Charter	432	435
Courtaulds	366	385
De Beers(*)	22,50	22,62
Glaxo	13,50	7,85
GUS	14	14
ICI	11,19	11,24
Reuters	10,38	10,60
Shell	467	468
Unilever	652	672
Vickers	219	218

(*) En dollars.

FRANCFORT
Poursuite du redressement

La bourse des valeurs de Francfort a poursuivi cette semaine son redressement, après plusieurs semaines perturbées par les incertitudes entretenues autour des modalités de la future union monétaire entre les deux Etats allemands.

L'indicateur DAX a terminé la semaine en hausse de 30,95 points (soit + 1,7 %) sur son cours de clôture du vendredi précédent. Le marché a été encouragé par la publication d'une série d'indicateurs économiques favorables. Indices du 16 mars : DAX 1889,69 (contre 1858,74) ; Commerzbank 2305,8 (contre 2269).

	Cours 9 mars	Cours 16 mars
AEG	317,50	324
BASF	309	311,50
Bayer	311,70	314,50
Commerzbank	294,50	296
Deutschebank	766,50	786,50
Hoechst	312	310,60
Karstadt	635	670
Mannesman	363,50	380
Siemens	764,50	784
Volkswagen	562	575

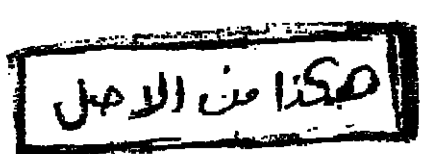
TOKYO
Poursuite de la baisse

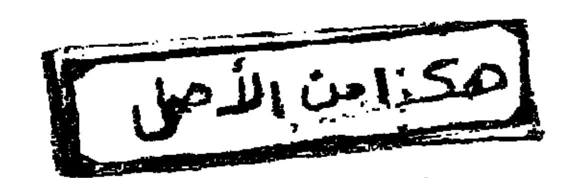
Inexorablement, la Bourse de Tokyo continue son mouvement de recul dans un marché toujours troublé par l'évolution du yen et des taux d'intérêt.

Indices du 16 mars : Nikkei 32 616,44 (contre 33 993,12) ; Topix 2419,21 (contre 2539,89).

	Cours 3 mars	Cours 16 mars
Akai	1 190	1 190
Bridgestone	1 530	1 460
Canon	1 610	1 580
Fuji Bank	3 180	3 170
Honda Motors	1 650	1 600
Matsushita Electric	2 110	1 990
Mitsubishi Heavy	993	934
Sony Corp.	8 030	7 640
Toyota Motors	2 330	2 170







CREDITS, CHANGES, GRANDS MARCHES

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Forte présence allemande

Les banques allemandes déploient actuellement une intense activité d'emprunt sur le marché *international des capitaux. Elles* procèdent de façon plutôt voyante, ce *qui tend à accréditer l'image* d'une Allemagne fédérale multipliant avidement les appels de fonds pour financer les pays de l'Est.

Il convient certes de se garder de toute interprétation trop rapide. Les grands établissements financiers d'outre-Rhin ont l'habitude, par vagues successives, de solliciter les marchés qui leur semblent les plus avantageux. Leurs trésoriers sont réputés pour leur compétence et leur rapidité de réaction. A l'*affût de* toutes les possibilités de *swaps* qui s'ouvrent, ils sont souvent *plusieurs* à profiter au même moment d'un environnement favorable. Une concentration d'emprunts de même origine peut n'être due qu'à une éphémère conjonction de facteurs techniques.

Toutefois, force est de constater que la cadence des nouveaux emprunts allemands est inhabituellement élevée et qu'aux quelques emprunteurs confirmés ne cessent de se joindre des nouveaux venus, *souvent peu connus des investisseurs* internationaux. En outre, fait rare, plusieurs marchés sont visés à la fois.

Ainsi les banques allemandes *ont-elles, depuis deux semaines,* envahi le marché suisse que neuf d'entre elles sollicitent pour un montant global de 930 millions de francs helvétiques. La plupart de leurs transactions sont assorties de taux d'intérêt faciaux de 7,50 % *pour une durée de cinq ans. Cette* échéance s'explique non par la préférence des investisseurs, mais par la volonté des emprunteurs d'exploiter au mieux les possibilités *d'arbitrage qui s'offrent sur* les marchés. Dans leur majorité, les débiteurs allemands n'ont pas l'emploi des francs suisses qu'ils cherchent à obtenir. Aussi concluent-ils des contrats d'échange qui leur procurent des *fonds en dollars à taux variable.* Les résultats de ses *swaps* sont d'ailleurs très bons : ils sont inférieurs de 25 à 30 centimes au Libor, le taux d'intérêt offert sur le marché interbancaire international.

Le placement de tous ces titres allemands risque d'être lent car le marché suisse est engorgé. Mais les emprunteurs ne voient guère d'inconvénient à cela pour autant que le délai nécessaire à l'absorption de *leurs obligations contribue* à accroître leur notoriété. Le souci de ces établissements dépasse de loin l'horizon immédiat de leurs opérations en cours. Ils tiennent à se faire connaître hors des frontières de leur pays afin d'attirer les *investisseurs à souscrire ultérieurement* aux emprunts qu'ils émettent *régulièrement sur leur* propre marché national. Une telle préoccupation d'internationaliser sa dette est commune à de nombreux débiteurs mais elle est rarement exprimée avec autant de netteté que par ces banques allemandes.

Francfort découvre l'écu

Par ailleurs, la manière dont les *débiteurs allemands mettent* présentement à profit le marché de l'écu retient l'attention de tous les spécialistes. Ils s'y adressent directement, sous leur propre nom, sans passer par un quelconque véhicule financier. Le fait a son importance *car il a permis à un émetteur prestigieux* de monter son opération en Allemagne même. *S'il était* passé par le truchement d'une société étrangère de son groupe, comme le font la plupart des euro-emprunteurs, il aurait été amené à lancer *son émission au cœur même de* l'euromarché, à Londres. Nombreux sont, en effet, les débiteurs qui considèrent qu'une véritable eurotransaction ne peut sortir que de la City. L'exemple des eurobanques françaises et les belles tran*sactions qu'elles ont montées à* Paris montre qu'il n'en est rien en ce qui concerne l'écu. Et, d'une façon générale, dans les grands pays d'Europe continentale, les *autorités n'ont pas l'intention* de laisser le marché des titres libellés dans la devise européenne s'épanouir exclusivement à Londres. Les Trésors publics de Rome et de Paris *ont développé* sur place des programmes d'emprunts en écus *très élaborés ; ceux de Madrid* et de Bruxelles s'apprêtent à en faire autant.

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'émission de 200 millions d'écus *lancée jeudi* par Kreditanstalt fuer Wiederaufbau. Cet établissement public, qui a joué un rôle de premier plan dans le financement de la reconstruction de l'Allemagne d'après-guerre, jouit du *plus grand crédit qui soit dans* son pays. Il n'a commencé à s'aventurer qu'assez récemment sur les marchés internationaux. A cette fin, il dispose d'une société financière américaine créée spécialement pour emprunter en monnaies étrangères. *Des considérations* d'ordre politique l'ont amené *à offrir son premier emprunt* en écus à Francfort et sous son propre nom. *La* transaction est placée sous la direction de la Deutsche Bank. Les obligations, lancées à 101,875 % du pair porteront intérêt au taux facial de 10,875 % *l'an durant cinq ans. Le produit de* l'emprunt sera échangé contre des fonds en écu, qu'il faudra rémunérer non plus à taux fixe mais à taux variable.

Maintenant que Francfort a découvert l'écu, on pourrait imaginer que *Zurich* en fasse autant prochainement. La Banque nationale suisse vient en effet d'autoriser le lancement sur le territoire helvétique d'emprunts libellés dans la *monnaie européenne. Mais du fait* de l'imposition en Suisse d'un coûteux timbre fiscal sur les émissions de titres, il est probable que cette mesure de libéralisation reste sans effet. La place financière britannique n'a donc rien à craindre *de ce côté. Les grandes eurobanques* suisses n'ont, de loin, pas fini de contribuer à son expansion.

Parmi les autres événements de la semaine écoulée, il faut signaler *la* réussite d'une euro-opération de 1 milliard de francs français pour le compte de la Banque européenne d'investissement. En proposant un taux d'intérêt facial de *10,50 % pour une durée de huit* ans, cette organisation supranationale a rencontré la faveur des investisseurs. L'emprunt que dirige la Société générale est important *dans la mesure où il rappelle l'existence* du compartiment de l'eurofranc, l'un des plus calmes de tout l'euromarché cette année. Nombreux sont cependant ceux qui *refusent d'y voir le signe d'une* franche réouverture, qui annoncerait une vive reprise prochaine de l'activité primaire. L'intérêt manifesté par les investisseurs étrangers est bien trop faible pour autoriser un tel espoir. L'attention des étran*gers se concentre sur les fonds* d'Etat.

CHRISTOPHE VETTER

LES DEVISES ET L'OR

Toujours le yen

En début de semaine, la crise *semblait proche à Tokyo, où, malgré* les interventions répétées de la Banque centrale, le yen ne cessait de perdre du terrain vis-à- vis du dollar. Mardi 13 mars, la monnaie américaine atteignait 152,67, son plus haut niveau depuis août 1987. Si la tension s'est apaisée au cours des séances suivantes, la monnaie *japonaise est encore loin d'être stabilisée* et pourrait continuer à décliner jusqu'à l'annonce du relèvement des taux directeurs nippons, impatiemment attendu depuis plusieurs semaines.

La hausse du dollar partielle*ment interrompue à Tokyo s'est* néanmoins répercutée sur les cours de la devise américaine en Europe, avant qu'une légère décrue intervienne. Alors qu'il avait atteint jusqu'à 1,72 DM et 5,80 francs mercredi, le billet vert cotait 1,6990 DM et 5,7390 F vendredi, des cours très proches de ceux de la *semaine précédente.*

Le secrétaire au Trésor,M. Nicholas Brady, a pourtant jugé opportun de déclarer jeudi 15 mars que la poussée actuelle du dollar ne menaçait pas le redressement du commerce exté*rieur américain. « Si vous regardez en arrière, vers le début de 1988, vous constaterez que globalement le dollar est resté stable »,* a-t-il affirmé.

Effectivement, la hausse du dollar et ses effets potentiels sur l'économie américaine n'inquiètent pas pour l'instant outre mesure les marchés, d'ailleurs restés vendredi largement indifférents à la publication de nombreux résultats économiques pour le mois de février. Les uns, comme la hausse de l'utilisa*tion des capacités industrielles* à 82,3 %, ou celle de 0,6 % de la production industrielle, indiquent que l'activité reste soutenue, les autres, comme la chute de 7 % des *mises en chantier de logements,* laissent présager un ralentissement.

La grande inconnue réside véritablement dans l'évolution prochaine de la devise allemande. Dans l'attente du résultat des élections en RDA le dimanche *18 mars, le mark a fluctué de* manière plutôt erratique au cours des dernières séances, et bénéficié d'achats de couverture à la veille du week-end. A Paris, la bonne tenue du franc persiste, et la devise allemande s'échangeait vendredi à 3,3796 francs contre 3,3808 francs une semaine auparavant.

Le calme qui régnait globale*ment sur les marchés des changes* – à l'exception de celui de Tokyo – a permis aux banques centrales, très actives sur les marchés ces derniers temps, de souffler un peu. Selon la rumeur publique, la Réserve fédérale n'était de toutes façons pas très favorable *aux récentes* ventes de dollars, et n'aurait agi que sous *la pression du département du Trésor.*

L'anniversaire de l'écu

L'écu *fête dimanche 18 mars* son quinzième anniversaire, une date *bien symbolique puisque* c'est en mars 1979, avec la création du système monétaire européen (SME), que l'écu est véritablement né, sous forme d'un panier de monnaies coté quotidiennement. Ce sont les deux monnaies les plus récemment intégrées au panier (le 21 septembre dernier), la lire italienne et la *peseta espagnole, qui* caracolent actuellement en tête du SME.

A l'automne dernier, le poids de toutes les devises dans le panier de l'écu avait été révisé, pour tenir compte des nouvelles arrivées, et *celui du deutschemark était* retombé de 32 % à 30,1 %. L'union monétaire allemande reposera sans nul doute le problème du poids respectif des monnaies. Plusieurs Etats, dont la Hongrie et l'URSS, ont déjà lancé des emprunts inter*nationaux libellés dans l'unité de* compte européenne, et des projets *de coopération Est-Ouest, comme* celui du constructeur automobile Fiat, ont été lancés en écus. *Le* capital de la nouvelle banque européenne pour la reconstruction de l'Europe de l'Est devrait être libellé en écus, bien que les Américains y voient un risque de change trop grand. Le commissaire européen à *la fiscalité,* Mme *Christiane Scrivener*, entrevoit un rôle bien plus grand pour l'écu dans les pays de l'Est, puisque, selon elle, il pourrait « *favoriser la transition vers un régime de convertibilité des monnaies nationales* ».

En outre, cette semaine, un texte relatif à l'union économique et monétaire européenne a été présenté à Bruxelles . Il réitère la volonté de l'utilisation à terme d'une monnaie unique, l'écu, dans les pays membres de la Communauté . *l'association pour l'union* monétaire de l'Europe, un groupement d'industriels de la Communauté, a pour sa part réclamé vendredi que, dès le *« début de la première phase du plan Delors (prévu pour le 1er juillet 1990), l'écu soit formellement déclaré monnaie unique européenne pour l'avenir »* .

Mais, aujourd'hui comme au moment du lancement du SME, le problème reste le même : tant que *l'écu privé différera de celui, officiel*, créé par les banques centrales, celui-ci ne sera pas une véritable devise, et son champ d'utilisation demeurera restreint.

FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 MARS AU 16 MARS 1990

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D.mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York..	1,6230	–	17,4581	66,2690	58,9970	2,8384	52,3560	0,0799
	1,6225	–	17,4034	66,3570	58,8235	2,8289	52,2466	0,0797
Paris	9,2965	5,7280	–	379,59	337,93	16,2589	299,90	4,5769
	9,3229	5,7460	–	381,29	338	16,2546	300,21	4,5785
Zurich	2,4491	1,5090	26,3442	–	89,0265	4,2832	79,0052	1,2057
	2,4451	1,5070	26,2269	–	88,6470	4,2631	78,7356	1,2007
Francfort...	2,7509	1,6950	29,5919	112,32	–	4,8112	88,7436	1,3543
	2,7583	1,7000	29,5858	112,89	–	4,8091	88,8192	1,3546
Bruxelles...	57,1783	35,23	6,1505	23,3465	20,7846	–	18,4450	2,8150
	57,3554	35,35	6,1521	23,4572	20,7941	–	18,4692	2,8167
Amsterdam	3,0999	1,9100	333,44	127,57	112,68	5,4215	–	1,5261
	3,1055	1,9140	333,10	127,01	112,59	5,4144	–	1,5251
Milan	2031,18	1251,50	218,49	829,36	738,34	35,5237	655,23	–
	2036,24	1255	218,41	832,79	738,24	35,5021	655,69	–
Tokyo.......	247,10	152,25	26,5802	100,89	88,8230	4,3216	79,7120	0,1216
	245,24	151,15	26,3053	100,30	88,9118	4,2758	78,9707	0,1204

A *Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 mars, 3,7622 F contre* 3,8015 F le vendredi 10 mars.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le plomb au plus haut depuis dix ans

Pénurie de physique oblige, une véritable frénésie d'achats s'est emparée du marché du plomb. Ce métal, qui avait déjà fait un bon parcours en 1989 alors que tous les *autres non ferreux marquaient* le pas, a touché des niveaux de cours jamais vus depuis novembre 1979. Sur le London Metal Exchange (LME), le prix du métal au comptant a terminé vendredi à 802 livres la tonne alors que le terme à trois mois clôturait à 572 livres la *tonne. Ce déport* ou backwardation sur trois mois (cours du comptant supérieur au *terme)* s'est brutalement tendu cette semaine, passant de 175 livres à 230 livres par tonne en huit jours. Depuis le début de l'année, cet écart, qui mesure le manque de marchandise *disponible et* les craintes des consommateurs quant à leurs approvisionnements, n'a cessé de s'accroître. La pénurie semble donc réelle.

C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle les responsables du marché londonien sont parvenus. La récente flambée des cours et surtout l'amplification du phénomène de déport avaient alerté les contrôleurs du LME, qui ont demandé à tous les intervenants du *marché de présenter* le détail de leurs positions. Les autorités de marché londoniennes avaient déjà pris cette décision en décembre dernier sur le contrat de zinc et en *février 1988 sur le nickel. A ces* époques, une limitation des déports avait été imposée pour calmer le jeu de la spéculation. Mais aujourd'hui, après enquête, il est apparu *que le marché du plomb* n'était pas manipulé par une tentative de corner mais que la raréfaction du métal à court terme était bel et bien indiscutable. De fait, en moins de trois mois, *les stocks* de plomb détenus sur le LME sont passés de 22 950 tonnes à 12 900 tonnes. Ces réserves sont actuellement à leur plus bas niveau depuis plus de deux ans, et les producteurs, quant à eux, ne disposent plus que de l'équivalent de quatre *semaines de consommation en stocks.* Le marché subit en ce moment le contrecoup de plusieurs ruptures d'approvisionnement. En août dernier, la fonderie de Porto-Vesme, en Sardaigne (84 000 tonnes de capacité annuelle), appartenant au producteur *italien Nuova Simin*, était arrêtée à la suite de problèmes techniques. La production ne devrait pas y reprendre avant le mois de juin prochain. L'arrêt des *livraisons de cette unité a* notamment contribué à la forte contraction des stocks au LME. Traditionnel relais de la production de métal primaire, le recyclage à partir de *vieux accumulateurs* est actuellement au point mort. Les batteries automobiles, notamment, n'ont pas eu à souffrir d'un hiver particulièrement doux en Europe.

Par ailleurs, *le producteur* Britannia Refined Metals a connu des problèmes dans le Kent ces deux derniers mois, la mise en route de l'exploitation de la mine de Red *Dog (plomb et zinc)* en Alaska se révèle plus lente que prévu, le canadien Noranda a dû suspendre la production de son usine de Belledune en raison d'un manque de concentré et Cominco a fermé sa *mine canadienne de Sullivan* (58 000 à 95 000 tonnes de plomb par an de capacité). Pour couronner le tout, des exercices d'options sont attendus la semaine prochaine et la grève actuelle des mineurs péruviens ne fera rien pour arranger les choses.

Cette psychose des stocks est d'autant plus marquée que le marché du plomb est caractérisé par un déficit de l'offre. En 1989, la consommation occidentale a atteint 4,419 millions de tonnes alors que la production n'a représenté *que 4,375 millions de tonnes.* Toute nouvelle rupture d'approvisionnement peut donc se révéler explosive. Signe des temps, l'Occident, qui exporte bon an mal an 45 000 tonnes de plomb vers les pays de l'Est, a dû importer 3 tonnes de métal en provenance de cette zone en janvier *1990.*

ROBERT RÉGUER

PRODUITS	COURS DU 9-3
Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	1 636 (+ 2) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 633 (+ 113) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	9 375 (+ 475) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	2 579 (+ 79) Francs/tonne
Café (Londres) Mars	730 (+ 23) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 075 (– 25) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Mars	352 (– 31) Cents/boisseau
Maïs (Chicago) Mars	253 (+ 10) Cents/boisseau
Soja (Chicago) Mars	166,90 (– 4,7) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

□ **Le sucre coté au palais Brongniart.** – La Bourse de commerce a perdu depuis lundi 12 mars l'un de ses *produits* vedettes, le sucre blanc, qui se négocie dorénavant au quatrième étage du palais Brongniart avec les contrats financiers du MATIF (marché à terme international de France).

Cette mesure entre dans le cadre des projets de relance du marché des matières premières après leur fusion avec le MATIF en 1989, et a pour but de redynamiser un secteur fortement affaibli par la concurrence *londonienne (le Monde* du 16 novembre). Cette tentative de réactiver le contrat parisien tombe à pic, les cours du sucre étant à leur plus haut niveau depuis neuf ans.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dans l'attente des élections en RDA

Dans un contexte de détente sur les marchés allemand et français et de stabilité des taux américains, Tokyo s'est une fois de plus distin*guée au cours des dernières séances* en cédant de nouveau du terrain, en réponse à la chute du yen et à l'absence de relèvement des taux directeurs. A Tokyo, les taux d'intérêt à dix ans atteignent désormais 7,30 %, et se rapprochent *donc de ceux pratiqués sur les marchés* de Francfort et de New-York. Tandis que, comme de nombreux analystes le prévoient, la période de baisse du yen est loin d'être achevée, le loyer de l'argent japonais pourrait continuer de progresser. *Et ce même si la Banque du* Japon décide, au début de la nouvelle année fiscale, de relever d'un point entier le taux d'escompte, porté à 4,25 % le 25 décembre dernier. D'ores et déjà, les principales banques japonaises de crédit à long terme ont annoncé la possibilité d'un relèvement de leur taux de base de 7,4 % à 7,9 % le mois prochain.

A Francfort, à la veille des élec*tions, les opérateurs sont nettement* plus sereins qu'il y a quelques semaines, notamment sous l'effet des déclarations du chancelier Helmut Kohl, qui affirmait le 13 mars que les Allemands bénéficieraient d'un taux de conversion *entre leur monnaie et le deutschemark* de un pour un. Cette nou*velle* n'est pas véritablement rassurante en soi, car un tel taux de change pourrait avoir des conséquences très négatives sur le taux de l'inflation allemande . Cependant, tout ce qui en ce moment annonce la concrétisation de l'union allemande est interprété positivement : les marchés, c'est *bien connu, détestent* par-dessus tout l'incertitude. Ainsi, plus que le résultat des élections en RDA lui-même, les opérateurs attendent avec anxiété de voir une majorité claire se dessiner. L'amélioration du climat sur la place allemande a permis à *la Bundesbank* de procéder mercredi à une prise en pension dont les taux, pour la tranche à trente-cinq jours, se sont échelonnés entre 7,80 % et 8,15 %, alors qu'ils étaient montés jusqu'à 8,25 % une semaine auparavant.

En France également, le climat est à *l'embellie*, et, *sur le MATIF*, le contrat notionnel échéance juin est repassé vendredi au-dessus du pair pour la première fois depuis un mois, alors qu'il s'établissait à 98,90 une semaine *plus tôt. Sur les* marchés, on espère que les bons *résultats récents de l'économie française* (dont une hausse de 3,4 % des prix à la consommation en glissement annuel en février) permettront une consolidation de *cette embellie, en l'absence de turbulences* internationales trop vives.

Ironie des chiffres, les taux d'intérêt à dix ans aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale se sont établis *cette semaine à un niveau pratiquement* identique, 8,60 % environ. Compte tenu de la plus grande *modération –jusqu'à présent –* des prix en RFA, le marché allemand demeure plus séduisant que celui d'outre-Atlantique. C'est pourquoi nombreux sont ceux qui pensent que, malgré le débat qui fait rage actuellement aux Etats-Unis sur l'opportunité d'une baisse des taux, et dans lequel le président *Bush lui-même est intervenu, le* coût de l'argent pourrait repartir prochainement à la hausse. Surtout si, après sa vigueur des dernières semaines, le dollar entamait un *nouveau mouvement de baisse.*

Sur le marché primaire français, un seul emprunt important a été lancé, *celui de Francetel, l'une des* sociétés financières de France Telecom. D'un montant de 900 millions de francs, et d'une durée de huit ans cet emprunt, *émis à 10,50 %, a été assorti d'un* rendement actuariel de 10,52 % et a rencontré un succès important, notamment auprès des particuliers.

F. L

Le Monde

Alors que la réforme des PTT avance

La CGT appelle à une grève générale reconductible

Alors que le projet de loi réformant les PTT fait encore l'objet d'arbitrages interministériels avant son prochain passage en conseil des ministres, la CGT a décidé d'appeler *« l'ensemble du personnel à la grève générale dans l'ensemble des services dès lundi 19 mars et à la décider chaque jour (...) pour obtenir le retrait du projet Quilès »*. La CGT – qui est le syndicat le plus fort aux PTT – indique qu'elle souhaite que FO et la CFDT appellent *« immédiatement à la grève l'ensemble de la profession »*.

Pour sa part, la CFDT – plus favorable aux projets du gouvernement – se félicite dans un communiqué des progrès enregistrés sur le volet social de la réforme : des négociations, qui se sont déroulées pendant dix-sept heures consécutives, les 15 et 16 mars, ont permi de mettre sur pied un *« document d'étape* (...) *qui décrit les résultats de la première phase de ces négociations sociales »*. Elles se poursuivront d'ici à la fin juin 1990. La CFDT – qui va jusqu'à affirmer que *« la réforme des classifications aux PTT, c'est la CFDT »* – assure qu'elle *« poursuivra son action pour que chaque agent des PTT gagne et que tout le personnel gagne ensemble »*.

Après une semaine de conflit

Les routiers italiens reprennent le travail

La grève des routiers qui paralyse l'Italie depuis une semaine doit prendre fin dimanche 18 mars, mais les camionneurs de la pénisule prévoient un nouvel arrêt de travail pour le 14 mai, à l'appel de trois des dix syndicats de la profession. Pour le consommateur italien, à la pénurie de carburants s'ajoute une hausse spectaculaire des prix sur les marchés, tandis que les cours s'effondrent à la production, faute de pouvoir l'écouler.

Côté français, les routiers ayant décidé vendredi *(nos dernières éditions du 17 mars)* de mettre fin au blocage du péage de la Turbie, qui durait depuis lundi, cinq cents poids lourds ont commencé à dégager l'autoroute A-8. Plusieurs dizaines de camions, surtout étrangers (espagnols, portugais et britanniques) se sont mis en route vers l'Italie, tandis que de nombreux routiers français rentraient chez eux pour attendre un retour à la normale de la situation.

Condamné à un an d'emprisonnement

Un objecteur de conscience est adopté par Amnesty International comme prisonnier d'opinion

MARSEILLE

de notre correspondant régional

« Vous avez en face de vous un innocent qui ne comprend pas comment il se retrouve en prison. » Dans la cohorte des appelés du contingent qui ont comparu, vendredi 16 mars, pour divers délits, devant la chambre spécialisée dans les affaires militaires du tribunal de grande instance de Marseille, Nicolas Bruneau, un jeune homme frêle en jean et sweat-shirt gris, tient à expliquer son cas au président, M. Jean-Robert Tron. La prison, c'est ce même tribunal qui lui en a imposé l'épreuve, il y a tout juste un mois, sous l'inculpation de désertion et de refus d'obéissance. Mais si Nicolas Bruneau se considère comme innocent, c'est qu'il revendique, depuis près d'un an et demi, le bénéfice du statut d'objecteur de conscience.

Sa première demande remonte au 22 septembre 1988. Mais présentée hors du délai légal (trente jours après l'appel), elle avait été rejetée, pour forclusion, le 3 novembre suivant. La suite : un engagement de trois ans dans le corps des marins-pompiers de Marseille – dénoncé en octobre 1989 après cinq mois de service, – une nouvelle requête, aussi vaine, auprès du ministère de la défense et, enfin, son arrestation, puis son incarcération, à la prison des Baumettes, le 15 février dernier, après son refus de porter l'uniforme.

Une affaire apparemment banale qui avait trouvé un épilogue provisoire, le 16 février, avec la décision prise par la chambre spécialisée dans les affaires militaires de reporter son jugement d'un mois en plaçant Nicolas Bruneau sous mandat de dépôt. Le tribunal espérait, en fait, qu'entre-temps le jeune homme obtiendrait satisfaction du ministère de la défense. Mais le comité de soutien comme les défenseurs de Nicolas Bruneau, Mᵉ Dany Cohen (Marseille) et Mᵉ Jean-Jacques de Félice (Paris), ont vainement multiplié leurs démarches...

« Jusqu'au dernier moment, j'ai guetté l'arrivée d'un télégramme », confie le procureur, M. Alain Lapierre, manifestement embarrassé pour requérir contre un jeune homme *« qui a eu une attitude digne et respectable »*. L'engagement de non-violence et le désir de servir de Nicolas Bruneau, adepte de l'Eglise adventiste du 7ᵉ jour, n'ont jamais été, il est vrai, mis en doute par personne, y compris par l'autorité militaire. Faute d'avoir reçu la réponse qu'il attendait, le ministère *public se bornera à constater* que les infractions reprochées à Nicolas Bruneau sont bien constituées. Mais, tout en réclamant les circonstances atténuantes *« les plus larges possible »*, il laissera le choix au tribunal entre une peine de prison, avec ou sans sursis, et la relaxe.

« Nicolas Bruneau est tout le contraire d'un déserteur, a plaidé Mᵉ de Félice. *Il n'est poursuivi que pour ses idées. »* La situation du jeune homme, selon son défenseur, se comprend d'autant moins que les exemples abondent de forclusion relevée. Le jugement du tribunal a tenu compte de cette situation délicate. Condamné à un an d'emprisonnement, sans maintien en détention, Nicolas Bruneau devait quitter, vendredi, la maison d'arrêt des Baumettes, mais pour être remis aux autorités militaires... Ses défenseurs ont indiqué qu'ils allaient faire appel de la décision (cet appel étant, en la matière, suspensif). Mᵉ de Félice a, par ailleurs, annoncé, au cours de l'audience, qu'Amnesty International avait adopté Nicolas Bruneau comme prisonnier d'opinion.

GUY PORTE

La détention des mineurs

Un avocat juge « scandaleux » les propos de M. Arpaillange

Mᵉ Dominique Rondu, avocat de la famille d'un enfant de huit ans tué en 1986 et dont le meurtrier âgé de dix-sept ans au moment des faits avait été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, a jugé *« scandaleux »* les propos du garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange, sur la détention des mineurs *(le Monde* du 14 mars).

A l'occasion d'une enquête conduite par l'inspection de l'administration pénitentiaire et par celle de l'éducation surveillée, le ministre de la justice avait découvert l'existence dans les prisons françaises d'un détenu mineur condamné à perpétuité. Le garde des sceaux avait considéré que la condamnation à perpétuité d'un mineur était d'une extrême gravité. Mᵉ Rondu a estimé que *« cette intervention de M. Arpaillange sur la décision d'un jury populaire est scandaleuse »*. Les propos du garde des sceaux sont qualifiés de *« blessants »* par les familles des victimes.

Au ministère de la justice on précise que la réflexion du ministre était en réalité un commentaire au moment où *« la mission d'inspection sur les conditions d'incarcération des mineurs s'est interrogée sur le sens que pouvait avoir pour un mineur de dix-sept ans une condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité qui implique que, malgré sa jeunesse, a été rejetée toute idée de circonstance atténuante ou d'excuse à nouveau atténuante de minorité »*.

M. Berlusconi prépare une chaîne payante en Italie

M. Silvio Berlusconi, qui multiplie les projets de chaînes privées dans les pays de l'Est *(le Monde* du 17 mars), doit aussi surveiller ses arrières. En Italie, le Sénat débat en effet d'une loi antitrust réglementant la concentration dans l'audiovisuel et la presse écrite, et qui pourrait obliger le groupe Fininvest à céder l'un de ses trois réseaux de télévision.

Mais M. Berlusconi a déjà trouvé la parade. Il projette en effet de convertir un de ses réseaux en télévision payante, sur le modèle de Canal Plus, ce qui lui permettrait d'échapper aux dispositions antitrusts. Selon les responsables de Fininvest, le degré d'avancement du projet est tel que la nouvelle chaîne à péage pourrait commencer à émettre dès le mois d'octobre.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 17 mars a été tiré à 574 363 exemplaires

Avant la décision du tribunal de commerce

Le personnel de l'ACP refuse de cautionner les repreneurs éventuels

M. René Tendron, candidat à la reprise de l'Agence centrale de presse (ACP), dont le sort doit être examiné lundi 19 mars par le tribunal de commerce de Paris *(le Monde* du 17 mars), a finalement décidé de maintenir son offre jusqu'à ce jour, en espérant que des précisions lui seraient apportées d'ici là par l'AFP et les pouvoirs publics sur les « mesures d'accompagnement » avancées.

Le comité d'entreprise de l'agence, représentant les cent dix salariés, a indiqué, le 16 mars, qu'*« il ne pouvait se prononcer en faveur d'aucun »* des deux plans de reprise présentés, celui de M. Charles-Emile Loo comme celui de M. Tendron. *« Les perspectives d'activité ne relèvent d'aucune analyse sérieuse du marché et les modalités de financement sont caricaturalement définies »*, a déclaré le comité d'entreprise, qui a indiqué qu'*« il ne pouvait se résoudre à la liquidation de la deuxième agence de presse française, dont la preuve de non-viabilité n'a jamais été apportée »*.

Dans une lettre adressée le 16 mars au congrès du PS de Rennes, l'intersyndicale de l'ACP (CFDT et FO) écrit notamment : *« Lorsque les participants du congrès se seront séparés, l'ACP aura vécu. Lundi, le tribunal de commerce de Paris la liquidera probablement. A moins que, se pliant aux dures lois du réalisme économique, il ne cède la marque à un entrepreneur dont les projets sont fort éloignés de la pluralité des sources d'information. »*

» Il pourrait aussi laisser la place à une « bonne action » de repêchage, pilotée par les socialistes marseillais. Cette dernière « solution » aurait le mérite de permettre au gouvernement de se dédouaner devant la mémoire de Gaston Defferre, fondateur de l'ACP, lui qui voulait permettre à toute la presse, y compris au plus petit journal de province, de pouvoir contrôler l'information diffusée aux lecteurs. » (...) *« Pour en arriver là,* souligne l'intersyndicale, *il aura fallu la volonté tenace de liquidation d'un groupe financier international qui se dit de vos amis* [celui de M. Robert Maxwell], *le silence complice des patrons de presse, l'attentisme persévérant d'un gouvernement socialiste qui n'aura pas eu ou pas voulu répondre à la demande unanime du Parlement français de ne pas laisser le sort du pluralisme se jouer à travers un processus judiciaire. »*

Un sondage pour « Médias-Pouvoirs » et « la Croix »

Les Français et la presse : méfiance

Les Français restent méfiants face à leurs médias : telle est la conclusion générale d'un sondage mené pour la troisième fois par *Médias-Pouvoirs* et *la Croix* auprès d'un échantillon national de mille personnes.

Par rapport aux sondages antérieurs, la situation s'est légèrement améliorée : sur une échelle de 1 (très méfiant) à 10 *(très confiant)*, la note moyenne des sondés sur leur attitude vis-à-vis des moyens d'information est passée de 4,9 en octobre 1987 à 5,1 en octobre 1988, puis à 5,4 aujourd'hui (décembre 1989). Une forte minorité continue à penser que les médias sont peu ou pas fiables. Seuls 55 % des sondés estiment que la presse raconte les choses *« vraiment » ou « à peu près »* comme elles se sont passées, la même question donnant 63 % pour la radio et 65 % *pour la télévision. Par rapport* à 1987, ces pourcentages sont cependant en progression, sans toutefois que la hiérarchie de « fiabilité » des médias change dans l'opinion. Et la presse voit même sa crédibilité reculer par rapport à 1988.

C'est à la télévision que les Français font le plus confiance comme source d'information politique (47 %), loin devant la radio (19 %), les journaux quotidiens (19 %) et les hebdomadaires et magazines (7 %).

Entre chaînes de télévision, la confiance en matière d'information a évolué depuis 1988. TF 1 ravit la première place à Antenne 2, et la 5 augmente notablement son score. Encore convient-il d'être prudent dans l'interprétation de ces chiffres, qui peuvent être influencés aussi bien par l'audience de la chaîne concernée que par son image générale dans le public.

Quant aux journalistes, 59 % des sondés estiment qu'ils ne sont pas indépendants, c'est-à-dire ne résistent pas aux pressions des partis politiques, du pouvoir ou de l'argent. Seuls 29 % des Français sont d'un avis contraire.

M. C. I.

Un groupe d'experts demande à la France de réintégrer le comité des plans de l'OTAN

Dénommé Renouveau Défense et composé, notamment, d'anciens diplomates et officiers généraux (1), un groupe d'experts en matière militaire demande, dans un rapport publié vendredi 16 mars, que la France reprenne sa place au comité des plans de l'OTAN qui, au sein des instances militaires de commandement de l'Alliance atlantique qu'elle a quittées en 1966, évalue la menace, définit la stratégie et détermine les moyens appropriés. Il propose également que la France prenne l'initiative d'un dialogue européen, avec l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne, en liaison avec les Etats-Unis.

Estimant que l'évolution de la situation en Europe ne remet pas fondamentalement en cause les choix antérieurs en matière de défense, le groupe Renouveau Défense considère cependant que *« l'effort de la France est à la limite du besoin »* et il suggère des *« adaptations »* pour un meilleur équilibre des moyens.

La principale proposition du groupe d'experts est le développement, en coopération franco-britannique, d'un système d'armes air-sol nucléaire à longue portée (ASLP), capable d'atteindre le territoire de l'agresseur et plus apte qu'un missile sol-sol en silos à survivre en période de crise. Dans cette panoplie nucléaire, pourrait aussi figurer, selon ce même rapport, une charge dite à effets collatéraux réduits – autrement appelée arme à neutrons – à bord du missile Hadès.

L'effort dans le domaine classique devrait porter par priorité sur des armes « intelligentes » (guidées avec précision) à plus long rayon d'action et sur la mobilité accrue des forces.

Renouveau Défense considère que *« l'Alliance atlantique, c'est-à-dire le « couplage » entre les défenses du Vieux Continent et de l'Amérique, et la dissuasion nucléaire ont maintenu la paix en Europe pendant quarante ans. Ces deux môles de notre sécurité doivent être conservés à tout prix. Toute autre démarche risquerait de déboucher sur l'aventure* (...) *A cet effet,* conclut le groupe d'experts, *les Européens doivent prendre en charge une part plus importante de leur défense »*.

(1) Parmi les membres du groupe, on relève les noms de MM. Jean-Marie Soutou, Jean-Marie Benoist et André Monteil, des généraux Guy Méry, Claude Grigaut, Jean Delaunay, Bertrand de Montaudouin et Jean Thiry, et de l'amiral Paul Delahousse.

L'Algérie remporte sa première Coupe d'Afrique de football

C'est à grand renfort de pétards, de chansons et de concerts d'avertisseurs que les Algériens ont fêté, vendredi 16 mars, la victoire de leur équipe de football en Coupe d'Afrique des nations. Malgré un jeu qualifié de peu brillant par les *observateurs, les joueurs* d'Abdelhamid Kermali, entraîneur de l'équipe algérienne, ont réussi à contrôler les Nigérians et à l'emporter par 1 à 0.

« Nous avons eu de la chance, a déclaré M. Kermali. *Mais nous avions la volonté de gagner, d'autant qu'on jouait devant notre public, qui fut extraordianire. »* De fait, l'Algérie, même si elle a triomphé, n'a pu faire aussi bien que lors du précédent match entre les deux pays, au cours duquel le Nigéria s'était incliné sur le score de 5 buts à 1. Mais, pour sa première Coupe d'Afrique gagnée, l'Algérie a effectué un parcours sans faute, en remportant cinq victoires en cinq matches et en marquant treize buts.

Un succès que n'ont pas boudé les supporters algériens, qui dans les rues de la capitale ont défilé aux accents de *« One, two, three, viva l'Algérie »* et de *« Déployez les emblèmes, l'Algérie s'est qualifiée »*. Mais aussi : *« L'armée et le peuple avec le leader du Front islamique du salut. »*

La Coupe du monde de ski alpin

Carole Merle réussit la passe de cinq

La skieuse en forme en cette fin de saison est française et s'appelle Carole Merle. Vendredi 16 mars, elle a remporté le super-G disputé à Aré (Suède), comptant pour la Coupe du monde de ski alpin. Cette cinquième victoire en cinq courses permet à la jeune femme de vingt-six ans d'occuper la première place au classement final de la Coupe du monde de super-G.

« Je ne peux expliquer pourquoi je gagne autant en ce moment », a déclaré la skieuse, reconnaissant toutefois que sa volonté de revenir au plus haut niveau, après son accident de début de saison, l'avait sans doute favorisée *(le Monde* du 16 mars). Avec cette ultime performance la skieuse de Sauze (Alpes-de-Haute-Provence) se hisse parmi les « recordwomen » de la Coupe du monde.

